

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 2002 — 2081

[C — 2002/27550]

**25 AVRIL 2002. — Arrêté du Gouvernement wallon
instaurant une obligation de reprise de certains déchets en vue de leur valorisation ou de leur gestion**

Le Gouvernement wallon,

Vu la Directive du Conseil des Communautés européennes 75/439/CEE du 16 juin 1975 concernant l'élimination des huiles usagées, modifiée par la Directive 87/101/CEE du 22 décembre 1986 et par la Directive 91/692/CEE du 23 décembre 1991;

Vu la Directive du Conseil des Communautés européennes 75/442/CEE du 15 juillet 1975 relative aux déchets, modifiée par la Directive 91/156/CEE du 18 mars 1991 et par la Directive 91/692/CEE du 23 décembre 1991;

Vu la Directive du Conseil des Communautés européennes 91/157/CEE du 18 mars 1991 relative aux piles et accumulateurs contenant certaines matières dangereuses, modifiée par les Directives 93/86/CEE du 4 octobre 1993 et 98/101/CE du 22 décembre 1998;

Vu la décision 94/3/CE de la Commission du 20 décembre 1993 établissant une liste des déchets en application de l'article 1^{er} point a) de la Directive 75/442/CEE du Conseil relative aux déchets;

Vu le règlement 3093/94 du Conseil du 15 décembre 1994 relatif à des substances qui appauvrissent la couche d'ozone;

Vu la décision 96/350/CE de la Commission du 24 mai 1996 adaptant les annexes IIA et IIB de la Directive 75/442/CEE du Conseil relatif aux déchets;

Vu la Directive du Conseil des Communautés européennes 2000/53/CE du Parlement européen et du Conseil du 18 septembre 2000 relative aux véhicules hors d'usage;

Vu le décret du 27 juin 1996 relatif aux déchets, modifié par le décret-programme du 19 décembre 1996 portant diverses mesures en matière de finances, emploi, environnement, travaux subsidiés, logement et action sociale, par le décret du 27 novembre 1997 modifiant le Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine, par le décret-programme du 17 décembre 1997 portant diverses mesures en matière d'impôts, taxes et redevances, de logement, de recherche, d'environnement, de pouvoirs locaux et de transports, par le décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement, par le décret du 15 février 2001 modifiant le décret du 27 juin 1996 relatif aux déchets et le décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement et par le décret du 20 décembre 2001 partiellement annulé par l'arrêt n° 81/97 du 17 décembre 1997 de la Cour d'arbitrage, notamment l'article 8, 2°;

Vu le décret du 20 décembre 2001 relatif aux conventions environnementales;

Vu l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 9 avril 1992 relatif aux huiles usagées;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 24 janvier 2002 établissant un catalogue des déchets;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 janvier 1998 adoptant le plan wallon des déchets "horizon 2010";

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 25 mars 1999 relatif à l'élimination des polychlorobiphényles et des polychloroterphényles, modifié par les arrêtés du Gouvernement wallon du 13 avril 2000 et du 13 décembre 2001;

Considérant les objectifs généraux du plan d'environnement pour le développement durable, les objectifs généraux du plan wallon des déchets - horizon 2010 et notamment ceux liés à la prévention quantitative et qualitative, et aux objectifs de recyclage;

Considérant qu'il convient, d'une part, de responsabiliser progressivement les secteurs à l'origine de la production de déchets et, d'autre part, de favoriser la prévention des déchets, leur recyclage et leur valorisation et de limiter drastiquement leur mise en centre d'enfouissement technique;

Considérant que le principe du pollueur-payeur implique notamment, comme le rappelle la Directive 75/442/CEE du 15 juillet 1975 relative aux déchets, telle que modifiée, que les détenteurs antérieurs et les producteurs du produit générateur de déchets supportent le coût de la gestion de ces déchets;

Considérant le Protocole de Montréal relatif à des substances qui appauvrissent la couche d'ozone;

Considérant le Protocole de Kyoto à la convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 27 février 2002;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 28 février 2002;

Vu l'avis de la Commission des déchets, donné en date du 12 mars 2001;

Vu l'avis du Conseil supérieur des Villes, Communes et Provinces de la Région wallonne;

Vu l'urgence spécialement motivée par le fait que l'arrêté, dans certaines de ses dispositions, transpose la Directive européenne 2000/53/CE relative aux véhicules hors d'usage dont le délai de transposition expire le 21 avril 2002, vu l'urgence également spécialement motivée par le fait qu'une disposition de l'arrêté corrige un défaut de transposition d'une directive européenne relative à la gestion des huiles usagées en ce qu'elle donne la priorité à la régénération alors que le droit wallon laissait le choix aux acteurs, vu l'urgence spécialement motivée par le fait que l'obligation de reprise imposée via cet arrêté s'inscrit dans une nécessaire harmonisation interrégionale relative à la gestion de ces flux de déchets pour éviter des distorsions de concurrence importantes entre Régions et en raison des problèmes majeurs que posera inmanquablement une entrée en vigueur différente entre les trois Régions pour les flux de déchets concernés, que la Région de Bruxelles-capitale est sur le point d'adopter en dernière lecture son arrêté tandis que la Flandre a déjà inscrit plusieurs obligations de reprise dans sa législation, vu l'urgence spécialement motivée par la nécessité de faire entrer en vigueur dans les plus brefs délais les bases réglementaires de certaines obligations de reprise déjà appliquées par la plupart des acteurs via les conventions environnementales notamment pour les déchets d'équipements électriques et électroniques pour éviter toute distorsion de concurrence;

Vu l'article 84, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Vu l'avis du Conseil d'Etat, donné le 8 mars 2002;

Sur la proposition du Ministre de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et de l'Environnement;

Après délibération,

Arrête :

CHAPITRE I^{er}. — Généralités

Section 1^{re}. — Dispositions générales

Article 1^{er}. Au sens du présent arrêté, on entend par :

1^o décret : le décret du 27 juin 1996 relatif aux déchets;

2^o déchet : tout déchet défini comme tel par le décret;

3^o producteur : toute personne physique ou morale qui fabrique un produit et le met sur le marché en Région wallonne;

4^o importateur : toute personne physique ou morale, autre que le producteur, qui importe un produit et le met sur le marché en Région wallonne. Pour ce qui concerne les huiles et graisses comestibles pouvant être utilisées lors de la friture de denrées alimentaires, la personne qui importe et utilise ces huiles et graisses pour son propre usage au sein de son ou ses établissements industriels ou commerciaux est considéré comme importateur;

5^o distributeur : toute personne physique ou morale qui, en Région wallonne, distribue un produit à un ou plusieurs détaillants pour le compte d'un ou plusieurs producteurs ou importateurs;

6^o détaillant : toute personne physique ou morale qui, en Région wallonne, offre en vente au consommateur un produit;

7^o mise sur le marché : la mise à disposition de tiers, à titre gratuit ou onéreux, d'un produit fabriqué ou mis en libre circulation dans la Communauté européenne, sauf s'il est destiné à l'exportation;

8^o pile ou accumulateur : source d'énergie électrique obtenue par la transformation directe d'énergie chimique, consistant en une ou plusieurs cellules primaires (non rechargeables) ou secondaires (rechargeables);

9^o pile ou accumulateur usagé : toute pile ou tout accumulateur dont le détenteur se défait ou dont il a l'intention ou l'obligation de se défaire;

10^o batteries de démarrage au plomb : source d'énergie électrique obtenue par la transformation directe d'énergie chimique, consistant en des plaquettes de plomb plongées dans une solution électrolytique, destinée au démarrage d'un moteur à explosion;

11^o pneu : tout pneu en caoutchouc de voiture, de caravane, de remorque, d'autobus, d'autocar, de camion, de camionnette, de motocycle, de tracteur agricole, de machine agricole ou d'engin pour travaux publics;

12^o pneu usé : tout pneu qu'il n'est pas ou plus possible d'utiliser conformément à sa destination initiale et dont le détenteur se défait, ou dont il a l'intention ou l'obligation de se défaire;

13^o presse d'information gratuite : toute publication gratuite paraissant à un rythme périodique défini, à l'exclusion de celle provenant d'un annonceur ou d'un groupe d'annonceurs groupés à cette fin, qui compte, sur base annuelle, un minimum de 30 % d'articles d'informations générales;

14^o imprimé publicitaire : toute publication gratuite à caractère commercial non visée au 13^o et ce quel que soit son mode de distribution;

15^o annuaires : la liste des abonnés au service de téléphonie, qui sous forme d'un ou de plusieurs volumes imprimés est remise au public en vue de permettre d'identifier les numéros de raccordement desdits abonnés;

16^o déchets de papiers : les journaux, hebdomadaires, mensuels, revues, périodiques, presse d'information gratuite, imprimés publicitaires, annuaires téléphoniques, annuaires de télécopie dont le détenteur se défait ou dont il a l'intention ou l'obligation de se défaire;

17^o équipements électriques et électroniques : les équipements à usage professionnel ou non professionnel fonctionnant grâce à des courants électriques ou à des champs électromagnétiques ainsi que les équipements destinés à la production, au transfert et à la mesure de ces courants et champs, tombant dans les catégories énumérées à l'annexe I et conçus pour l'utilisation avec une tension au-dessous de 1 000 volts pour le courant alternatif et 1.500 volts pour le courant continu, à l'exclusion des équipements faisant partie intégrante d'un équipement à usage professionnel commercialisé comme un tout et dont les composantes ne peuvent jamais aboutir séparément auprès des ménages et à l'exclusion des biens consommables repris à l'annexe II;

18^o déchets d'équipements électriques et électroniques : les équipements électriques et/ou électroniques dont le détenteur se défait, ou a l'intention ou l'obligation de se défaire;

19^o médicament périmé : toute substance ou composition présentée comme possédant des propriétés curatives ou préventives à l'égard des maladies humaines ou animales, qui est préparée d'avance et est commercialisée, dans un emballage particulier, sous une dénomination spéciale ou sous sa dénomination commune internationale, dont le détenteur se défait ou a l'intention ou l'obligation de se défaire;

20^o véhicule : tout véhicule des catégories M1 ou N1, définies à l'annexe II, partie A de la Directive 70/156/CEE, ainsi que les véhicules à trois roues, tels que définis dans la Directive 92/61/CEE, mais à l'exclusion des tricycles à moteur;

21^o véhicule hors d'usage : tout véhicule qui constitue un déchet au sens du décret, en particulier : tout véhicule, qui n'est plus ou qui ne peut plus être utilisé par son détenteur conformément à sa destination originelle et dont le détenteur se défait, a l'intention ou l'obligation de se défaire;

22^o huiles usagées : huiles usagées au sens de l'article 1^{er}, 1^o de l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 9 avril 1992 relatif aux huiles usagées;

23° plastique agricole usagé : matière plastique utilisée dans le cadre de l'activité agricole, horticole ou d'élevage à l'exclusion des emballages au sens du décret du 16 janvier 1997 portant approbation de l'accord de coopération concernant la prévention et la gestion des déchets d'emballages et dont le détenteur se défait ou dont il a l'intention ou l'obligation de se défaire;

24° déchets photographiques : tout déchet liquide provenant du développement et de l'impression de photographies, en ce compris les produits révélateurs, fixateurs, activateurs;

25° substance visée par le Protocole de Montréal : toute substance figurant aux annexes A, B, C et E du Protocole de Montréal relatif à des substances qui appauvrissent la couche d'ozone, qu'elle se présente isolément ou dans un mélange;

26° HFC, PFC, SF₆ : les hydrofluorocarbures, les perfluorocarbures et l'hexafluorure de soufre, tels que visés par le Protocole de Kyoto à la convention-cadre des Nations-Unies sur les changements climatiques, ainsi que les mélanges composés notamment de ces substances;

27° gestion : la gestion au sens de l'article 2, 8° du décret;

28° élimination : l'élimination au sens de l'article 2, 9° du décret;

29° valorisation : la valorisation au sens de l'article 2, 10° du décret;

30° recyclage : le recyclage au sens de l'article 2, 11° du décret;

31° codes : les codes déchets tels que définis par l'arrêté du Gouvernement wallon du 10 juillet 1997 établissant un catalogue des déchets;

32° Office : l'Office tel que visé à l'article 2, 24° du décret;

33° Ministre : le Ministre qui a l'environnement dans ses attributions.

Art. 2. Le présent arrêté ne porte pas préjudice aux compétences communales en matière de salubrité et de sécurité publique.

Section 2. — Des déchets soumis à l'obligation de reprise

Art. 3. § 1^{er}. Dès l'entrée en vigueur du présent arrêté, les personnes responsables du déchet par le fait d'avoir mis sur le marché, à titre professionnel, des biens, matières premières ou produits en les produisant, important ou commercialisant sont soumises à l'obligation de reprise pour les déchets suivants :

1° les piles et accumulateurs usagés, à l'exception des batteries de démarrage au plomb;

2° les pneus usés;

3° les déchets de papiers;

4° les médicaments périmés;

5° les véhicules hors d'usage;

6° les déchets d'équipements électriques et électroniques;

§ 2. Au 1^{er} juillet 2002, les personnes responsables du déchet par le fait d'avoir mis sur le marché, à titre professionnel, des biens, matières premières ou produits en les produisant, important ou commercialisant sont soumis à l'obligation de reprise pour les déchets suivants :

1° les huiles usagées;

2° les plastiques agricoles usagés;

3° les appareils d'éclairage, les outils électriques et électroniques, les jouets et les instruments de contrôle et de mesure;

4° les batteries au plomb.

§ 3. Au 1^{er} janvier 2003, les personnes responsables du déchet par le fait d'avoir mis sur le marché, à titre professionnel, des biens, matières premières ou produits en les produisant, important ou commercialisant et, pour ce qui concerne les huiles et graisses comestibles pouvant être utilisées lors de la friture de denrées alimentaires, les personnes qui importent et utilisent ces huiles et graisses pour leur propre usage au sein de leurs établissements industriels ou commerciaux, sont soumis à l'obligation de reprise pour les déchets suivants :

1° les déchets photographiques;

2° les huiles et graisses comestibles pouvant être utilisées lors de la friture de denrées alimentaires.

Art. 4. En vue de respecter leur obligation de reprise, les producteurs ou importateurs peuvent :

- soit exécuter individuellement un plan de gestion approuvé par le Ministre;

- soit faire appel à un organisme agréé pour remplir l'obligation de reprise;

- soit conclure avec la Région une convention environnementale déterminant des modalités particulières d'exécution et de mise en œuvre de leurs obligations.

Section 3. — Des organismes agréés pour remplir l'obligation de reprise des déchets

Art. 5. L'agrément d'un organisme chargé par des producteurs ou importateurs de remplir leurs obligations découlant de l'article 3 ne peut être accordé qu'à des personnes morales qui remplissent les conditions suivantes :

1° être constitué en association sans but lucratif en conformité avec la loi du 27 juin 1921 accordant la personnalité civile aux associations sans but lucratif et aux établissements d'utilité publique;

2° avoir comme seul objet statutaire la prise en charge pour le compte de ses contractants de l'obligation de reprise requise en vertu de l'article 3;

3° ne compter parmi ses administrateurs ou parmi les personnes pouvant engager l'association que des personnes jouissant de leurs droits civils et politiques;

4° ne compter parmi ses administrateurs ou parmi les personnes pouvant engager l'association aucune personne qui ait été condamnée par une décision coulée en force de chose jugée, pour une infraction au titre 1^{er} du Règlement général pour la Protection du Travail, à la loi du 22 juillet 1974 sur les déchets toxiques, à la loi du 9 juillet 1984 relative à l'importation, à l'exportation et au transit des déchets, au décret du 5 juillet 1985 relatif aux déchets, au décret du 25 juillet 1991 relatif à la taxation des déchets, au Règlement 259/93/CÉE du Conseil du 1^{er} février 1993 relatif aux transferts de déchets à l'entrée, à la sortie et à l'intérieur de l'Union européenne, au décret du 27 juin 1996 relatif aux déchets, au décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement à leurs arrêtés d'exécution ou à toute autre législation équivalente d'un Etat membre de la Communauté européenne;

5° disposer des moyens suffisants pour assurer l'obligation de reprise;

6° présenter une comptabilité conformément aux dispositions de la loi du 17 juillet 1975 relative à la comptabilité et aux comptes annuels des entreprises;

7° faire examiner ses comptes d'exploitation par un réviseur d'entreprise.

Art. 6. § 1^{er}. La demande d'agrément doit être introduite, par lettre recommandée à la poste, auprès de l'Office ou être déposée contre récépissé à l'Office.

§ 2. Elle contient les indications et documents suivants :

1° une copie de l'acte de constitution, des statuts et des modifications éventuelles de ceux-ci, tels que publiés au *Moniteur belge*;

2° la liste nominative des administrateurs et personnes pouvant engager l'association;

3° un certificat de bonnes conduite, vie et mœurs des administrateurs et personnes pouvant engager l'association;

4° la nature des déchets pour lesquels l'agrément est sollicité;

5° un plan financier et un budget pour la durée de l'agrément demandé comportant au moins les éléments suivants :

a) les modalités de calcul et d'évaluation des contributions des producteurs et des importateurs;

b) l'affectation d'éventuels reliquats au fonctionnement du système;

c) les conditions et les modalités de révision des contributions;

d) l'estimation des dépenses;

e) le financement d'éventuelles pertes;

6° un projet de contrat uniforme, pour un type de déchet, que l'organisme agréé doit conclure avec les producteurs, importateurs, distributeurs et détaillants pour prendre en charge leur obligation de reprise;

7° les modalités de l'acquittement de l'obligation de reprise visée à l'article 3 compte tenu des prescriptions spécifiques des chapitres II à XII applicables à ces déchets et assurant la reprise maximale des déchets;

8° une description de la manière dont le demandeur va répondre aux objectifs fixés dans le cadre de l'obligation de reprise telle que prévue au présent arrêté.

§ 3. Dans les dix jours de la réception de la demande, l'Office transmet un accusé de réception au demandeur.

Dans les trente jours de la réception de la demande, il vérifie si celle-ci contient les indications et documents prévus au § 2.

Si le dossier n'est pas complet, il en informe le demandeur, dans le délai prévu à l'alinéa 2, et lui indique les pièces ou les renseignements complémentaires qu'il lui appartient de fournir.

Lorsque le dossier est complet, l'Office déclare la demande recevable et notifie sa décision au demandeur, dans le délai prévu à l'alinéa 2, par lettre recommandée à la poste; cette notification fait courir le délai fixé au § 5.

§ 4. L'Office peut exiger tout document complémentaire de nature à établir que le demandeur dispose des garanties financières, et qu'il dispose ou s'engage à disposer des moyens techniques et humains suffisants.

§ 5. Le Ministre statue sur la demande d'agrément et impose les conditions particulières requises. La décision est prise dans un délai de cent cinquante jours à compter de la notification de la recevabilité de la demande.

Art. 7. La décision est notifiée au demandeur par lettre recommandée à la poste. Toute décision d'agrément est publiée au *Moniteur belge*.

Art. 8. L'agrément est octroyé pour une période que le Ministre précise et qui ne peut excéder cinq ans.

Art. 9. § 1^{er}. L'agrément de l'organisme pour la reprise des déchets fixe une sûreté dont le montant est déterminé par l'Office et qui est équivalente aux frais estimés pour la prise en charge, au cours de six mois de l'obligation de reprise par la Région.

§ 2. La sûreté consiste, au choix de l'organisme agréé, en un dépôt à la Caisse des Dépôts et Consignations ou en une garantie bancaire indépendante, à concurrence du montant précisé dans l'agrément. Des tiers peuvent constituer la sûreté, en tout ou en partie, au nom de l'organisme agréé.

Dans le cas où la sûreté consiste en un versement en numéraire, l'organisme agréé est tenu d'augmenter annuellement la sûreté à concurrence des intérêts produits durant l'année précédente.

Dans le cas où la sûreté consiste en une garantie bancaire indépendante, celle-ci est obligatoirement émise par un établissement de crédit agréé soit auprès de la Commission bancaire et financière, soit auprès d'une autorité d'un Etat membre de l'Union européenne qui est habilitée à contrôler les établissements de crédit.

§ 3. L'agrément de l'organisme pour la reprise des déchets n'est exécutoire qu'à partir du moment où l'Office reconnaît que la sûreté a été constituée.

§ 4. En cas de non-exécution partielle ou totale des obligations mises à charge de l'organisme agréé, par suite d'une carence de sa part ou par suite d'une sanction administrative, l'Office sollicite la libération de tout ou partie de la sûreté financière pour couvrir les frais liés à l'exécution des obligations incombant à l'organisme agréé.

§ 5. La sûreté est restituée après que l'Office ait dûment constaté qu'au terme de la durée de l'agrément, le renouvellement de celui-ci n'est pas sollicité par l'organisme agréé.

Dans les six mois suivant l'expiration de l'agrément, l'Office statue sur la restitution de la sûreté visée au § 1^{er} en tenant compte du respect par l'organisme agréé des obligations prévues à l'article 10.

Il notifie sa décision à la Caisse des Dépôts et Consignations ou à l'organisme bancaire ayant constitué la sûreté ainsi qu'à l'organisme agréé.

Section 4. — Des obligations de l'organisme agréé pour remplir l'obligation de reprise des déchets

Art. 10. L'organisme agréé pour la reprise des déchets est tenu :

- 1° de se conformer aux conditions fixées dans l'agrément;
- 2° d'atteindre, pour l'ensemble des producteurs et importateurs ayant contracté avec lui, dans les délais prévus, les obligations de collecte et de gestion prescrits par les chapitres II à XII;
- 3° de conclure un contrat d'assurance couvrant les dommages susceptibles d'être causés par son activité;
- 4° de percevoir, de manière non discriminatoire, auprès de ses contractants les cotisations indispensables pour couvrir les coûts de l'ensemble des obligations qui lui incombent;
- 5° d'organiser la collecte des déchets soumis à obligation de reprise de façon homogène sur l'intégralité du territoire de la Région wallonne;
- 6° de fournir une sûreté conformément à l'article 9;
- 7° d'accepter de conclure un contrat, conforme à celui prévu à l'article 6, § 2, 6°, éventuellement amendé en fonction des remarques de l'Office ou du Ministre, avec toute personne soumise à obligation de reprise pour les déchets pour lesquels l'agrément est demandé;
- 8° de déposer chaque année, auprès de l'Office, ses bilans et comptes de résultats pour l'année écoulée, qui auront au préalable été examinés par un réviseur d'entreprises;
- 9° de favoriser les emplois à finalité sociale ou dans les associations et sociétés à finalité sociale ayant comme objet social la collecte, le tri, le recyclage et la valorisation de déchets;
- 10° de présenter un plan de prévention à l'Office dans un délai d'un an à dater de l'octroi de l'agrément.

Section 5. — De la modification des conditions de l'agrément, de sa suspension, de son retrait

Art. 11. Le Ministre peut, après qu'ait été donnée à son titulaire, la possibilité de faire valoir ses moyens de défense et de régulariser la situation dans un délai déterminé, suspendre l'agrément en qualité d'organisme agréé pour la reprise des déchets soumis à l'obligation de reprise lorsque les prescriptions visées à l'article 10 n'ont pas été respectées ou si les conditions des chapitres II à XII ne sont pas respectées.

Art. 12. Le Ministre peut, à tout moment, imposer des obligations nouvelles, suspendre ou retirer l'agrément lorsque survient un danger grave pour la santé de l'homme ou un préjudice à l'environnement.

Art. 13. Sur la base d'un procès-verbal constatant une infraction au titre 1^{er} du Règlement général pour la Protection du Travail, à la loi du 22 juillet 1974 sur les déchets toxiques, au décret du 25 juillet 1991 relatif à la taxation des déchets, au Règlement 259/93/CEE du Conseil du 1^{er} février 1993 relatif aux transferts de déchets à l'entrée, à la sortie et à l'intérieur de la Communauté européenne, au décret du 27 juin 1996 relatif aux déchets, au décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement, à leurs arrêtés d'exécution ou à toute autre législation équivalente d'un Etat membre de l'Union européenne ou aux conditions d'agrément, l'agrément peut être suspendu ou retiré, après qu'ait été donnée à son titulaire, la possibilité de faire valoir ses moyens de défense et de régulariser la situation dans un délai déterminé; en cas d'urgence spécialement motivée, et pour autant que l'audition du titulaire soit de nature à causer un retard préjudiciable à la sécurité publique, l'agrément peut être suspendu ou retiré sans délai et sans audition dudit titulaire.

Art. 14. Toute décision prise en vertu des articles 11, 12 et 13 est notifiée à l'intéressé. Le retrait ou la suspension d'agrément est publié au *Moniteur belge*.

Section 6. — Du plan de gestion des déchets soumis à l'obligation de reprise

Art. 15. § 1^{er}. Le plan de gestion des déchets visé à l'article 4 contient les éléments et engagements suivants :

- 1° données d'identification :
 - a) les noms, forme juridique, siège et numéro du registre de commerce ou un enregistrement correspondant et le numéro T.V.A. du producteur ou de l'importateur soumis à l'obligation de reprise pour les déchets correspondants;
 - b) le domicile et l'adresse du producteur ou de l'importateur et, le cas échéant, des sièges social, administratif et d'exploitation;
 - c) le numéro de téléphone et le numéro de télécopie du domicile ou du siège où le producteur ou l'importateur peut être contacté;
 - d) le nom et la fonction du signataire du plan de gestion des déchets soumis à l'obligation de reprise.
- 2° objet :
 - a) la nature des déchets soumis à l'obligation de reprise régis par le plan de gestion des déchets;
 - b) l'estimation des quantités de déchets visés par l'obligation de reprise;
 - c) les modalités de l'acquiescement de l'obligation de reprise visée à l'article 3 compte tenu des prescriptions spécifiques des chapitres II à XII applicables à ces déchets et assurant la reprise maximale des déchets;
 - d) la durée de validité du plan de gestion des déchets soumis à l'obligation de reprise;

3° l'engagement écrit, daté et signé par le producteur ou l'importateur ou, le cas échéant, par une personne physique qui peut engager la société, par lequel il atteste que les déchets qui sont régis par le plan de gestion des déchets et qui lui sont présentés par des tiers, en application du présent arrêté, en particulier des détaillants et des distributeurs, seront acceptés gratuitement par lui et traités dans le respect des prescriptions du présent arrêté;

4° une ou plusieurs adresses situées en Région wallonne où les tiers peuvent déposer gratuitement ces déchets.

§ 2. Le plan de gestion des déchets prévoit dans la mesure du possible les dispositions nécessaires pour favoriser les emplois à finalité sociale dans les associations et sociétés concernées par la collecte, le tri, le recyclage et la valorisation des déchets.

Le plan de gestion comporte également un chapitre spécifique relatif aux mesures de prévention des déchets, décrivant le cas échéant les mesures favorisant la réutilisation.

Art. 16. § 1^{er}. Le plan de gestion des déchets est introduit, auprès de l'Office par lettre recommandée à la poste, ou déposé contre récépissé.

§ 2. Dans les dix jours de la réception du projet de plan de gestion, l'Office transmet un accusé de réception au demandeur.

Dans les trente jours de la réception de la demande, il vérifie si celle-ci contient les indications et documents prévus à l'article 15.

Si le dossier n'est pas complet, il en informe le demandeur, dans le délai prévu à l'alinéa 2, et lui indique les pièces ou les renseignements complémentaires qu'il lui appartient de fournir.

Lorsque le dossier est complet, l'Office déclare la demande recevable et notifie sa décision au demandeur, dans le délai prévu à l'alinéa 2, par lettre recommandée à la poste; cette notification fait courir le délai fixé au § 5.

§ 3. L'Office peut exiger tout document complémentaire qu'il estime utile à l'examen de la demande.

§ 4. L'Office établit un rapport et le transmet au Ministre au plus tard dans les soixante jours avant l'expiration du délai prévu au § 5.

§ 5. Le Ministre statue sur le projet de plan de gestion et impose les conditions particulières requises. La décision est prise dans un délai de cent cinquante jours à compter de la notification de la recevabilité de la demande.

Art. 17. La décision est notifiée au demandeur par lettre recommandée à la poste.

Art. 18. Le plan de gestion des déchets soumis à l'obligation de reprise couvre une période que le Ministre précise et qui ne peut excéder cinq ans.

Section 7. — La convention environnementale

Art. 19. La convention environnementale est destinée à formaliser la volonté des personnes responsables du déchet visées à l'article 3 de mettre en œuvre leurs obligations de reprise selon des modalités qu'ils estiment mieux correspondre à la spécificité de ces déchets.

Art. 20. La convention environnementale vise les mêmes objectifs que ceux définis aux articles correspondant au déchet concerné repris aux chapitres II à XII. Elle peut adapter les dispositions spécifiques reprises à ces chapitres et relatives à l'organisation de l'obligation de reprise entre le détaillant, le distributeur, le producteur, l'importateur et les autorités publiques.

Art. 21. La convention environnementale prévoit les dispositions nécessaires pour favoriser les emplois à finalité sociale dans les associations et sociétés concernées par la collecte, le tri, le recyclage et la valorisation des déchets visés.

La convention environnementale prévoit également les dispositions nécessaires pour favoriser la prévention des déchets et, le cas échéant, la réutilisation.

Art. 22. La convention environnementale est conclue pour la durée qu'elle détermine et qui ne peut dépasser cinq ans.

Art. 23. Les personnes responsables du déchet visées à l'article 3 qui décident de rompre la convention environnementale doivent avoir pris les mesures nécessaires afin de répondre aux dispositions des sections 2 ou 3 dès le lendemain de la date de rupture de la convention environnementale. Ils en informent au préalable le Ministre.

Art. 24. La convention environnementale est approuvée par une ou plusieurs associations représentatives de producteurs, importateurs, distributeurs ou détaillants concernées par la mise sur le marché du bien, de la matière première ou du produit visé.

Art. 25. § 1^{er}. La convention environnementale prévoit la mise en place d'une association sans but lucratif de pilotage et de coordination de la convention environnementale.

Celle-ci peut être chargée de :

- proposer à l'Office un plan de gestion tel que décrit à la section 6 indiquant comment les producteurs, importateurs, distributeurs ou détaillants satisfont à l'obligation de reprise des déchets concernés;

- assumer les obligations de rapportage vis-à-vis de l'Office et assurer un suivi statistique de la gestion des déchets concernés;

- déterminer avec la Région les critères d'agrément auxquels devront répondre d'une part, l'exploitant de toute entreprise du secteur et d'autre part, l'exploitation de toute installation participant à la filière de valorisation;

- déterminer avec la Région, la fréquence des audits nécessaires pour être agréé et pouvoir utiliser le logo défini par l'a.s.b.l. ainsi que pour le conserver;
- choisir, parmi les organismes d'audit reconnus par le Ministère fédéral des Affaires économiques, un ou plusieurs de ces organismes pour conduire les audits prémentionnés, pendant une durée déterminée, pour le compte de l'a.s.b.l.;
- délivrer une reconnaissance aux personnes ou sociétés habilitées à organiser la collecte des déchets;
- délivrer une reconnaissance aux centres habilités à procéder au traitement et à la valorisation des déchets visés;
- organiser, régulièrement des séances d'information destinées au grand public et aux professionnels du secteur;
- établir des banques de données pour assurer le monitoring de la filière;
- rapporter annuellement à l'Office les résultats des membres de l'a.s.b.l. par type de déchet, exprimés en tonne, en matière de collecte, recyclage, valorisation et élimination;
- promouvoir des technologies en vue d'assurer la valorisation optimale des matériaux récupérés et des matières secondaires.

L'a.s.b.l. de pilotage assure la présence de représentants de l'Office en tant qu'observateurs invités à toutes les réunions du conseil d'administration et des assemblées générales.

§ 2. Les personnes visées à l'article 3 qui contractent directement ou par l'intermédiaire de leur fédération ou de toute autre instance les représentant collectivement pour négocier et signer la convention environnementale peuvent décider de transférer leur obligation de reprise à l'association sans but lucratif de pilotage et de gestion.

Dans ce cas, cette dernière doit assumer toutes les obligations incombant à un organisme agréé conformément à la section 4. Elle est réputée être agréée par et dès la signature, par la Région, de la convention environnementale et pour la durée de cette convention.

Son agrément peut être suspendu ou retiré de la même manière et selon les mêmes procédures que pour l'agrément de l'organisme visé à la section 4 sans qu'une résiliation de la convention environnementale ne soit nécessaire.

§ 3. La convention environnementale peut prévoir la création d'un comité d'accompagnement de la convention comportant une majorité de représentants du secteur public. Il est chargé de la médiation des conflits éventuels pouvant surgir dans le cadre du déroulement de la convention.

§ 4. La convention environnementale peut prévoir la constitution d'une sûreté pour garantir le respect de l'obligation de reprise.

Art. 26. La convention environnementale vaut respect des obligations relevant des chapitres II à X pour les parties contractantes et les membres des organismes contractantes représentant des responsables de déchets pendant la durée de validité de la convention.

CHAPITRE II. — *Des piles et accumulateurs, à l'exception des batteries de démarrage au plomb*

Art. 27. Au sens du présent chapitre, on entend par :

1° taux de collecte : le poids relatif des piles et accumulateurs de remplacement usagés, à l'exception des batteries de démarrage au plomb, collectés par rapport au poids total des piles et accumulateurs de remplacement, à l'exception des batteries de démarrage au plomb, mis à la consommation durant l'année calendrier visée, exprimé en pourcentage;

2° taux de recyclage : le poids relatif des déchets effectivement recyclés par rapport au poids total des piles et accumulateurs, à l'exception des batteries de démarrage au plomb, collectés, exprimé en pourcentage.

Art. 28. Le détaillant est tenu de reprendre gratuitement des consommateurs toute pile ou tout accumulateur usagé qu'ils présentent, même lorsque ces consommateurs ne se procurent pas de produits équivalents.

Le distributeur est tenu de reprendre, à ses frais, de manière régulière et sur place, auprès des détaillants toutes les piles et tous les accumulateurs réceptionnés en application du § 1^{er} et de les présenter au producteur ou à l'importateur.

Le producteur ou l'importateur est tenu, à ses frais, de collecter de manière régulière toutes les piles et tous les accumulateurs acceptés, auprès des distributeurs ou à défaut auprès des détaillants, et de les faire traiter dans un établissement autorisé à cette fin.

Le producteur ou l'importateur est également tenu de reprendre gratuitement et de faire traiter dans un établissement autorisé à cette fin les piles et les accumulateurs issus des ménages collectés par les personnes morales de droit public responsables de la collecte des déchets ménagers ou de financer la collecte et le traitement des piles usagées issues des ménages collectées par les personnes morales de droit public responsables de la collecte des déchets ménagers au prorata des quantités de piles qu'il met sur le marché.

Art. 29. Le détaillant appose dans chacun de ses points de vente, à un endroit et de manière clairement visible, un avis dans lequel il est stipulé, sous l'intitulé "OBLIGATION DE REPRISE DES PILES USAGEES", de quelle manière il répond aux dispositions du présent arrêté.

Art. 30. Le producteur ou l'importateur est tenu d'atteindre au minimum un taux de collecte de 75 % pour ce qui concerne les piles et accumulateurs mis à la consommation de manière isolée sans être intégrés à un quelconque équipement électrique ou électronique.

Le producteur ou l'importateur est également tenu de reprendre l'ensemble des piles et accumulateurs usagés, à l'exception des batteries de démarrage au plomb, provenant des installations de démantèlement ou de dépollution de déchets d'équipements électriques ou électroniques, de véhicules hors d'usage.

Art. 31. Il est interdit d'éliminer des piles ou des accumulateurs usagés sans traitement préalable visant leur recyclage total ou partiel.

Art. 32. Le traitement des piles et accumulateurs doit atteindre un taux de recyclage de 65 %.

Les piles à oxyde de mercure doivent, avant tout autre recyclage, être soumises à un traitement visant à séparer le mercure des autres constituants.

Pour les piles zinc-carbons et alcalines, les fractions zincifère et manganifère des piles doivent être recyclées sous forme d'oxydes, sels ou hydroxydes.

Les résidus de papiers, cartons, matières plastiques qui, en raison de leur contamination, ne peuvent être recyclés doivent être valorisés énergétiquement.

Les résidus minéraux, non recyclables, issus du traitement doivent subir un traitement de stabilisation avant toute mise en centre d'enfouissement technique.

Art. 33. § 1^{er}. Le producteur ou l'importateur fournit à l'Office, avant le 31 mars de chaque année et pour la première fois avant le 31 mars 2003, les données suivantes portant sur l'année calendrier précédente :

1° la quantité totale de piles et d'accumulateurs, à l'exclusion des batteries de démarrage au plomb, mis à la consommation en Région wallonne, exprimée en kilogrammes, suivant la ventilation suivante :

- piles à oxyde de mercure;
- piles alcalines et salines;
- autres piles;
- accumulateurs nickel/cadmium;
- autres accumulateurs;

2° la quantité totale, exprimée en kilogrammes, des piles et accumulateurs usagés qui ont été collectés dans le cadre de l'obligation de reprise, suivant la ventilation du point 1°.

3° le ou les établissements au sein desquels sont traités les piles et accumulateurs, ainsi que les résidus de leur traitement et les modes de traitement;

4° la quantité, exprimée en kilogrammes, de déchets recyclés confirmée par les certificats des établissements visés au 3°;

5° les prévisions de la quantité totale, exprimée en kilogrammes, des piles et accumulateurs, à l'exclusion des batteries de démarrage au plomb mis à la consommation en Région wallonne au cours de l'année en cours.

§ 2. Les statistiques relatives au point 1° du § 1^{er} sont certifiées par un réviseur d'entreprise ou, à défaut, par un expert comptable.

§ 3. La déclaration annuelle visée au § 1^{er} est présentée suivant les instructions de l'Office.

Art. 34. L'Office peut exiger du détaillant, du distributeur, du producteur ou de l'importateur toute information qu'il juge utile pour l'appréciation des objectifs définis conformément au présent chapitre.

CHAPITRE III. — *Des pneus usés*

Art. 35. Au sens du présent chapitre, on entend par :

- taux de collecte : le poids relatif des pneus usés, collectés par rapport au poids total des pneus mis à la consommation durant l'année calendrier visée, exprimé en pourcentage;
- taux de recyclage : le poids relatif des pneus usés effectivement recyclés par rapport au poids total des pneus collectés, exprimé en pourcentage.

Art. 36. Le détaillant est tenu de reprendre gratuitement tout pneu usé présenté par le consommateur à l'achat d'un pneu d'un type correspondant au pneu usagé présenté.

Le particulier qui souhaite se défaire d'un nombre limité de pneus usés qu'il détient en dehors du cas visé à l'alinéa précédent peut se rendre dans les parcs à conteneurs déterminés par les personnes morales de droit public dans les conditions et limites fixées par ces personnes morales de droit public.

Le distributeur est tenu de reprendre, à ses frais, de manière régulière et sur place, auprès des détaillants tous les pneus réceptionnés en application du § 1^{er} et de les présenter au producteur ou à l'importateur.

Le producteur ou l'importateur est tenu, à ses frais, de collecter de manière régulière tous les pneus acceptés, auprès des distributeurs ou à défaut auprès des détaillants, et de les faire traiter dans un établissement autorisé à cette fin.

Le producteur ou l'importateur est également tenu de reprendre gratuitement et de faire traiter dans un établissement autorisé à cette fin les pneus usés issus des ménages collectés par les personnes morales de droit public responsables de la collecte des déchets ménagers ou de financer la collecte et le traitement des pneus usés issus des ménages collectés par les personnes morales de droit public responsables de la collecte des déchets ménagers au prorata des quantités de pneus qu'il met sur le marché.

Art. 37. Le détaillant appose dans chacun de ses points de vente, à un endroit et de manière clairement visible, un avis dans lequel il est stipulé, sous l'intitulé "OBLIGATION DE REPRISE DES PNEUS USES", de quelle manière il répond aux dispositions du présent arrêté.

Art. 38. Le producteur ou l'importateur est tenu d'atteindre un taux de collecte tendant vers 100 %.

Art. 39. Les pneus usés collectés sont triés en vue d'orienter prioritairement vers le rechapage les pneus techniquement réchapables. Un taux de rechapage de 25 % des pneus collectés doit être atteint.

Les pneus non réchapables sont prioritairement orientés vers les filières de recyclage. Un taux de recyclage de 20 % doit être atteint à partir du 1^{er} janvier 2005.

Le solde est valorisé énergétiquement.

Art. 40. § 1^{er}. Le producteur ou l'importateur fournit à l'Office, avant le 31 mars de chaque année et pour la première fois avant le 31 mars 2003, les données suivantes portant sur l'année calendrier précédente :

- 1° la quantité totale de pneus, mis à la consommation en Région wallonne, exprimée en kilogrammes;
- 2° la quantité totale, exprimée en kilogrammes, de pneus usés qui ont été collectés dans le cadre de l'obligation de reprise;
- 3° le ou les établissements au sein desquels sont traités les pneus usés et les modes de traitement;
- 4° la quantité de pneus rechapés, recyclés et valorisés énergétiquement, exprimée en kilogrammes, confirmée par les certificats des établissements visés au 3°;
- 5° la prévision de la quantité totale, exprimée en kilogrammes de pneus mis à la consommation en Région wallonne au cours de l'année en cours.

§ 2. Les statistiques relatives au point 1° du § 1^{er} sont certifiées par un réviseur d'entreprise ou, à défaut, par un expert comptable.

§ 3. La déclaration annuelle visée au § 1^{er} est présentée suivant les instructions de l'Office.

Art. 41. L'Office peut exiger du détaillant, du distributeur, du producteur ou de l'importateur toute information qu'il juge utile pour l'appréciation des objectifs définis conformément au présent chapitre.

CHAPITRE IV. — *Des déchets de papier*

Art. 42. Au sens du présent chapitre, on entend par :

- 1° éditeur : toute personne physique ou morale qui fait imprimer une publication et qui de ce fait est responsable du choix, de la forme et du contenu de celle-ci;
- 2° producteur : l'éditeur mettant sur le marché en Région wallonne des journaux, hebdomadaires, mensuels, revues, périodiques, presses d'information gratuite, imprimés publicitaires, annuaires téléphoniques, annuaires de télécopie;
- 3° importateur : toute personne physique ou morale, qui pour le compte d'un éditeur non installé en Région wallonne, met sur le marché en Région wallonne des journaux, hebdomadaires, mensuels, revues, périodiques, presses d'information gratuite, imprimés publicitaires, annuaires téléphoniques, annuaires de télécopie;
- 4° taux de recyclage : le poids relatif, exprimé en pourcentage, des déchets de papier effectivement recyclés après avoir été collectés en Région wallonne par rapport au poids total des papiers mis sur le marché en Région wallonne.

Art. 43. Sont exclus de l'application du présent chapitre, les déchets de papier provenant de l'usage ou de la consommation des publications suivantes :

- 1° publications ne contenant aucune annonce publicitaire, publicité ou texte publicitaire;
- 2° publications mettant en circulation en Région wallonne moins de 3 tonnes de papier par an.

Art. 44. Tout producteur ou importateur de papier est tenu de financer selon les modalités déterminées par le Ministre de l'Environnement le ramassage mensuel en porte à porte des déchets de papier auprès des ménages et des écoles organisé par les personnes morales de droit public responsables de la collecte des déchets ménagers au prorata des frais qui ne sont pas couverts pour la gestion des déchets d'emballages en papier et des annuaires.

A l'exception des rebuts du tri, tous les déchets de papier collectés sont recyclés. Les rebuts du tri sont valorisés énergétiquement.

Art. 45. Tout producteur ou importateur d'annuaires téléphonique ou de télécopie agréé est tenu :

- soit d'organiser la reprise des déchets d'annuaires au moment de la distribution des nouveaux annuaires et ce via le circuit de distribution des nouveaux annuaires;
- soit d'assurer le financement annuel des personnes morales de droit public responsables de la collecte des déchets ménagers des déchets d'annuaires ramassés en porte à porte avec d'autres déchets de papiers. Ce financement se fait au prorata du tonnage d'annuaires distribués pendant l'année de référence par rapport au tonnage total des déchets de papiers ramassés par la personne morale de droit public responsable de la collecte des déchets ménagers.

A l'exception des rebuts du tri, tous les déchets d'annuaires collectés doivent être recyclés. Les rebuts du tri sont valorisés énergétiquement.

Art. 46. Les taux de recyclage suivants doivent être atteints :

- 55 % dès l'entrée en vigueur du présent arrêté;
- 85 % à partir de 2003.

Art. 47. § 1^{er}. Le producteur fournit à l'Office, avant le 31 mars de chaque année et pour la première fois avant le 31 mars 2003, les données suivantes portant sur l'année calendrier précédente :

- 1° la quantité globale et le poids total des publications mises en circulation en Région wallonne;
- 2° un relevé de la quantité globale et du poids total des déchets de papier collectés dans le cadre de l'obligation de reprise au cours de l'année précédente;
- 3° le ou les établissements au sein desquels sont traités les déchets ainsi que les rebuts du tri et les modes de traitement;
- 4° le poids des déchets de papier effectivement recyclés et confirmé par les certificats des établissements visés au 3°;
- 5° les prévisions du poids des publications mises en circulation en Région wallonne au cours de l'année en cours.

§ 2. Les statistiques relatives au point 1° du § 1^{er} sont certifiées par un réviseur d'entreprise ou, à défaut, par un expert comptable.

§ 3. La déclaration annuelle visée au § 1^{er} est présentée suivant les instructions de l'Office.

Art. 48. L'Office peut exiger du producteur ou de l'importateur toute information qu'il juge utile pour l'appréciation des objectifs définis conformément au présent chapitre.

CHAPITRE V. — *Des huiles usagées à usage non alimentaire*

Art. 49. Au sens du présent chapitre, on entend par :

1° régénération : la régénération telle que visée à l'article 1^{er}, 8° de l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 9 avril 1992 relatif aux huiles usagées;

2° garagistes : les garagistes tels que visés à l'article 1^{er}, 11°, de l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 9 avril 1992 relatif aux huiles usagées.

Art. 50. § 1^{er}. Les parcs à conteneurs sont tenus d'accepter, gratuitement, des particuliers toute huile usagée qu'ils leur présentent.

Le garagiste gère ses huiles usagées provenant de ses activités d'entretien des véhicules à moteurs à combustion de manière à permettre au producteur et à l'importateur de respecter son obligation de reprise.

§ 2. Le producteur ou l'importateur est tenu de reprendre gratuitement et de faire traiter dans un établissement autorisé à cette fin les huiles usagées issues des ménages collectées par les personnes morales de droit public responsables de la collecte des déchets ménagers ou de financer la collecte et le traitement des huiles usagées issues des ménages collectées par les personnes morales de droit public responsables de la collecte des déchets ménagers au prorata des quantités d'huiles qu'il met sur le marché.

§ 3. Le producteur ou l'importateur est également tenu de reprendre ou de faire reprendre à ses frais et de manière régulière auprès des garagistes toutes les huiles usagées provenant des activités d'entretien des véhicules à moteurs à combustion exercées par ceux-ci.

Le producteur ou l'importateur est tenu, à ses frais, de faire traiter dans un établissement autorisé à cette fin toutes les huiles usagées collectées en vertu du présent paragraphe.

Art. 51. Par dérogation à l'article 50, § 3, une contribution de traitement peut être exigée auprès du détenteur si les huiles usagées ont été mélangées avec solvants, produits de nettoyage, détergents, antigel, PCB/PCT, autres combustibles ou autres matières. Cette contribution financière est limitée au surcoût de gestion.

Art. 52. Le garagiste doit apposer, à un endroit clairement visible, un avis dans lequel il est stipulé, sous l'intitulé "OBLIGATION DE REPRISE DES HUILES USAGEES", de quelle manière il répond aux dispositions du présent arrêté.

Art. 53. Les huiles usagées sont valorisées :

- par régénération ou autres réemplois des huiles usagées (combustibles après traitement physico-chimique);
- par valorisation énergétique dans une installation autorisée à valoriser des huiles usagées.

Le taux de valorisation par régénération ou autres réemplois des huiles usagées à atteindre est de 60 % à partir du 1^{er} janvier 2003.

Art. 54. § 1^{er}. Le producteur ou l'importateur fournit à l'Office, avant le 31 mars de chaque année et pour la première fois avant le 31 mars 2003, les données suivantes portant sur l'année calendrier précédente :

- 1° la quantité totale d'huiles mises à la consommation en Région wallonne, exprimée en kilogrammes;
- 2° la quantité totale, exprimée en kilogrammes, des huiles usagées qui ont été collectées dans le cadre de l'obligation de reprise;
- 3° le ou les établissements au sein desquels sont traitées les huiles usagées et les modes de traitement;
- 4° la quantité d'huiles usagées valorisées, exprimée en kilogrammes, confirmé par les certificats des établissements visés au 3°;
- 5° les prévisions de la quantité totale, exprimée en kilogrammes, d'huiles mises à la consommation en Région wallonne au cours de l'année en cours.

§ 2. Les statistiques relatives au point 1° du § 1^{er} sont certifiées par un réviseur d'entreprise ou, à défaut, par un expert comptable.

§ 3. La déclaration annuelle visée au § 1^{er} est présentée suivant les instructions de l'Office.

Art. 55. L'Office peut exiger du garagiste, du distributeur, du producteur ou de l'importateur toute information qu'il juge utile pour l'appréciation des objectifs définis conformément au présent chapitre.

CHAPITRE VI. — *Des batteries de démarrage au plomb*

Art. 56. Au sens du présent chapitre, on entend par :

1° garagistes : les garagistes tels que visés à l'article 1^{er}, 11° de l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 9 avril 1992 relatif aux huiles usagées;

2° taux de collecte : le poids relatif des batteries de démarrage au plomb usagées collectées par rapport au poids total des batteries de démarrage au plomb mises à la consommation durant l'année calendrier visée, exprimé en pourcentage;

3° taux de recyclage : le poids relatif des déchets effectivement recyclés par rapport au poids total des batteries de démarrage au plomb collectées, exprimé en pourcentage;

4° taux de valorisation : le poids relatif des déchets effectivement valorisés par rapport au poids total des batteries de démarrage au plomb collectées, exprimé en pourcentage.

Art. 57. Les garagistes sont tenus d'accepter, gratuitement, des particuliers, tout accumulateur au plomb qu'ils leur présentent.

Le détaillant est tenu de reprendre gratuitement des consommateurs tout accumulateur au plomb qu'ils leur présentent.

Le distributeur est tenu de reprendre, à ses frais, de manière régulière et sur place, auprès des garagistes et des détaillants toutes les batteries de démarrage au plomb réceptionnées en application du § 1^{er} et toutes les batteries de démarrage au plomb usagées provenant des activités d'entretien des véhicules exercées par les garagistes, et de les présenter au producteur ou à l'exportateur.

Le producteur ou l'importateur est tenu, à ses frais, de collecter de manière régulière toutes les batteries de démarrage au plomb acceptées auprès des distributeurs ou à défaut auprès des garagistes ou distributeurs, et de les faire traiter dans un établissement autorisé à cette fin.

Le producteur ou l'importateur est également tenu de reprendre gratuitement et de faire traiter dans un établissement autorisé à cette fin les batteries de démarrage au plomb issus des ménages collectées par les personnes morales de droit public responsables de la collecte des déchets ménagers ou de financer la collecte et le traitement des batteries de démarrage au plomb usagées issus des ménages collectés par les personnes morales de droit public responsables de la collecte des déchets ménagers au prorata des quantités de batteries de démarrage au plomb qu'il met sur le marché.

Art. 58. Il est interdit de vider, en dehors d'une installation de traitement autorisée, les batteries de démarrage au plomb de leur acide.

Art. 59. Le garagiste appose, à un endroit clairement visible, un avis dans lequel il est stipulé, sous l'intitulé "OBLIGATION DE RÉPRISE DES BATTERIES DE DÉMARRAGE AU PLOMB USAGÉS", de quelle manière il répond aux dispositions du présent arrêté.

Art. 60. Le producteur ou l'importateur est tenu d'atteindre au minimum un taux de collecte de 90 % à partir de l'année 2002 et de 95 % à partir de l'année 2005.

Art. 61. Le traitement des batteries de démarrage au plomb usagées doit atteindre un taux de recyclage minimum de 95 % du plomb et un taux de valorisation de 100 % des résidus plastiques dont, à partir du 1^{er} janvier 2003 un taux de recyclage de 30 %.

Les électrolytes doivent être valorisés ou neutralisés.

Art. 62. § 1^{er}. Le producteur ou l'importateur fournit, à l'Office avant le 31 mars de chaque année et pour la première fois avant le 31 mars 2003, les données suivantes portant sur l'année calendrier précédente :

1° la quantité totale de batteries de démarrage au plomb, mises à la consommation en Région wallonne, exprimée en kilogrammes;

2° la quantité totale, exprimée en kilogrammes, de batteries de démarrage au plomb usagées qui ont été collectées;

3° le ou les établissements au sein desquels sont traités les batteries de démarrage au plomb ainsi que les résidus de leur traitement et leur mode de traitement;

4° la quantité de déchets recyclés, exprimée en kilogramme, confirmée par les certificats des établissements visés au 3°;

5° les prévisions de la quantité totale, exprimée en kilogrammes, de batteries de démarrage au plomb mises à la consommation en Région wallonne au cours de l'année en cours.

§ 2. Les statistiques relatives au point 1° du § 1^{er} sont certifiées par un réviseur d'entreprise ou, à défaut, par un expert comptable.

§ 3. La déclaration annuelle visée au § 1^{er} est présentée suivant les instructions de l'Office.

Art. 63. L'Office peut exiger du distributeur, du producteur ou de l'importateur toute information qu'il juge utile pour l'appréciation des objectifs définis conformément au présent chapitre.

CHAPITRE VII. — *Des déchets d'équipements électriques ou électroniques*

Art. 64. Au sens du présent chapitre, on entend par :

1° composant dangereux : tout composant contenant une ou plusieurs substances dangereuses aux termes de la Directive 67/548/CEE ou qui contient des substances susceptibles de devenir des déchets dangereux au sens de l'article 3 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 10 juillet 1997 établissant un catalogue des déchets, ou tout composant qui contient une ou plusieurs substances visées par le Protocole de Montréal ou des HFC, PFC, SF₆;

2° réutilisation : toute opération par laquelle les équipements électriques ou électroniques ou leurs composants servent au même usage que celui pour lequel ils ont été conçus;

3° taux de réutilisation et de recyclage : le poids relatif, pour un matériau donné, de ces composants dans les déchets d'équipements électriques ou électroniques réutilisés ou recyclés par rapport au poids total de ce matériau dans les déchets d'équipements électriques ou électroniques collectés, exprimé en pourcentage.

Art. 65. § 1^{er}. Le détaillant est tenu de reprendre gratuitement du consommateur tout déchet d'équipements électriques ou électroniques qu'il leur présente, pour autant que ce déchet corresponde à un appareil remplissant les mêmes fonctions que celui acheté par ce consommateur.

Le distributeur est tenu de reprendre, à ses frais, de manière régulière et sur place auprès des détaillants tous les déchets d'équipements électriques et électroniques réceptionnés en application du § 1^{er} et de les présenter au producteur ou à l'importateur.

Le producteur ou l'importateur est tenu, à ses frais, de collecter de manière régulière en particulier tous les déchets d'équipements électriques et électroniques acceptés auprès des distributeurs ou, à défaut, auprès des détaillants et de les faire traiter dans un établissement autorisé à cette fin. Le producteur ou l'importateur est tenu d'assurer les meilleures conditions de transport et de stockage pour permettre la réutilisation.

Le producteur ou l'importateur est tenu de reprendre à ses frais et de faire traiter dans un établissement autorisé à cette fin les déchets d'équipements électriques et électroniques issus des ménages collectés par les personnes morales de droit public responsables de la collecte des déchets ménagers.

§ 2. Les déchets d'équipements électriques ou électroniques pour lesquels le producteur ou l'importateur n'a pu être identifié sont pris en charge par l'ensemble des producteurs ou importateurs au prorata des quantités qu'ils ont mises sur le marché.

Art. 66. Le détaillant appose dans chacun de ses points de vente, à un endroit et de manière clairement visible, un avis dans lequel il est stipulé, sous l'intitulé "OBLIGATION DE REPRISE DES DECHETS D'EQUIPEMENTS ELECTRIQUES ET ELECTRONIQUES" de quelle manière il répond aux dispositions du présent arrêté.

Art. 67. § 1^{er}. Les déchets d'équipements électriques ou électroniques sont triés et démontés en plusieurs fractions :

- équipements et pièces destinés à être réutilisés;
- pièces et substances dangereuses, tels les condensateurs contenant des PCB, les interrupteurs à mercure, les batteries, les tubes cathodiques, les substances visées par le protocole de Montréal, les HFC, les PFC et les SF₆ et éventuellement d'autres composants contenant des substances dangereuses;
- pièces et matériaux destinés à être recyclés;
- pièces et matériaux non réutilisables et non recyclables.

§ 2. Le traitement des déchets d'équipements électriques et électroniques doit atteindre les taux de réutilisation et de recyclage cumulés suivants :

- pour les métaux ferreux 95 %;
- pour les métaux non ferreux 95 %;
- pour les plastiques 20 %.

Globalement le taux de réutilisation et de recyclage pour les équipements électriques et électroniques de type « gros blancs » doit atteindre 90 %. Pour les autres équipements, ce taux doit atteindre 70 %.

§ 3. Les résidus plastiques qui ne peuvent être recyclés doivent être valorisés énergétiquement.

§ 4. Les piles et accumulateurs sont valorisés conformément au chapitre II.

Art. 68. § 1^{er}. Le producteur ou l'importateur fournit à l'Office, avant le 31 mars de chaque année et pour la première fois avant le 31 mars 2003, les données suivantes portant sur l'année calendrier précédente :

1° la quantité d'équipements électriques et électroniques par type de matériau mis à la consommation en Région wallonne, exprimée en kilogrammes;

2° la quantité totale, exprimée en kilogrammes, de déchets électriques et électroniques qui ont été collectés dans le cadre de l'obligation de reprise;

3° le ou les établissements au sein desquels sont traités les déchets électriques et électroniques ainsi que les résidus de leurs traitements et le mode de traitement appliqué;

4° la quantité, exprimée en kilogrammes de déchets électriques ou électroniques recyclés globalement et par type de matériau et la quantité exprimée en kilogrammes de déchets réutilisés, confirmées par les certificats des établissements visés au 3;

5° Les mesures de prévention qui ont été prises en vue :

- d'améliorer la recyclabilité des produits mis sur le marché;
- de diminuer le recours à des matériaux comprenant des substances dangereuses;
- de recourir à des techniques de production les moins nuisibles possibles pour l'environnement;
- d'encourager les économies d'énergie que ce soit au niveau de la production ou de l'utilisation des appareils;

6° les prévisions de la quantité, exprimée en kilogrammes, d'équipements électriques et électroniques par type de matériau mis à la consommation en Région wallonne au cours de l'année en cours.

§ 2. Les statistiques relatives au point 1° du § 1^{er} sont certifiées par un réviseur d'entreprise ou, à défaut, par un expert comptable.

§ 3. La déclaration annuelle visée au § 1^{er} est présentée suivant les instructions de l'Office.

Art. 69. L'Office peut exiger du distributeur, du producteur ou de l'importateur toute information qu'il juge utile pour l'appréciation des objectifs définis conformément au présent chapitre.

CHAPITRE VIII. — *Des médicaments périmés*

Art. 70. Le détaillant est tenu de reprendre gratuitement des consommateurs tout médicament périmé qu'ils présentent, même lorsque ces consommateurs ne se procurent pas de médicaments.

Le distributeur est tenu de reprendre, à ses frais, de manière régulière et sur place, auprès des détaillants tous les médicaments périmés réceptionnés en application de l'alinéa 1^{er} et de les présenter au producteur ou à l'importateur.

Le producteur ou l'importateur est tenu, à ses frais, de collecter de manière régulière tous les médicaments périmés acceptés, auprès des distributeurs ou à défaut auprès des détaillants, et de les faire traiter dans un établissement autorisé à cette fin.

Art. 71. Le détaillant appose dans chacun de ses points de vente, à un endroit et de manière clairement visible, un avis dans lequel il est stipulé, sous l'intitulé "OBLIGATION DE REPRISE DES MEDICAMENTS PERIMES", de quelle manière il répond aux dispositions du présent arrêté.

Art. 72. Les médicaments périmés sont incinérés.

Art. 73. § 1^{er}. Le producteur ou l'importateur fournit à l'Office, avant le 31 mars de chaque année et pour la première fois avant le 31 mars 2003, les données suivantes portant sur l'année calendrier précédente :

1° la quantité totale, exprimée en kilogrammes, des médicaments périmés qui ont été collectés dans le cadre de l'obligation de reprise;

2° le ou les établissements au sein desquels sont traités les médicaments périmés;

3° la quantité de déchets incinérés, exprimée en kilogrammes, confirmée par les certificats des établissements visés sous 2°.

§ 2. La déclaration annuelle visée au § 1^{er} est présentée selon les instructions de l'Office.

Art. 74. L'Office peut exiger du détaillant, du distributeur, du producteur ou de l'importateur toute information qu'il juge utile pour l'appréciation des objectifs définis conformément au présent chapitre.

CHAPITRE IX. — *Des plastiques agricoles*

Art. 75. Au sens du présent chapitre, on entend par :

1° taux de recyclage : le poids relatif des déchets de plastiques agricoles effectivement recyclés par rapport au poids global des déchets de plastiques agricoles collectés, exprimé en pourcentage.

Art. 76. Le détaillant est tenu de reprendre gratuitement des consommateurs tout plastique agricole usagé qu'ils présentent, même lorsque ces consommateurs ne se procurent pas de produits équivalents.

Le distributeur est tenu de reprendre, à ses frais, de manière régulière et sur place, auprès des détaillants tous les plastiques agricoles réceptionnés en application du § 1^{er} et de les présenter au producteur ou à l'importateur.

Le producteur ou l'importateur est tenu, à ses frais, de collecter de manière régulière tous les plastiques agricoles acceptés, auprès des distributeurs ou à défaut auprès des détaillants, et de les faire traiter dans un établissement autorisé à cette fin.

Le producteur ou l'importateur est également tenu :

- soit de reprendre gratuitement et de faire traiter dans un établissement autorisé à cette fin les déchets de plastiques agricoles collectés par les personnes morales de droit public;

- soit de financer la collecte et le traitement des déchets de plastiques agricoles collectés par les personnes morales de droit public au prorata des quantités de plastiques agricoles qu'elle met sur le marché.

Art. 77. Le détaillant appose dans chacun de ses points de vente, à un endroit et de manière clairement visible, un avis dans lequel il est stipulé, sous l'intitulé "OBLIGATION DE REPRISE DES PLASTIQUES AGRICOLES", de quelle manière il répond aux dispositions du présent arrêté.

Art. 78. § 1^{er}. Le traitement des plastiques agricoles doit atteindre un taux de recyclage minimum de 20 % à partir de l'année 2003 et de 50 % à partir de l'année 2005.

§ 2. Les plastiques agricoles non recyclés sont valorisés énergétiquement.

Art. 79. § 1^{er}. Le producteur ou l'importateur fournit à l'Office, avant le 31 mars de chaque année et pour la première fois avant le 31 mars 2003, les données suivantes portant sur l'année calendrier précédente :

1° la quantité totale, exprimée en kilogrammes, de déchets de plastiques agricoles usagés qui ont été collectés dans le cadre de l'obligation de reprise;

2° le ou les établissements au sein desquels sont traités les plastiques agricoles usagés et les modes de traitement;

3° la quantité, exprimée en kilogrammes, de déchets de plastiques agricoles recyclés et la quantité de déchets de plastiques agricoles valorisés énergétiquement, confirmée par les certificats des établissements visés sous 2°.

§ 2. La déclaration annuelle visée au § 1^{er} est présentée selon les instructions de l'Office.

Art. 80. L'Office peut exiger du détaillant, du distributeur, du producteur ou de l'importateur toute information qu'il juge utile pour l'appréciation des objectifs définis conformément au présent chapitre.

CHAPITRE X. — *Des véhicules hors d'usage*

Art. 81. Au sens du présent chapitre, on entend par :

1° composant dangereux : tout composant contenant une ou plusieurs substances dangereuses aux termes de la Directive 67/548/CEE ou qui contient des substances susceptibles de devenir des déchets dangereux au sens de l'article 3 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 10 juillet 1997 établissant un catalogue des déchets, ou tout composant qui contient une ou plusieurs substances visées par le Protocole de Montréal ou des HFC, PFC, SF₆;

2° réutilisation : toute opération par laquelle les composants de véhicules hors d'usage servent au même usage que celui pour lequel ils ont été conçus;

3° taux de réutilisation et de recyclage : le poids relatif des composants des véhicules hors d'usage réutilisés et recyclés par rapport au poids total des véhicules hors d'usage collectés, exprimé en pourcentage;

4° taux de réutilisation et de valorisation : le poids relatif des composants des véhicules hors d'usage réutilisés et valorisés par rapport au poids total des véhicules hors d'usage collectés, exprimé en pourcentage.

Art. 82. § 1^{er}. Le détaillant est tenu de reprendre gratuitement des consommateurs tout véhicule hors d'usage qu'ils leur présentent à l'achat d'un véhicule de substitution. Le détaillant délivre un certificat d'acceptation en échange du véhicule hors d'usage qui lui a été remis.

Le distributeur est tenu de reprendre, à ses frais, de manière régulière auprès des détaillants tous les véhicules hors d'usage, réceptionnés en application de l'alinéa 1^{er} et de les présenter au producteur ou à l'importateur.

Le producteur ou l'importateur est tenu, à ses frais, de collecter de manière régulière tous les véhicules hors d'usage, acceptés, auprès des distributeurs ou à défaut auprès des détaillants, et de les faire traiter dans un établissement autorisé et agréé à cette fin, dans les six mois de leur reprise en application de l'alinéa 1^{er}.

§ 2. A partir du 1^{er} juillet 2002, le producteur ou l'importateur est tenu de reprendre, à ses frais, tout véhicule hors d'usage dont la mise sur le marché en tant que véhicule neuf est postérieure au 30 juin 2002 qui lui est remis par le consommateur en l'absence d'acquisition d'un véhicule de substitution, et de le faire traiter à ses frais dans un établissement autorisé et agréé dans les six mois de sa reprise.

§ 3. A partir du 1^{er} janvier 2006, le producteur ou l'importateur est tenu de reprendre, à ses frais, du consommateur, tout véhicule hors d'usage provenant d'une marque qu'il produit ou commercialise, même si le consommateur ne se procure pas de véhicule de substitution, et de le faire traiter dans un établissement autorisé et agréé dans les six mois de sa reprise, et ce pour autant qu'un plan de gestion progressive de ces véhicules hors d'usage ait été présenté par le producteur ou l'importateur avant le 1^{er} janvier 2004 et approuvé par le Ministre avant le 1^{er} juillet 2004.

A défaut de présentation et d'approbation de ce plan dans les délais prescrits, le producteur ou l'importateur est tenu de respecter dès le 1^{er} juillet 2004 l'obligation de reprise imposée à l'alinéa précédent.

§ 4. Les opérateurs économiques visés à l'article 2 de la Directive 2000/53/CE relative aux véhicules hors d'usage présentent au Ministre dans un délai de deux ans à dater de l'entrée en vigueur du présent arrêté un plan de gestion des pièces usagées qui constituent des déchets et son retirés des voitures de passagers lorsqu'elles sont réparées de manière à respecter l'article 5, 1. de la directive précitée.

Art. 83. Le détaillant appose dans chacun de ses points de vente, à un endroit et de manière clairement visible, un avis dans lequel il est stipulé, sous l'intitulé "OBLIGATION DE REPRISE DES VEHICULES HORS D'USAGE", de quelle manière il répond aux dispositions du présent arrêté.

Art. 84. La reprise d'un véhicule hors d'usage en application de l'article 82, §§ 1^{er} et 4, se fait sans frais pour le détenteur et/ou le propriétaire du véhicule pour autant que les conditions cumulatives suivantes soient rencontrées :

- le véhicule hors d'usage contient tous les composants indispensables au fonctionnement d'un véhicule;
- le véhicule hors d'usage ne contient pas de déchets étrangers au véhicule hors d'usage;
- le véhicule hors d'usage est immatriculé ou a été immatriculé en Belgique depuis au moins six mois par son dernier propriétaire;
- le véhicule hors d'usage est accompagné du certificat d'immatriculation, du certificat de conformité, de la plaquette d'identification et, s'il échet, du dernier certificat de contrôle technique;
- le véhicule doit être déposé aux endroits de reprise indiqués par le détaillant ou par le producteur ou l'importateur. Le réseau de points de reprise comporte un nombre de centres de reprise suffisant et réparti sur la Région wallonne de manière géographiquement équilibrée.

Si les conditions précitées sous les tirets 1, 2, 4 ou 5 ne sont pas remplies, les frais d'enlèvement réclamés doivent être proportionnels au défaut.

Art. 85. Il est interdit d'éliminer des véhicules hors d'usage ou des parties de ceux-ci sans traitement préalable visant leur dépollution et leur valorisation totale ou partielle.

Art. 86. § 1^{er}. Les véhicules hors d'usage sont dépollués de manière à retirer, à isoler et à traiter de manière sélective les composants dangereux ainsi que l'ensemble des fluides.

§ 2. Les véhicules hors d'usage dépollués sont démantelés de manière à retirer et isoler de manière sélective les composants valorisables, en ce compris les pièces de rechange.

Au minimum, sont retirés sélectivement les catalyseurs, les composants métalliques contenant du cuivre, de l'aluminium et du magnésium, si ces métaux ne sont pas séparés au cours du processus de broyage, les pneus, le verre, les pièces plastiques volumineuses et facilement démontables telles que pare-chocs, tableau de bord, récipients de fluide, mousse des sièges, piles et accumulateurs si ces matériaux ne sont pas séparés lors du broyage de manière à pouvoir être recyclés en tant que matériaux.

Les piles et accumulateurs sont traités conformément au chapitre II.

Les pneus sont traités conformément au chapitre III.

Les huiles usagées sont traitées conformément au chapitre V.

§ 3. Les opérations de stockage sont effectuées en veillant à ne pas endommager les composants contenant des fluides, ni les composants valorisables et les pièces de rechange.

§ 4. Les opérations de dépollution et de démantèlement sont suivies d'un broyage en vue du recyclage, de la valorisation ou de l'élimination des matériaux.

§ 5. Au plus tard le 1^{er} janvier 2006, le traitement des véhicules hors d'usage doit atteindre :

- un taux de réutilisation et de valorisation de 85 %;

- un taux de réutilisation et de recyclage de 80 %.

§ 6. Au plus tard, le 1^{er} janvier 2015, le traitement des véhicules hors d'usage doit atteindre un taux de réutilisation et de valorisation de 95 %.

§ 7. Les installations de dépollution - démantèlement établissent une attestation de destruction.

Art. 87. § 1^{er}. Le producteur ou l'importateur fournit à l'Office, avant le 31 mars de chaque année et pour la première fois avant le 31 mars 2003, les données suivantes portant sur l'année calendrier précédente :

1° la quantité totale, exprimée en kilogrammes et en nombre, des véhicules hors d'usage ou considérés comme tels qui ont été collectés dans le cadre de l'obligation de reprise;

2° le ou les établissements au sein desquels sont traités les véhicules hors d'usage ou considérés comme tels ainsi que les résidus de leur traitement et les modes de traitement;

3° les quantités, exprimées en kilogrammes, de déchets respectivement réutilisés, recyclés, valorisés et éliminés, confirmées par les certificats des établissements visés sous 2°.

§ 2. La déclaration annuelle visée au § 1^{er} est présentée suivant les instructions de l'Office.

Art. 88. L'Office peut exiger du détaillant, du distributeur, du producteur, ou de l'importateur toute information qu'il juge utile pour l'appréciation des objectifs définis conformément au présent chapitre.

CHAPITRE XI. — *Des graisses et huiles comestibles pouvant être utilisées lors de la friture de denrées alimentaires*

Art. 89. Au sens du présent chapitre, on entend par taux de collecte le poids relatif des graisses et huiles de friture usagées collectées par rapport au poids total des graisses et huiles comestibles pouvant être utilisées lors de la friture de denrées alimentaires. Mises à la consommation durant l'année calendrier visée, exprimée en pourcentage.

Art. 90. Le distributeur est tenu de reprendre, à ses frais, les graisses et huiles de friture usagées provenant de l'horeca et des services de restauration de collectivités.

Le producteur ou l'importateur est tenu, à ses frais, de collecter de manière régulière toutes les huiles et graisses de friture usagées collectées auprès des distributeurs ou des établissements industriels et commerciaux utilisant les huiles qu'il importe, et de les faire traiter dans un établissement autorisé à cette fin.

Le producteur ou l'importateur est également tenu de reprendre gratuitement les huiles et graisses de friture usagées issues des ménages collectées par les personnes morales de droit public responsables de la collecte des déchets ménagers ou de financer la collecte et le traitement des graisses et huiles de friture usagées issues des ménages collectés par les personnes morales de droit public responsables de la collecte des déchets ménagers au prorata des quantités de graisses et huiles de friture qu'il met sur le marché.

Art. 91. Le producteur ou l'importateur est tenu d'atteindre un taux de collecte de 30 % à partir de l'année 2003, 40 % à partir de l'année 2005.

Le Ministre peut revoir les taux de collecte dans un délai de deux ans à dater de l'entrée en vigueur de l'obligation de reprise, après consultation des secteurs et si les circonstances le justifient.

Art. 92. Les huiles et graisses de friture usagées collectées sont entièrement recyclées, régénérées ou valorisées.

L'utilisation des huiles et graisses de friture usagées en alimentation animale est interdite.

Le Ministre peut imposer des objectifs de recyclage ou de valorisation matière.

Art. 93. § 1^{er}. Le producteur ou l'importateur fournit à l'Office, avant le 31 mars de chaque année et pour la première fois avant le 31 mars 2003, les données suivantes portant sur l'année calendrier précédente :

1° la quantité totale des graisses et huiles de friture mises à la consommation en Région wallonne, exprimée en kilogramme;

2° la quantité totale, exprimée en kilogrammes, des graisses et huiles de friture usagées qui ont été collectées dans le cadre de l'obligation de reprise;

3° le ou les établissements au sein desquels sont traitées les graisses et huiles de friture ainsi que leur mode de traitement;

4° la quantité, exprimée en kilogrammes, de déchets respectivement recyclés et valorisés, confirmée par les certificats des établissements visés sous 3;

5° les prévisions de la quantité totale exprimée en kilogrammes, des graisses et huiles de friture mises à la consommation en Région wallonne, au cours de l'année en cours.

§ 2. Les statistiques relatives au point 1° du § 1^{er} sont certifiées par un réviseur d'entreprise ou, à défaut, par un expert-comptable.

§ 3. La déclaration annuelle visée au § 1^{er} est présentée suivant les instructions de l'Office.

Art. 94. L'Office peut exiger du distributeur, du producteur ou de l'importateur toute information qu'il juge utile pour l'appréciation des objectifs définis conformément au présent chapitre.

CHAPITRE XII. — *Des déchets photographiques*

Art. 95. Au sens du présent chapitre, on entend par taux de collecte le poids relatif des déchets photographiques collectés par rapport au poids total des produits photographiques mis à la consommation durant l'année calendrier visée, exprimé en pourcentage.

Art. 96. Le détaillant est tenu de reprendre gratuitement des consommateurs tout déchet photographique usagé qu'ils présentent, lorsque ces consommateurs se procurent des produits équivalents.

Le distributeur est tenu de reprendre ou de faire reprendre, à ses frais, de manière régulière et sur place, auprès des détaillants tous les déchets photographiques réceptionnés en application de l'alinéa 1^{er} et de les présenter au producteur ou à l'importateur.

Le producteur ou l'importateur est tenu, à ses frais, de collecter de manière régulière tous les déchets photographiques acceptés, auprès des distributeurs ou à défaut auprès des détaillants, et de les faire traiter dans un établissement autorisé à cette fin.

Le producteur ou l'importateur est également tenu de reprendre gratuitement les déchets photographiques issus des ménages collectés par les personnes morales de droit public responsables de la collecte des déchets ménagers ou de financer la collecte et le traitement des déchets photographiques usagés issus des ménages collectés par les personnes morales de droit public responsables de la collecte des déchets ménagers au prorata des quantités de produits photographiques qu'il met sur le marché.

Art. 97. Le détaillant appose dans chacun de ses points de vente, à un endroit et de manière clairement visible, un avis dans lequel il est stipulé, sous l'intitulé "OBLIGATION DE REPRISE DES DECHETS PHOTOGRAPHIQUES", de quelle manière il répond aux dispositions du présent arrêté.

Art. 98. Le producteur ou l'importateur est tenu d'atteindre au minimum un taux de collecte de 75 % à partir de l'année 2004, de 95 % à partir de l'année 2005.

Le Ministre peut, après concertation avec le secteur et si les circonstances le justifient, revoir si nécessaire les taux de collecte visés à l'alinéa précédent.

Art. 99. Il est interdit d'éliminer des déchets photographiques sans traitement préalable visant leur recyclage total ou partiel.

Art. 100. Le traitement des déchets photographiques vise à valoriser de façon optimale l'argent qu'ils renferment.

Art. 101. § 1^{er}. Le producteur ou l'importateur fournit à l'Office, avant le 31 mars de chaque année et pour la première fois avant le 31 mars 2003, les données suivantes portant sur l'année calendrier précédente :

1° la quantité totale de produits photographiques mis à la consommation en Région wallonne, exprimée en kilogrammes;

2° la quantité totale, exprimée en kilogrammes, des déchets photographiques qui ont été collectés dans le cadre de l'obligation de reprise, suivant la ventilation du point 1;

3° le ou les établissements au sein desquels sont traités les déchets photographiques, ainsi que les résidus de leur traitement et les modes de traitement;

4° la quantité, exprimée en kilogrammes, de déchets recyclés, confirmée par les établissements visés sous 3;

5° les prévisions de la quantité totale, exprimée en kilogrammes, des produits photographiques mis à la consommation en Région wallonne au cours de l'année en cours.

§ 2. Les statistiques relatives au point 1° du § 1^{er} sont certifiées par un réviseur d'entreprise ou, à défaut, par un expert comptable.

§ 3. La déclaration annuelle visée au § 1^{er} est présentée suivant les instructions de l'Office.

Art. 102. L'Office peut exiger du détaillant, du distributeur, du producteur ou de l'importateur toute information qu'il juge utile pour l'appréciation des objectifs définis conformément au présent chapitre.

CHAPITRE XIII. — *Dispositions abrogatoires, transitoires et finales*

Art. 103. A l'article 4 de l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 9 avril 1992 relatif aux huiles usagées, les termes « soit remises à des garagistes, soit » sont supprimés.

Art. 104. Les conventions environnementales énumérées dans le tableau repris ci-après restent d'application jusqu'à leur terme et au maximum cinq ans après l'entrée en vigueur du décret du 20 décembre 2001 relatif aux conventions environnementales.

Elles valent respect de l'obligation de reprise au sens du présent arrêté.

Conventions environnementales	Echéance
Convention du 29 avril 1997 relative à la collecte sélective des médicaments périmés	cinq ans après l'entrée en vigueur du décret du 20 décembre 2001 relatif aux conventions environnementales
Protocole d'engagement du 17 juin 1997 relatif à la collecte sélective et au traitement des piles usagées, modifié par l'avenant du 7 mars 2001	31 décembre 2002
Accord cadre du 9 février 1998 entre pouvoirs publics et le secteur sur la collecte et le traitement des pneus usés	cinq ans après l'entrée en vigueur du décret du 20 décembre 2001 relatif aux conventions environnementales
Convention du 30 mars 1999 relative à la gestion des véhicules hors d'usage	30 juin 2004
Accord cadre concernant la gestion des déchets de papiers en Région wallonne	31 décembre 2002
Convention du 19 février 2001 relative à l'obligation de reprise des déchets d'équipements électriques et électroniques (électroménagers)	18 février 2006

Art. 105. Le producteur ou l'importateur qui ne fait pas appel à un organisme agréé ou qui n'a pas conclu de convention environnementale est tenu d'introduire un plan de gestion des déchets soumis à obligation de reprise dans un délai de six mois suivant l'entrée en vigueur de l'obligation de reprise à laquelle il est soumis en suite à l'article 3.

Art. 106. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Art. 107. Le Ministre de l'Environnement est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 25 avril 2002.

Le Ministre-Président,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Le Ministre de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et de l'Environnement,
M. FORET

Annexe 1

Liste des équipements électriques ou électroniques entrant dans le champ d'application du présent arrêté :

1. appareils de refroidissement et de surgélation : frigos, surgélateurs et appareils de climatisation, appareils combinés frigo et surgélateur, déshumidificateurs d'air;

2. grand électroménager : cuisinières, lave-linge, lave-vaisselle, essoreuses, sèche-linge et chauffe-eau, repasseuses, lave-linge et sèche-linge combinés, plafonniers solarium et bancs solaires;

3. petit électroménager : fours et grills, hottes, fours à micro-ondes et autres fours, réchauds portables, plaques de cuisson multiples ou non, fours combinés (micro-ondes, grills);

4. produits bruns : télévisions, radios, amplificateurs, tuners, lecteurs de cassette, tourne-disque, lecteurs de CD, magnétoscopes, caméscopes, haut-parleurs;

5. petit appareillage ménager : bouilloires électriques, friteuses, grille-pain, mixers et mélangeurs, outils de jardin, aspirateurs, machines à coudre, fers à repasser, sèche-cheveux, rasoirs électriques, hottes avec moteur intégré, tondeuses à barbe, bouillottes électriques, mélangeurs, ouvre-boîtes, chauffe-plats, machines à pain, presse-agrumes, appareils à « Croque-Monsieur », thermoplongeurs, cuit-œufs, couvertures électriques, couteaux électriques, barbecues électriques, woks électriques, appareils d'épilation, machines à espresso conçues pour un usage domestique, chauffe-biberons, caquelons à fondues, ouvre-boîtes/affiloirs combinés, hydropulseurs/brosses à dent combinés, solariums faciaux, appareils pour massage facial, sets gourmets, grills, casques, fers à friser, sets à brushing, hachoirs, glacières, horloges individuelles, ventilateurs individuels, lampes à infrarouge, appareils à fromage, sets de coiffure, robots de cuisine (Foodprocessor), balances de cuisine, percolateurs, moulins à café, plaques de cuisson ou chauffe-plats (simples), aspirateurs à main, sets de bigoudis chauffants, ladyshave, thermomètres corporels, humidificateurs d'air, purificateurs d'air, appareils de massage, affiloirs, appareils à milkshakes, mixers, hydropulseurs pour hygiène dentaire, tondeuses à nez, pèse-personnes, raclettes, cuit-riz, centrifugeuses, rasoirs électriques, chauffe-plats, autocuiseurs, coupeuses, appareils à souder, mixers, pierrades, aspirateurs avec moteur intégré, cuiseurs à vapeur, nettoyeurs à la vapeur, brosses à dent électriques, théières, coussins chauffants, tables à roulettes chauffantes, hache-viande, cireuse, appareils de massage plantaire, gaufriers, filtres à eau, bouilloires, réveils, appareils à yoghourt;

6. appareils de documents et données :

- matériel IT : PCs (y compris écran), ordinateurs « laptop », ordinateurs « note-book », imprimantes, photocopieuses, machines à taper électriques, calculatrices de poche et de table;
- appareils de télécommunication : faxes, téléphones, téléphones sans fil, GSM, répondeurs;

7. appareils de jardinage :

- a) petits appareils;
- b) grands appareils.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 25 avril 2002 instaurant une obligation de reprise de certains déchets en vue de leur valorisation ou de leur gestion.

Namur, le 25 avril 2002.

Le Ministre-Président,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Le Ministre de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et de l'Environnement,
M. FORET

Annexe 2

Liste des biens consommables exclus du champ d'application du présent arrêté :

- toners;
- cartouches d'encre.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 25 avril 2002 instaurant une obligation de reprise de certains déchets en vue de leur valorisation ou de leur gestion.

Namur, le 25 avril 2002.

Le Ministre-Président,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Le Ministre de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et de l'Environnement,
M. FORET

ÜBERSETZUNG

MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 2002 — 2081

[C - 2002/27550]

25. APRIL 2002 - Erlass der Wallonischen Regierung zur Einführung einer Pflicht zur Rücknahme bestimmter Abfälle im Hinblick auf deren Verwertung oder Bewirtschaftung

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund der Richtlinie des Rates der Europäischen Gemeinschaften 75/439/EWG vom 16. Juni 1975 über die Altölbeseitigung, abgeändert durch die Richtlinie 87/101/EWG vom 22. Dezember 1986 und durch die Richtlinie 91/692/EWG vom 23. Dezember 1991;

Aufgrund der Richtlinie des Rates der Europäischen Gemeinschaften 75/442/EWG vom 15. Juli 1975 über Abfälle, abgeändert durch die Richtlinie 91/156/EWG vom 18. März 1991 und durch die Richtlinie 91/692/EWG vom 23. Dezember 1991;

Aufgrund der Richtlinie des Rates der Europäischen Gemeinschaften 91/157/EWG vom 18. März 1991 über gefährliche Stoffe enthaltende Batterien und Akkumulatoren, abgeändert durch die Richtlinien 93/86/EWG vom 4. Oktober 1993 und 98/101/EWG vom 22. Dezember 1998;

Aufgrund der Entscheidung 94/3/EG der Kommission vom 20. Dezember 1993 über ein Abfallverzeichnis gemäß Artikel 1, Buchstabe a der Richtlinie 75/442/EWG des Rates über Abfälle;

Aufgrund der Verordnung 3093/94 des Rates vom 15. Dezember 1994 über die Stoffe, die zum Abbau der Ozonschicht führen;

Aufgrund der Entscheidung 96/350/EG der Kommission vom 24. Mai 1996 zur Anpassung der Anhänge IIA und IIB der Richtlinie 75/442/EWG des Rates über Abfälle;

Aufgrund der Richtlinie des Rates der Europäischen Gemeinschaften 2000/53/EG des Europäischen Parlaments und des Rates vom 18. September 2000 über Altfahrzeuge;

Aufgrund des Dekrets vom 27. Juni 1996 über die Abfälle, abgeändert durch das Programmdekret vom 19. Dezember 1996 zur Festlegung verschiedener Maßnahmen in Sachen Finanzen, Beschäftigung, Umwelt, bezuschusste Arbeiten, Wohnungswesen und soziale Maßnahmen, durch das Dekret vom 27. November 1997 zur Abänderung des wallonischen Gesetzbuches über die Raumordnung, den Städtebau und das Erbe, durch das Programmdekret vom 17. Dezember 1997 zur Festlegung verschiedener Maßnahmen in Sachen Steuern, Abgaben und Gebühren, Wohnungswesen, Forschung, Umwelt, lokale Behörden und Transportwesen, durch das Dekret vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung, durch das Dekret vom 15. Februar 2001 zur Abänderung des Dekrets vom 27. Juni 1996 über die Abfälle und des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung und durch das Dekret vom 20. Dezember 2001, teilweise aufgehoben durch das Urteil des Schiedshofs Nr. 81/97 vom 17. Dezember 1997, insbesondere des Artikels 8, 2°;

Aufgrund des Dekrets vom 20. Dezember 2001 über die Umweltvereinbarungen;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regionalexekutive vom 9. April 1992 über Altöle;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 24. Januar 2002 zur Festlegung eines Abfallkatalogs;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 15. Januar 1998 zur Genehmigung des wallonischen Abfallplans "Horizont 2010";

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 25. März 1999 über die Beseitigung polychlorierter Biphenyle und polychlorierter Terphenyle, abgeändert durch die Erlasse der Wallonischen Regierung vom 13. April 2000 und vom 13. Dezember 2001;

In Erwägung der allgemeinen Zielsetzungen des Umweltplans für die nachhaltige Entwicklung, der allgemeinen Zielsetzungen des wallonischen Abfallplans – Horizont 2010, insbesondere derjenigen in Verbindung mit der quantitativen und qualitativen Vermeidung, und der Zielsetzungen in Sachen Recycling;

In der Erwägung, dass es angebracht ist, einerseits das Verantwortungsbewusstsein der Sektoren, welche die Abfallerzeugung verursachen, schrittweise zu wecken und andererseits die Vermeidung von Abfällen, deren Recycling und Verwertung zu fördern und deren Aufnahme in technischen Vergrabungszentren drastisch einzuschränken;

In der Erwägung, dass das Verursacherprinzip unter anderem voraussetzt, dass die früheren Abfallbesitzer und die Hersteller des Erzeugnisses, von dem die Abfälle herrühren, die Kosten für die Bewirtschaftung dieser Abfälle tragen, wie in der Richtlinie 75/442/EWG vom 15. Juli 1975 über Abfälle, in ihrer abgeänderten Fassung, erwähnt;

In Erwägung des Montrealer Protokolls über Stoffe, die zu einem Abbau der Ozonschicht führen;

In Erwägung des Protokolls von Kyoto zum Rahmenübereinkommen der Vereinten Nationen über Klimaänderungen;

Aufgrund des am 27. Februar 2002 abgegebenen Gutachtens der Finanzinspektion;

Aufgrund des am 28. Februar 2002 gegebenen Einverständnisses des Ministers des Haushalts;

Aufgrund des am 12. März 2001 abgegebenen Gutachtens der Kommission für Abfälle;

Aufgrund des Gutachtens des "Conseil supérieur des Villes, Communes et Provinces de la Région wallonne" (Hoher Rat der Städte, Gemeinden und Provinzen der wallonischen Region);

Aufgrund der Dringlichkeit, insbesondere durch die Tatsache begründet, dass der Erlass in manchen seiner Bestimmungen die europäische Richtlinie 2000/53/EG über Altfahrzeuge umsetzt, deren Umsetzungsfrist am 21. April 2002 abläuft; aufgrund der Dringlichkeit, ebenfalls insbesondere durch die Tatsache begründet, dass eine Bestimmung des Erlasses die Nichtumsetzung einer europäischen Richtlinie über die Altölbeseitigung korrigiert, insofern diese der Aufbereitung den Vorrang gibt, während das wallonische Recht den Akteuren die Wahl überließ; aufgrund der Dringlichkeit, insbesondere durch die Tatsache begründet, dass sich die durch diesen Erlass auferlegte Rücknahmepflicht in eine notwendige interregionale Harmonisierung hinsichtlich der Bewirtschaftung der Abfallströme einfügen muss, um ernste Wettbewerbsverzerrungen zwischen den Regionen zu verhindern und aus Gründen bedeutender Schwierigkeiten, die ein unterschiedliches Inkrafttreten zwischen den drei Regionen für die betreffenden Abfallströme unweigerlich bereiten wird, dass die Region Brüssel-Hauptstadt gerade im Begriff ist, ihren Erlass in letzter Lesung zu verabschieden, während Flandern bereits mehrere Rücknahmepflichten in ihre Gesetzgebung eingefügt hat; aufgrund der Dringlichkeit, insbesondere durch die Notwendigkeit begründet, schnellstmöglich die vorschriftsmäßigen Grundlagen bestimmter Rücknahmepflichten, die bereits von den meisten Akteuren durch die Umweltvereinbarungen, insbesondere für die Abfälle aus elektrischen und elektronischen Geräten, angewandt werden, in Kraft treten zu lassen, um jegliche Wettbewerbsverzerrung zu vermeiden;

Aufgrund des Artikels 84, Absatz 1, 2°, der koordinierten Gesetze über den Staatsrat;

Aufgrund des am 8. März 2002 abgegebenen Gutachtens des Staatsrats;

Auf Vorschlag des Ministers der Raumordnung, des Städtebaus und der Umwelt,

Nach Beratung,

Beschließt:

KAPITEL I – *Allgemeines*

Abschnitt 1 – Allgemeine Bestimmungen

Artikel 1 - Im Sinne des vorliegenden Erlasses gelten folgende Begriffsbestimmungen:

1° Dekret: das Dekret vom 27. Juni 1996 über die Abfälle;

2° Abfall: jeglicher Abfall, so wie er durch das Dekret bestimmt wird;

3° Hersteller: jegliche natürliche oder juristische Person, die ein Erzeugnis herstellt und es in der Wallonischen Region auf den Markt bringt;

4° Importeur: jegliche andere natürliche oder juristische Person als der Hersteller, die ein Erzeugnis importiert und es in der Wallonischen Region auf den Markt bringt. Was die Speiseöle und -fette betrifft, die zum Frittieren von Lebensmitteln benutzt werden können, wird die Person, die diese Öle und Fette importiert und innerhalb ihres bzw. ihrer Industrie- oder Gewerbebetriebe für ihre eigene Verwendung gebraucht, als Importeur angesehen;

5° Vertreter: jegliche natürliche oder juristische Person, die in der Wallonischen Region ein Erzeugnis an einen oder mehrere Einzelhändler für Rechnung eines oder mehrerer Hersteller oder Importeure vertreibt;

6° Einzelhändler: jegliche natürliche oder juristische Person, die in der Wallonischen Region dem Verbraucher ein Erzeugnis zum Kauf anbietet;

7° Inverkehrbringen: die unentgeltliche oder entgeltliche Zurverfügungstellung an Drittpersonen eines in der europäischen Gemeinschaft hergestellten oder in den freien Verkehr gebrachten Erzeugnisses;

8° Zellbatterie oder Akkumulator: durch die direkte Umwandlung chemischer Energie gewonnene elektrische Energiequelle, die aus einer oder mehreren Primärzellen (nicht aufladbar) oder Sekundärzellen (aufladbar) besteht;

9° Altbatterie oder -akkumulator: jegliche Batterie oder jeglicher Akku, deren sich der Besitzer entledigt, entledigen will oder entledigen muss;

10° Bleistarterbatterie: durch die direkte Umwandlung chemischer Energie gewonnene elektrische Energiequelle, die aus in eine elektrolytische Lösung getauchten Bleiplatten besteht und zum Starten eines Verbrennungsmotors bestimmt ist;

11° Reifen: jeglicher Gummireifen für Autos, Wohnwagen, Anhänger, Streckenbusse, Reisebusse, Lieferwagen, Motorräder, landwirtschaftliche Traktoren, landwirtschaftliche Maschinen oder Maschinen für öffentliche Arbeiten;

12° Altreifen: jeglicher Reifen, der nicht oder nicht mehr gemäß seiner ursprünglichen Zweckbestimmung benutzt werden kann und dessen sich der Besitzer entledigt, entledigen will oder entledigen muss;

13° kostenlose Informationspresse: jegliche kostenlose Veröffentlichung, die in einem bestimmten regelmäßigen Rhythmus erscheint, mit Ausnahme derjenigen, die von einem Werbetreibenden oder einer Gruppe von Werbetreibenden zu diesem Zweck herkommt, und die auf jährlicher Basis eine Mindestanzahl von 30 % allgemeiner Informationsartikeln zählt;

14° Reklameblatt: jegliche, nicht in Punkt 13° erwähnte, kostenlose Veröffentlichung kommerzieller Art, und zwar ungeachtet deren Austeilungsart;

15° Telefonbücher: die Liste der Fernsprechteilnehmer, die der Öffentlichkeit in der Form eines oder mehrerer gedruckter Bände ausgehändigt wird, um die Identifizierung der Anschlussnummern besagter Fernsprechteilnehmer zu ermöglichen;

16° Papierabfälle: Zeitungen, Wochenzeitschriften, Monatszeitschriften, Revuen, Periodika, kostenlose Informationspresse, Reklameblätter, Telefonbücher, Faxverzeichnisse, deren sich der Besitzer entledigt, entledigen will oder entledigen muss;

17° elektrische und elektronische Geräte: zu beruflichen oder nicht beruflichen Zwecken verwendete Geräte, die mittels elektrischen Stroms oder eines elektromagnetischen Felds funktionieren, sowie die zur Erzeugung, Übertragung und Messung dieses Stroms oder dieser Felder bestimmten Geräte, die unter die in der Anlage I angeführten Kategorien fallen und die zu einer Benutzung mit einer Spannung unter 1.000 Volt für Wechselstrom und unter 1.500 Volt für Gleichstrom konzipiert sind, mit Ausnahme der Geräte, die ein fester Bestandteil einer zur beruflichen Verwendung als ein Ganzes vermarkteten Ausstattung sind und deren Bestandteile nie getrennt in die Haushalte gelangen können, mit Ausnahme der in der Anlage II angeführten Verbrauchsgüter;

18° Abfälle aus elektrischen und elektronischen Geräten: die elektrischen und/oder elektronischen Geräte, deren sich der Besitzer entledigt, entledigen will oder entledigen muss;

19° verfallenes Arzneimittel: jegliche Substanz oder Zusammensetzung, die als mit heilwirkenden oder vorbeugenden Eigenschaften gegen menschliche oder tierische Krankheiten versehen angeboten wird und die im Voraus zubereitet wurde und in einer Sonderverpackung unter einer Sonderbezeichnung oder einer internationalen gemeinsamen Bezeichnung vermarktet wird, deren sich der Besitzer entledigt, entledigen will oder entledigen muss;

20° Fahrzeug: jegliches Fahrzeug der in Anhang II, Teil A der Richtlinie 70/156/EWG festgelegten Klassen M1 oder N1, sowie die dreirädrigen Fahrzeuge, so wie sie in der Richtlinie 92/61/EWG festgelegt werden, jedoch mit Ausnahme der dreirädrigen Kraftfahrzeuge;

21° Altfahrzeug: jegliches Fahrzeug, das im Sinne des Dekrets einen Abfall darstellt, insbesondere jegliches Fahrzeug, das von seinem Besitzer nicht mehr gemäß seiner ursprünglichen Zweckbestimmung benutzt wird oder benutzt werden kann und dessen sich der Besitzer entledigt, entledigen will oder entledigen muss;

22° Altöle: Altöle im Sinne des Artikels 1, 1°, des Erlasses der Wallonischen Regionalexekutive vom 9. April 1992 über Altöle;

23° ausgedienter landwirtschaftlicher Kunststoff: im Rahmen der landwirtschaftlichen, gartenbaulichen oder züchterischen Tätigkeit verwendeter Kunststoff, mit Ausnahme der Verpackungen im Sinne des Dekrets vom 16. Januar 1997 zur Genehmigung des Zusammenarbeitsabkommens bezüglich der Vermeidung und der Bewirtschaftung von Verpackungsabfällen, dessen sich der Besitzer entledigt, entledigen will oder entledigen muss;

24° Fotoabfälle: jeglicher flüssige Abfall aus der Entwicklung und dem Drucken von Fotografien, einschließlich der Entwickler, Fixier- und Aktivierungsmittel;

25° im Montrealer Protokoll erwähnter Stoff: jeglicher in den Anlagen A, B, C und E des Montrealer Protokolls über Stoffe, die zu einem Abbau der Ozonschicht führen, erwähnte Stoff, ob in getrennter oder gemischter Form;

26° FKW, PFKW, SF6: die Fluorkohlenwasserstoffe, perfluorierten Kohlenstoffverbindungen und Schwefelhexafluoride, so wie sie in dem Protokoll von Kyoto zum Rahmenübereinkommen der Vereinten Nationen über Klimaänderungen erwähnt werden, sowie unter anderem die gemischten Verbindungen dieser Stoffe;

27° Bewirtschaftung: die Bewirtschaftung im Sinne des Artikels 2, 8°, des Dekrets;

28° Beseitigung: die Beseitigung im Sinne des Artikels 2, 9°, des Dekrets;

29° Verwertung: die Verwertung im Sinne des Artikels 2, 10°, des Dekrets;

30° Recycling: das Recycling im Sinne des Artikels 2, 11°, des Dekrets;

31° Codes: die Codes, so wie sie durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 10. Juli 1997 zur Festlegung eines Abfallkatalogs festgelegt wurden;

32° Amt: das Amt, so wie es in Artikel 2, 24°, angegeben wird;

33° Minister: der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Umwelt gehört.

Art. 2 - Der vorliegende Erlass beeinträchtigt nicht die Zuständigkeiten der Gemeinden in Sachen gesundheitliche Zuträglichkeit und öffentliche Sicherheit.

Abschnitt 2 - Rücknahmepflichtige Abfälle

Art. 3 - § 1. Ab dem Inkrafttreten des vorliegenden Erlasses unterliegen die Personen, die durch das Inverkehrbringen zu beruflichen Zwecken von durch sie erzeugten, importierten oder vermarkteten Gütern, Rohstoffen oder Erzeugnissen für den Abfall verantwortlich sind, der Rücknahmepflicht für folgende Abfälle:

1° Altbatterien oder -akkumulatoren, mit Ausnahme der Bleistarterbatterien;

2° Altreifen;

3° Papierabfälle;

4° Verfallene Arzneimittel;

5° Altfahrzeuge;

6° Abfälle aus elektrischen und elektronischen Geräten;

§ 2. Ab dem 1. Juli 2002 unterliegen die Personen, die durch das Inverkehrbringen zu beruflichen Zwecken von durch sie erzeugten, importierten oder vermarkteten Gütern, Rohstoffen oder Erzeugnissen für den Abfall verantwortlich sind, der Rücknahmepflicht für folgende Abfälle:

- 1° Altöle;
- 2° Ausgediente landwirtschaftliche Kunststoffe;
- 3° Beleuchtungsgeräte, elektrische und elektronische Werkzeuge, Spielsachen und Kontroll- und Messinstrumente;
- 4° Bleibatterien.

§ 3. Ab dem 1. Januar 2003 unterliegen die Personen, die durch das Inverkehrbringen zu beruflichen Zwecken von durch sie erzeugten, importierten oder vermarkteten Gütern, Rohstoffen oder Erzeugnissen für den Abfall verantwortlich sind, und was die Speiseöle und -fette betrifft, die zum Frittieren von Lebensmitteln benutzt werden können, die Personen, die diese Öle und Fette importieren und innerhalb ihres bzw. ihrer Industrie- oder Gewerbebetriebe für ihre eigene Verwendung gebrauchen, der Rücknahmepflicht für folgende Abfälle:

- 1° Fotoabfälle;
- 2° Speiseöle und -fette, die zum Frittieren von Lebensmitteln benutzt werden können.

Art. 4 - Um ihre Rücknahmepflicht zu beachten, können die Hersteller oder Importeure:

- entweder individuell einen von dem Minister genehmigten Bewirtschaftungsplan durchführen;
- oder eine zur Erfüllung der Rücknahmepflicht zugelassene Einrichtung heranziehen;
- oder mit der Region eine Umweltvereinbarung abschließen, in der besondere Modalitäten zur Durchführung und Umsetzung ihrer Pflichten festgelegt werden.

Abschnitt 3 – Zur Erfüllung der Rücknahmepflicht für Abfälle zugelassene Einrichtungen

Art. 5 - Die Zulassung einer Einrichtung, die von Herstellern oder Importeuren mit der Erfüllung ihrer von Artikel 3 herleitenden Pflichten beauftragt wird, kann lediglich juristischen Personen gewährt werden, die folgende Bedingungen erfüllen:

- 1° eine Vereinigung ohne Erwerbszweck in Übereinstimmung mit dem Gesetz vom 27. Juni 1921 zur Gewährung der Rechtspersönlichkeit an Vereinigungen ohne Erwerbszweck und gemeinnützige Einrichtungen bilden;
- 2° als einzigen Satzungszweck die Übernahme für Rechnung ihrer Vertragspartner der im Sinne des Artikel 3 geforderten Rücknahmepflicht haben;
- 3° unter ihren Verwaltungsratsmitgliedern oder unter den Personen, die für die Vereinigung zeichnen können, lediglich Personen zählen, die im Besitz ihrer zivilen und politischen Rechte sind;
- 4° unter ihren Verwaltungsratsmitgliedern oder unter den Personen, die für die Vereinigung zeichnen können, keine Person zählen, die durch einen rechtskräftigen Beschluss für einen Verstoß gegen den Titel 1 der Allgemeinen Arbeitsschutzordnung, das Gesetz vom 9. Juli 1984 über die Einfuhr, Ausfuhr und Durchfuhr von Abfällen, das Dekret vom 5. Juli 1985 über die Abfälle, das Dekret vom 25. Juli 1991 über die Veranlagung der Abfälle, die Verordnung 259/93/EWG des Rats vom 1. Februar 1993 über die Verbringung von Abfällen in der, in die und aus der Europäischen Gemeinschaft, das Dekret vom 27. Juni 1996 über die Abfälle, das Dekret vom 11. März 1999 zur Einführung einer Umweltgenehmigung, und deren Durchführungserlasse oder gegen jede andere gleichwertige Gesetzgebung eines Mitgliedstaats der Europäischen Union verurteilt worden ist;
- 5° genügend Mittel zur Verfügung haben, um die Rücknahmepflicht zu gewährleisten;
- 6° eine Buchhaltung gemäß den Bestimmungen des Gesetzes vom 17. Juli 1975 über die Buchhaltung und den Jahresabschluss der Unternehmen vorlegen;
- 7° die Betriebsrechnungen durch einen Betriebsrevisor überprüfen lassen.

Art. 6 - § 1. Der Zulassungsantrag muss per Einschreiben bei der Post an das Amt eingereicht oder bei dem Amt gegen Empfangsbescheinigung abgegeben werden.

§ 2. Er enthält folgende Angaben und Unterlagen:

- 1° eine Abschrift der Gründungsurkunde, der Satzungen und der eventuellen Änderungen der Letzteren, so wie sie im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht wurden;
- 2° eine Namensliste der Verwaltungsratsmitglieder und der Personen, die für die Vereinigung zeichnen können;
- 3° ein Leumundszeugnis der Verwaltungsratsmitglieder und der Personen, die für die Vereinigung zeichnen können;
- 4° die Art der Abfälle, für die die Zulassung ersucht wird;
- 5° einen Finanzplan und Haushaltsplan für die Dauer der beantragten Zulassung, die mindestens folgende Elemente enthalten:
 - a) die Modalitäten für die Berechnung und Bewertung der Beiträge der Hersteller und Importeure;
 - b) die Zweckbestimmung eventueller Restbeträge für das Funktionieren des Systems;
 - c) die Bedingungen und Modalitäten für die Revision der Beiträge;
 - d) die Einschätzung der Ausgaben;
 - e) die Finanzierung eventueller Verluste;
- 6° den Entwurf eines einheitlichen Vertrags für eine Art von Abfällen, den die zugelassene Einrichtung mit den Herstellern, Importeuren, Vertreibern und Einzelhändlern zur Übernahme deren Rücknahmepflicht abschließen muss;
- 7° die Modalitäten für die Durchführung der in Artikel 3 erwähnten Rücknahmepflicht unter Berücksichtigung der spezifischen Vorschriften der Kapitel II bis XII, die auf diese Abfälle anwendbar sind und eine höchstmögliche Rücknahme gewährleisten;
- 8° eine Beschreibung der Art und Weise, wie der Antragsteller den im Rahmen der Rücknahmepflicht, so wie sie in dem vorliegenden Erlass vorgesehen ist, festgelegten Zielsetzungen nachkommen wird;

§ 3. Innerhalb von zehn Tagen ab dem Eingang des Antrags übermittelt das Amt dem Antragsteller eine Empfangsbestätigung.

Innerhalb von dreißig Tagen ab dem Eingang des Antrags überprüft das Amt, ob der Antrag die in § 2 vorgesehenen Abgaben und Unterlagen enthält.

Wenn die Akte unvollständig ist, setzt es den Antragsteller innerhalb der in Absatz 2 vorgesehenen Frist davon in Kenntnis und gibt ihm die zusätzlichen Unterlagen oder Auskünfte an, die er vorzulegen hat;

Wenn die Akte vollständig ist, erklärt das Amt die Akte für zulässig und stellt dem Antragsteller per Einschreiben bei der Post innerhalb der in Absatz 2 vorgesehenen Frist seinen Beschluss zu; ab dieser Zustellung läuft die in § 5 festgelegte Frist.

§ 4. Das Amt kann jegliche zusätzliche Unterlage fordern, durch die der Nachweis erbracht werden kann, dass der Antragsteller über finanzielle Garantien verfügt und dass er über genügend technische Mittel und Personal verfügt oder sich verpflichtet über diese zu verfügen.

§ 5. Der Minister fasst einen Beschluss über den Zulassungsantrag und erlegt die erforderlichen Sonderbedingungen auf. Der Beschluss wird innerhalb einer Frist von cent cinquante Tagen ab der Zustellung der Zulässigkeit des Antrags gefasst.

Art. 7 - Der Beschluss wird dem Antragsteller per Einschreiben bei der Post zugestellt. Jeder Zulassungsbeschluss wird im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht.

Art. 8 - Die Zulassung wird für einen Zeitraum gewährt, der von dem Minister angegeben wird und fünf Jahre nicht überschreiten darf.

Art. 9 - § 1. In der Zulassung der Einrichtung für die Rücknahme der Abfälle wird eine vom Amt bestimmte Sicherheit festgelegt, die den für die Übernahme während sechs Monaten der Rücknahmepflicht durch die Region eingeschätzten Kosten entspricht.

§ 2. Die Sicherheit besteht nach Wahl der zugelassenen Einrichtung aus einer Hinterlegung bei der Hinterlegungs- und Konsignationskasse oder einer unabhängigen Bankbürgschaft in Höhe des in der Zulassung angegebenen Betrags. Die Sicherheit kann von Drittpersonen im Namen der Einrichtung völlig oder teilweise gebildet werden.

Falls die Sicherheit aus einer Bareinzahlung besteht, ist die Einrichtung verpflichtet, die Sicherheit jährlich um die während des Vorjahres abgeworfenen Zinsen zu erhöhen.

Falls die Sicherheit aus einer unabhängigen Bankbürgschaft besteht, wird diese zwangsläufig von einem entweder bei der Kommission für das Bank- und Finanzwesen oder bei einer zur Kontrolle der Kreditinstitute befugten Behörde eines Mitgliedstaates der Europäischen Union zugelassenen Kreditinstitut ausgegeben.

§ 3. Die Zulassung der Einrichtung für die Rücknahme der Abfälle ist erst ab dem Zeitpunkt rechtskräftig, an dem das Amt die Bildung der Sicherheit anerkennt.

§ 4. Im Falle einer vollständigen oder teilweisen Nichtdurchführung der zu Lasten der zugelassenen Einrichtung gehenden Pflichten infolge einer Untätigkeit ihrerseits oder einer verwaltungsrechtlichen Strafe, fordert das Amt die Freigabe der gesamten oder teilweisen finanziellen Sicherheit, um die mit der Durchführung der der zugelassenen Einrichtung zu Lasten fallenden Pflichten verbundenen Kosten zu decken.

§ 5. Die Sicherheit wird rückerstattet, nachdem das Amt vorschriftsmäßig festgestellt hat, dass nach Ablauf der Zulassung deren Erneuerung von der zugelassenen Einrichtung nicht ersucht wird.

Innerhalb von sechs Monaten nach Ablauf der Zulassung, beschließt das Amt über die Rückerstattung der in § 1 erwähnten Sicherheit unter Berücksichtigung der Einhaltung seitens der zugelassenen Einrichtung der in Artikel 10 erwähnten Pflichten.

Das Amt stellt der Hinterlegungs- und Konsignationskasse oder dem Bankinstitut, das die Sicherheit gebildet hat, sowie der zugelassenen Einrichtung ihren Beschluss zu.

Abschnitt 4 – Pflichten der zugelassenen Einrichtung zur Erfüllung der Abfallrücknahmepflicht

Art. 10 - Die für die Rücknahme der Abfälle zugelassene Einrichtung ist verpflichtet:

- 1° sich an die in der Zulassung festgelegten Bedingungen zu halten;
- 2° für die gesamten, mit ihr unter Vertrag stehenden Hersteller und Importeure die in den Kapiteln II bis XII vorgeschriebenen Sammlungs- und Bewirtschaftungspflichten innerhalb der vorgesehenen Fristen zu erfüllen;
- 3° einen Versicherungsvertrag abzuschließen, der die Schäden deckt, die durch ihre Tätigkeit verursacht werden können;
- 4° bei ihren Vertragspartnern auf nichtdiskriminierende Art und Weise die Beiträge einzuziehen, um die Kosten für die gesamten zu ihren Lasten fallenden Pflichten zu decken;
- 5° die Sammlung der rücknahmepflichtigen Abfälle einheitlich auf das gesamte Gebiet der Wallonischen Region zu verteilen;
- 6° gemäß Artikel 9 eine Sicherheit zu leisten;
- 7° den Abschluss eines Vertrags mit jeglicher, der Pflicht für die Rücknahme der Abfälle, für die die Zulassung ersucht wird, unterliegenden Person anzunehmen, der dem in Artikel 6, § 2, 6°, vorgesehenen Vertrag entspricht, dem unter Umständen je nach den Bemerkungen des Amtes oder des Ministers ein Nachtrag angefügt wird;
- 8° beim Amt jährlich ihre Bilanzen und Erfolgsrechnungen für das abgelaufene Jahr vorzulegen;
- 9° sozial ausgerichtete Arbeitsplätze oder Arbeitsplätze in Vereinigungen und Unternehmen mit sozialem Zweck zu fördern, welche die Sammlung, die Sortierung, das Recycling und die Verwertung von Abfällen zum Gesellschaftszweck haben;
- 10° dem Amt innerhalb einer Frist von einem Jahr ab der Gewährung der Zulassung einen Vorbeugungsplan vorzulegen;

Abschnitt 5 – Änderung der Bedingungen, Aussetzung und Entzug der Zulassung

Art. 11 - Der Minister kann die Zulassung als zugelassene Einrichtung für die Rücknahme der rücknahmepflichtigen Abfälle aussetzen, wenn die in Artikel 10 erwähnten Vorschriften nicht beachtet oder die Bedingungen der Kapitel II bis XII nicht eingehalten wurden und nachdem dem Inhaber der Zulassung die Möglichkeit gegeben wurde, seine Verteidigungsgründe gelten zu lassen und seine Lage innerhalb einer gegebenen Frist in Ordnung zu bringen.

Art. 12 - Der Minister kann jederzeit neue Pflichten auferlegen, die Zulassung aussetzen oder entziehen, wenn eine ernsthafte Gefahr für die menschliche Gesundheit oder ein Schaden für die Umwelt eintritt.

Art. 13 - Auf der Grundlage eines Protokolls zur Feststellung eines Verstoßes gegen den Titel 1 der Allgemeinen Arbeitsschutzordnung, das Gesetz vom 22. Juli 1974 über die giftigen Abfälle, das Dekret vom 25. Juli 1991 über die Veranlagung der Abfälle, die Verordnung 259/93/EWG des Rats vom 1. Februar 1993 über die Verbringung von Abfällen in der, in die und aus der Europäischen Gemeinschaft, das Dekret vom 27. Juni 1996 über die Abfälle, das Dekret vom 11. März 1999 zur Einführung einer Umweltgenehmigung, und deren Durchführungserlasse oder gegen jede andere gleichwertige Gesetzgebung oder Zulassungsbedingung eines Mitgliedstaats der Europäischen Union kann die Zulassung ausgesetzt oder entzogen werden, nachdem dem Inhaber der Zulassung die Möglichkeit gegeben wurde, seine Verteidigungsgründe gelten zu lassen und seine Lage innerhalb einer gegebenen Frist in Ordnung zu bringen; im Falle einer besonders begründeten Dringlichkeit und insofern die Anhörung des Inhabers eine die öffentliche Sicherheit beeinträchtigende Verzögerung verursachen würde, kann die Zulassung fristlos und ohne Anhörung besagten Inhabers ausgesetzt oder entzogen werden.

Art. 14 - Jeder gemäß den Artikeln 11, 12 und 13 gefasste Beschluss wird der betroffenen Person zugestellt. Der Entzug oder die Aussetzung der Zulassung wird im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht.

Abschnitt 6 – Plan für die Bewirtschaftung der rücknahmepflichtigen Abfälle

Art. 15 - § 1. Der in Artikel 4 erwähnte Plan für die Bewirtschaftung der rücknahmepflichtigen Abfälle enthält folgende Angaben und Verpflichtungen:

1° Identifizierungsangaben:

a) Name, Rechtsform, Gesellschaftssitz und Nummer des Handelsregisters oder eine entsprechende Eintragung und die MwSt-Nummer des der Pflicht für die Rücknahme der entsprechenden Abfälle unterliegenden Herstellers oder Importeurs;

b) Wohnsitz und Anschrift des Herstellers oder Importeurs und gegebenenfalls Gesellschafts-, Verwaltungs- und Betriebsitz;

c) Telefon- und Faxnummer des Wohn- oder Gesellschaftssitzes, unter der der Hersteller oder Importeur zu erreichen ist;

d) Name und Funktion des Unterzeichners des Plans für die Bewirtschaftung der rücknahmepflichtigen Abfälle;

2° Betreffe:

a) Art der rücknahmepflichtigen, durch den Plan für die Abfallbewirtschaftung geregelten Abfälle;

b) Einschätzung der Menge der von der Rücknahmepflicht betroffenen Abfälle;

c) die Modalitäten zur Erfüllung der in Artikel 3 erwähnten Abfallrücknahmepflicht unter Berücksichtigung der spezifischen Vorschriften der Kapitel II bis XII, die auf diese Abfälle anwendbar sind und die höchstmögliche Rücknahme der Abfälle gewährleisten;

d) die Gültigkeitsdauer des Plans für die Bewirtschaftung der rücknahmepflichtigen Abfälle;

3° die von dem Hersteller oder Importeur, oder gegebenenfalls von einer natürlichen Person, die für die Gesellschaft zeichnen kann, datierte und unterzeichnete schriftliche Verpflichtung, durch die dieser bescheinigt, dass die durch den Plan für die Abfallbewirtschaftung geregelten und ihm in Anwendung des vorliegenden Erlasses von Drittpersonen, insbesondere Einzelhändlern und Vertreibern gelieferten Abfälle von ihm unentgeltlich angenommen und unter Einhaltung der Vorschriften des vorliegenden Erlasses behandelt werden;

4° eine oder mehrere in der Wallonischen Region befindlichen Anschriften, wo die Drittpersonen unentgeltlich diese Abfälle abgeben können.

§ 2. Der Plan für die Abfallbewirtschaftung sieht nach Möglichkeit die Bestimmungen vor, die zur Förderung der sozial ausgerichteten Arbeitsplätze in den von der Sammlung, der Sortierung, dem Recycling und der Verwertung der Abfälle betroffenen Vereinigungen und Unternehmen erforderlich sind.

Der Plan für die Abfallbewirtschaftung enthält ebenfalls ein spezifisches Kapitel bezüglich der Vorbeugungsmaßnahmen, das gegebenenfalls die Maßnahmen zur Förderung der Wiederverwendung beschreibt.

Art. 16 - § 1. Der Plan für die Abfallbewirtschaftung wird per Einschreiben bei der Post beim Amt eingereicht oder gegen Empfangsbescheinigung abgegeben.

§ 2. Innerhalb von zehn Tagen ab dem Eingang des Bewirtschaftungsplanentwurfs übermittelt das Amt dem Antragsteller eine Empfangsbestätigung.

Innerhalb von dreißig Tagen ab dem Eingang des Antrags überprüft das Amt, ob dieser die in Artikel 15 vorgesehenen Angaben und Unterlagen enthält.

Falls die Akte unvollständig ist, setzt das Amt den Antragsteller innerhalb der in Absatz 2 vorgesehenen Frist davon in Kenntnis und gibt ihm die zusätzlichen Unterlagen oder Auskünfte an, die er zu liefern hat.

Wenn die Akte vollständig ist, erklärt das Amt den Antrag für zulässig und stellt dem Antragsteller per Einschreiben bei der Post innerhalb der in Absatz 2 vorgesehenen Frist seinen Beschluss zu; ab dieser Zustellung läuft die in § 5 festgelegte Frist.

§ 3. Das Amt kann jegliche zusätzliche Unterlage fordern, die es zur Untersuchung des Antrags für zweckmäßig erachtet.

§ 4. Das Amt erstellt einen Bericht und übermittelt ihn spätestens innerhalb von sechzig Tagen vor dem Ablauf der in § 5 vorgesehenen Frist dem Minister.

§ 5. Der Minister fasst einen Beschluss über den Bewirtschaftungsplanentwurf und erlegt die erforderlichen Sonderbedingungen auf. Der Beschluss wird innerhalb einer Frist von cent cinquante Tagen ab der Zustellung der Zulässigkeit des Antrags gefasst.

Art. 17 - Der Beschluss wird dem Antragsteller per Einschreiben bei der Post zugestellt.

Art. 18 - Der Plan für die Bewirtschaftung der rücknahmepflichtigen Abfälle deckt einen Zeitraum, der von dem Minister angegeben wird und fünf Jahre nicht überschreiten darf.

Abschnitt 7 – Umweltvereinbarung

Art. 19 - Die Umweltvereinbarung ist dazu bestimmt, den Willen der in Artikel 3 erwähnten, für den Abfall verantwortlichen Personen zur Durchführung ihrer Rücknahmepflichten gemäß den Modalitäten, die ihrer Ansicht nach am besten der Eigenart dieser Abfälle entsprechen, zu formalisieren.

Art. 20 - Die Umweltvereinbarung hat dieselben Zielsetzungen als diejenigen, die in den Artikeln der Kapitel II bis XII festgelegt sind, die den entsprechenden Abfall betreffen. Sie kann die spezifischen Bestimmungen dieser Kapitel anpassen, was die Organisation der Rücknahmepflicht zwischen dem Einzelhändler, dem Vertreter, dem Importeur und den öffentlichen Behörden angeht.

Art. 21 - Die Umweltvereinbarung sieht die Bestimmungen vor, die zur Förderung der sozial ausgerichteten Arbeitsplätze in den von der Sammlung, der Sortierung, dem Recycling und der Verwertung betroffenen Vereinigungen und Unternehmen erforderlich sind.

Die Umweltvereinbarung sieht ebenfalls die Bestimmungen vor, die zur Förderung der Vermeidung und gegebenenfalls der Wiederverwendung der Abfälle erforderlich sind.

Art. 22 - Die Umweltvereinbarung wird für eine in ihr festgelegte Dauer abgeschlossen, die fünf Jahre nicht überschreiten darf.

Art. 23 - Die in Artikel 3 erwähnten, für den Abfall verantwortlichen Personen, die beschließen, die Umweltvereinbarung zu brechen, müssen die erforderlichen Maßnahmen getroffen haben, um den Bestimmungen der Abschnitte 2 oder 3 ab dem Tag nach dem Datum der Auflösung der Umweltvereinbarung nachzukommen. Sie setzen den Minister vorher davon in Kenntnis.

Art. 24 - Die Umweltvereinbarung wird von einer oder mehreren Vereinigungen genehmigt, die die Hersteller, Importeure, Vertreter oder Einzelhändler vertreten und an dem Inverkehrbringen des betreffenden Guts, Rohstoffs oder Erzeugnisses beteiligt sind.

Art. 25 - § 1. In der Umweltvereinbarung wird die Einrichtung einer Vereinigung ohne Erwerbszweck zur Lenkung und Koordinierung der Umweltvereinbarung vorgesehen.

Diese Vereinigung kann damit beauftragt werden:

- dem Amt einen in Abschnitt 6 beschriebenen Bewirtschaftungsplan vorzuschlagen, in dem angegeben wird, auf welche Art und Weise die Hersteller, Importeure, Vertreter oder Einzelhändler ihre Pflicht für die Rücknahme der betroffenen Abfälle einhalten;

- die Verpflichtungen hinsichtlich der Information des Amts zu erfüllen und eine statistische Überwachung hinsichtlich der Bewirtschaftung der betroffenen Abfälle zu sichern;

- mit der Region die Zulassungskriterien zu bestimmen, denen einerseits der Betreiber eines jeden Unternehmens des Sektors und andererseits der Betrieb einer jeden an dem Verwertungsverfahren beteiligten Anlage nachkommen müssen;

- mit der Region die Häufigkeit der Betriebsprüfungen zu bestimmen, die erforderlich sind, um zugelassen zu werden und das von der VoE festgelegte Logozeichen benutzen sowie beibehalten zu dürfen;

- unter den vom föderalen Ministerium für Wirtschaftsangelegenheiten anerkannten Betriebsprüfungseinrichtungen eine oder mehrere dieser Einrichtungen auszuwählen, um die vorerwähnten Betriebsprüfungen während eines bestimmten Zeitraums für Rechnung der VoE durchzuführen;

- den zur Organisation der Abfallsammlung befugten Personen oder Gesellschaften eine Anerkennung auszustellen;

- den zur Behandlung und Verwertung der erwähnten Abfälle befugten Zentren eine Anerkennung auszustellen;

- regelmäßig für die breite Öffentlichkeit und Fachleute des Sektors bestimmte Informationsveranstaltungen zu organisieren;

- Datenbanken zur Gewährleistung des Monitorings des Sektors zu erstellen;

- dem Amt jährlich die pro Abfalltyp in Tonnen ausgedrückten Ergebnisse im Bereich der Sammlung, des Recyclings, der Verwertung und Beseitigung, die von den Mitgliedern der VoE erzielt werden, zu übermitteln;

- Technologien zur höchstmöglichen Verwertung der eingesammelten Materialien und sekundären Stoffe zu fördern.

Die VoE gewährleistet die Anwesenheit von Vertretern des Amts als Beobachter, die zu allen Versammlungen des Verwaltungsrats und Generalversammlungen geladen werden.

§ 2. Die in Artikel 3 erwähnten, direkt oder über ihren Verband oder jegliche andere Instanz, die sie kollektiv für die Aushandlung und Unterzeichnung der Umweltvereinbarung vertritt, vertragschließenden Personen können beschließen, ihre Rücknahmepflicht auf die Vereinigung ohne Erwerbszweck zur Lenkung und Verwaltung der Umweltvereinbarung zu übertragen. In diesem Fall muss die Letztere allen Pflichten nachkommen, die zu Lasten einer gemäß dem Abschnitt 4 zugelassenen Einrichtung fallen. Sie gilt durch die und ab der Unterzeichnung der Umweltvereinbarung durch die Region und für die Dauer dieser Umweltvereinbarung als zugelassen.

Ihre Zulassung kann auf die gleiche Art und Weise und gemäß den gleichen Verfahren wie für die Zulassung der in Abschnitt 4 erwähnten Einrichtung ausgesetzt oder entzogen werden, ohne dass eine Auflösung der Umweltvereinbarung erforderlich ist.

§ 3. In der Umweltvereinbarung kann die Gründung eines Begleitausschusses der Vereinbarung, der sich aus einer Mehrheit von Vertretern des öffentlichen Sektors zusammensetzt, vorgesehen werden. Er wird mit der Vermittlung von Konflikten beauftragt, die unter Umständen im Rahmen des Ablaufs der Vereinbarung eintreten können.

§ 4. In der Umweltvereinbarung kann die Bildung einer Sicherheit zur Gewährleistung der Einhaltung der Rücknahmepflicht vorgesehen werden.

Art. 26 - Für die vertragschließenden Parteien und die Mitglieder der vertragschließenden Einrichtungen, die die Abfallverantwortlichen vertreten, setzt die Umweltvereinbarung während ihrer Gültigkeitsdauer die Einhaltung der unter die Kapitel II bis X fallenden Pflichten voraus.

KAPITEL II – Zellbatterien und Akkumulatoren, mit Ausnahme der Bleistarterbatterien

Art. 27 - Im Sinne des vorliegenden Kapitels gelten folgende Begriffsbestimmungen:

1° **Sammelquote**: das in Prozenten ausgedrückte Relativgewicht der gesammelten ausgedienten Ersatzzellbatterien und -akkumulatoren, mit Ausnahme der Bleistarterbatterien, im Verhältnis zum Gesamtgewicht der Ersatzzellbatterien und -akkumulatoren, mit Ausnahme der Bleistarterbatterien, die während des erwähnten Kalenderjahres zum Verbrauch gebracht wurden;

2° **Recyclingquote**: das in Prozenten ausgedrückte Relativgewicht der gesammelten, tatsächlich recycelten Abfälle im Verhältnis zu dem Gesamtgewicht der Zellbatterien und Akkumulatoren, mit Ausnahme der Bleistarterbatterien.

Art. 28 - Der Einzelhändler ist verpflichtet, von den Verbrauchern jegliche vorgelegte ausgediente Zellbatterie oder jeglichen ausgedienten Akkumulator unentgeltlich zurückzunehmen, auch wenn sich diese Verbraucher keine gleichwertigen Waren besorgen.

Der Vertreiber ist verpflichtet, bei den Einzelhändlern regelmäßig, an Ort und Stelle und auf seine eigenen Kosten alle in Anwendung des § 1 in Empfang genommenen Zellbatterien und Akkumulatoren zurückzunehmen und sie dem Hersteller oder Importeur zu übergeben.

Der Hersteller oder Importeur ist verpflichtet, bei den Vertreibern, oder in Ermangelung dessen, bei den Einzelhändlern regelmäßig und auf seine eigenen Kosten alle in Empfang genommenen Zellbatterien und Akkumulatoren zu sammeln und in einer zur Behandlung dieser Abfälle zugelassenen Einrichtung behandeln zu lassen.

Der Hersteller oder Importeur ist ebenfalls verpflichtet, die von den für die Haushaltsmüllsammlung verantwortlichen juristischen Personen öffentlichen Rechts gesammelten, von den Haushalten stammenden Zellbatterien und Akkumulatoren unentgeltlich zurückzunehmen und in einer zur Behandlung dieser Abfälle zugelassenen Einrichtung behandeln zu lassen oder die Sammlung und Behandlung der von den juristischen Personen öffentlichen Rechts gesammelten, von den Haushalten stammenden Altbatterien im Verhältnis zu den Mengen der von ihm auf den Markt gebrachten Batterien zu finanzieren.

Art. 29 - Der Einzelhändler bringt in jeder seiner Verkaufsstellen an einem deutlich sichtbaren Platz eine Mitteilung an, in der unter dem Titel "RÜCKNAHMEPFLICHT FÜR ALTBATTERIEN" angegeben wird, wie er den Bestimmungen des vorliegenden Erlasses nachkommt.

Art. 30 - Was die getrennt zum Verbrauch gebrachten Zellbatterien und Akkumulatoren betrifft, die nicht in irgendein elektrisches oder elektronisches Gerät eingefügt sind, ist der Hersteller oder Importeur verpflichtet, eine Sammelquote von mindestens 75 % zu erreichen.

Der Hersteller oder Importeur ist ebenfalls verpflichtet, alle Altbatterien und -akkumulatoren, die aus Entschmutzungs- und Zerlegungsanlagen für Abfälle aus elektrischen und elektronischen Ausstattungen von Kraftfahrzeugen stammen, zurückzunehmen, mit Ausnahme der Bleistarterbatterien.

Art. 31 - Die Beseitigung von Altbatterien oder -akkumulatoren ohne vorherige Behandlung zwecks deren vollständigen oder teilweisen Recyclings ist untersagt.

Art. 32 - Die Behandlung der Batterien und Akkumulatoren muss eine Recyclingquote von 65 % erreichen.

Die Quecksilberbatterien müssen vor jedem weiteren Recycling einer Behandlung zur Trennung des Quecksilbers von den anderen Bestandteilen unterzogen werden.

Für die Kohlezink- und Alkalibatterien müssen die zinkhaltige und manganhaltige Fraktion der Batterien in Form von Oxiden, Salzen oder Hydroxiden recycelt werden.

Rückstände aus Papier, Pappe bzw. Kunststoff, die wegen ihrer Kontaminierung nicht recycelt werden dürfen, müssen energetisch verwertet werden.

Die nicht recyclingfähigen Mineralrückstände aus der Behandlung müssen vor jeglicher Aufnahme in technischen Vergrabungszentren einer Stabilisierungsbehandlung unterzogen werden.

Art. 33 - § 1. Vor dem 31. März eines jeden Jahres und zum ersten Mal vor dem 31. März 2003 übermittelt der Hersteller oder Importeur dem Amt die folgenden Angaben, die sich auf das vorige Kalenderjahr beziehen:

1° die in Kilogramm ausgedrückte Gesamtmenge der Zellbatterien und Akkumulatoren, mit Ausnahme der Bleistarterbatterien, die in der Wallonischen Region zum Verbrauch gebracht wurden, mit folgender Aufteilung:

- Quecksilberbatterien;
- Alkali- und Salzzellbatterien;
- sonstige Zellbatterien;
- Nickel/Cadmium-Akkumulatoren;
- sonstige Akkumulatoren;

2° die in Kilogramm ausgedrückte Gesamtmenge der Altbatterien und -Akkumulatoren, die im Rahmen der Rücknahmepflicht nach der Aufteilung gemäß dem Punkt 1 gesammelt wurde;

3° die Einrichtung(en), innerhalb deren die Zellenbatterien und Akkumulatoren behandelt werden, so wie die Behandlungsrückstände und -verfahren;

4° die in Kilogramm ausgedrückte Menge der recycelten Abfälle, so wie sie durch die Bescheinigungen von den unter 3° angegebenen Einrichtungen bestätigt wird;

5° die vorhergesehene, in Kilogramm ausgedrückte Gesamtmenge der Zellenbatterien und Akkumulatoren, die während des laufenden Jahres in der Wallonischen Region zum Verbrauch gebracht werden, mit Ausnahme der Bleistarterbatterien.

§ 2. Die statistischen Daten bezüglich § 1, Punkt 1°, werden durch einen Betriebsrevisor oder, mangels dessen, durch einen Buchprüfer beglaubigt.

§ 3. Die in § 1 erwähnte jährliche Erklärung wird unter Berücksichtigung der Anweisungen des Amtes vorgelegt.

Art. 34 - Das Amt kann von dem Einzelhändler, Vertreter, Hersteller oder Importeur jegliche Auskunft verlangen, die es zur Einschätzung der gemäß dem vorliegenden Kapitel bestimmten Ziele als nützlich erachtet.

KAPITEL III – *Altreifen*

Art. 35 - Im Sinne des vorliegenden Kapitels gelten folgende Begriffsbestimmungen:

- **Sammelquote**: das in Prozenten ausgedrückte Relativgewicht der gesammelten Altreifen im Verhältnis zu dem Gesamtgewicht der Reifen, die während des erwähnten Kalenderjahres zum Verbrauch gebracht wurden.

- **Recyclingquote**: das in Prozenten ausgedrückte Relativgewicht der tatsächlichen recycelten Altreifen im Verhältnis zum Gesamtgewicht der gesammelten Reifen.

Art. 36 - Der Einzelhändler ist verpflichtet, von dem Verbraucher jeglichen Altreifen, den er bei dem Ankauf eines Reifens einer Art, die dem gebrachten Altreifen entspricht, vorliegt, unentgeltlich zurückzunehmen.

Die Privatperson, die sich außerhalb des im vorigen Absatz erwähnten Falls einer begrenzten Anzahl in ihrem Besitz befindlichen Altreifen entledigen möchte, kann in die von den öffentlich-rechtlichen Personen bestimmten Containerparks unter den von diesen öffentlich-rechtlichen Personen festgelegten Bedingungen gehen.

Der Vertreter ist verpflichtet, bei den Einzelhändlern regelmäßig, an Ort und Stelle und auf seine eigenen Kosten alle in Anwendung des § 1 in Empfang genommenen Altreifen zurückzunehmen und sie dem Hersteller oder Importeur zu übergeben.

Der Hersteller oder Importeur ist verpflichtet, bei den Vertreibern oder gegebenenfalls bei den Einzelhändlern alle angenommenen Reifen regelmäßig und auf seine eigenen Kosten zu sammeln, und sie in einer zur Behandlung dieser Abfälle zugelassenen Einrichtung behandeln zu lassen.

Der Hersteller oder Importeur ist ebenfalls verpflichtet, die von den für die Haushaltsmüllsammmlung verantwortlichen juristischen Personen öffentlichen Rechts gesammelten, von den Haushalten stammenden Altreifen unentgeltlich zurückzunehmen und in einer zur Behandlung dieser Abfälle zugelassenen Einrichtung behandeln zu lassen oder die Sammlung und Behandlung der von den für die Haushaltsmüllsammmlung verantwortlichen juristischen Personen öffentlichen Rechts gesammelten, von den Haushalten stammenden Altreifen im Verhältnis zu den Mengen der von ihm auf den Markt gebrachten Reifen zu finanzieren.

Art. 37 - Der Einzelhändler bringt in jeder seiner Verkaufsstellen, an einem deutlich sichtbaren Platz eine Mitteilung an, in der unter dem Titel "RÜCKNAHMEPFLICHT FÜR ALTREIFEN" angegeben wird, wie er den Bestimmungen des vorliegenden Erlasses nachkommt.

Art. 38 - Der Hersteller oder Importeur hat eine Sammelquote, die sich 100 % annähert, zu erreichen.

Art. 39 - Die gesammelten Altreifen werden sortiert, damit die technisch runderneuerbaren Reifen vorzugsweise zur Runderneuerung bestimmt werden. Eine Runderneuerungsquote von 25 % der gesammelten Altreifen muss erreicht werden.

Die nicht runderneuerbaren Reifen werden vorzugsweise für Recyclingverfahren bestimmt. Eine Recyclingquote von 20 % muss ab dem 1. Januar 2005 erreicht werden.

Die restlichen Reifen werden energetisch verwertet.

Art. 40 - § 1. Vor dem 31. März eines jeden Jahres und zum ersten Mal vor dem 31. März 2003 übermittelt der Hersteller oder Importeur dem Amt die folgenden Angaben, die sich auf das vorige Kalenderjahr beziehen:

1° die in Kilogramm ausgedrückte Gesamtmenge der Reifen, die in der Wallonischen Region zum Verbrauch gebracht wurden;

2° die in Kilogramm ausgedrückte Gesamtmenge der Altreifen, die im Rahmen der Rücknahmepflicht gesammelt wurden;

3° die Einrichtung(en), innerhalb deren die Altreifen behandelt werden, so wie die Behandlungsverfahren;

4° die in Kilogramm ausgedrückte jeweilige Menge der runderneuerbaren, recycelten und energetisch verwerteten Altreifen, so wie sie durch die Bescheinigungen der unter 3° erwähnten Einrichtungen bestätigt wird;

5° die vorhergesehene, in Kilogramm ausgedrückte Gesamtmenge der Reifen, die während des laufenden Jahres in der Wallonischen Region zum Verbrauch gebracht werden.

§ 2. Die statistischen Daten bezüglich § 1, Punkt 1°, werden durch einen Betriebsrevisor oder, mangels dessen, durch einen Buchprüfer beglaubigt.

§ 3. Die in § 1 erwähnte jährliche Erklärung wird unter Berücksichtigung der Anweisungen des Amtes vorgelegt.

Art. 41 - Das Amt kann von dem Einzelhändler, Vertreter, Hersteller oder Importeur jegliche Auskunft verlangen, die es zur Einschätzung der gemäß dem vorliegenden Kapitel bestimmten Ziele als nützlich erachtet.

KAPITEL XII - *Papierabfälle*

Art. 42 - Im Sinne des vorliegenden Kapitels gelten folgende Begriffsbestimmungen:

1° Herausgeber: jede natürliche oder juristische Person, die eine Veröffentlichung drucken lässt und daher für die Wahl, die Form und den Inhalt dieser Veröffentlichung verantwortlich ist;

2° Hersteller: der Herausgeber, der Zeitungen, Wochenzeitschriften, Monatszeitschriften, Revuen, Periodika, kostenlose Informationspresse, Reklameblätter, Telefonbücher, Faxverzeichnisse in der Wallonischen Region auf den Markt bringt;

3° Importeur: jegliche natürliche oder juristische Person, die für Rechnung eines Herausgebers, der nicht in der Wallonischen Region niedergelassen ist, Zeitungen, Wochenzeitschriften, Monatszeitschriften, Revuen, Periodika, kostenlose Informationspresse, Reklameblätter, Telefonbücher, Faxverzeichnisse in der Wallonischen Region auf den Markt bringt;

4° Recyclingquote: das in Prozenten ausgedrückte Relativgewicht der nach ihrer Sammlung in der Wallonischen Region tatsächlich recycelten Papierabfälle im Verhältnis zum Gesamtgewicht des in der Wallonischen Region auf den Markt gebrachten Papiers.

Art. 43 - Das vorliegende Kapitel findet keine Anwendung auf die Papierabfälle aus der Nutzung oder dem Verbrauch der folgenden Veröffentlichungen:

1° Veröffentlichungen ohne Werbeanzeige, Werbung oder Werbetext;

2° Veröffentlichungen, durch welche weniger als 3 Tonnen Papier jährlich in der Wallonischen Region in Verkehr gebracht werden.

Art. 44 - Jeder Papierhersteller oder -importeur ist verpflichtet, nach den vom Minister der Umwelt bestimmten Modalitäten die monatliche Einsammlung von Tür zu Tür der Papierabfälle bei Haushalten und Schulen, die von den für die Haushaltsmüllsammlung verantwortlichen öffentlich-rechtlichen Personen organisiert wird, im Verhältnis zu den Kosten, die für die Bewirtschaftung der Verpackungsabfälle aus Papier und aus Telefonbüchern und Faxverzeichnissen nicht gedeckt werden, zu finanzieren.

Mit Ausnahme des bei der Sortierung anfallenden Ausschusses werden alle gesammelten Papierabfälle recycelt. Der bei der Sortierung anfallende Ausschuss wird energetisch verwertet.

Art. 45 - Jeder zugelassene Hersteller oder Importeur von Telefonbüchern oder Faxverzeichnissen ist verpflichtet:

- entweder die Rücknahme der ausgedienten Telefonbücher bzw. Faxverzeichnisse zum Zeitpunkt der Verteilung der neuen Telefonbücher über denselben Vertriebsweg zu organisieren;

- oder die jährliche Finanzierung der juristischen Personen öffentlichen Rechts zu gewährleisten, die für die Sammlung des Haushaltsmülls sowie der ausgedienten Telefonbücher bzw. Faxverzeichnisse, die mit anderen Papierabfällen von Tür zu Tür gesammelt werden, verantwortlich sind. Diese Finanzierung entspricht dem Tonnengehalt der Telefonbücher bzw. Faxverzeichnisse, die im Bezugsjahr verteilt wurden, im Verhältnis zu dem gesamten Tonnengehalt der Papierabfälle, die von der für die Haushaltsmüllsammlung verantwortlichen juristischen Person öffentlichen Rechts gesammelt wurden.

Mit Ausnahme des bei der Sortierung anfallenden Ausschusses müssen alle gesammelten Abfälle von Telefonbüchern bzw. Faxverzeichnissen recycelt werden. Der bei der Sortierung anfallende Ausschuss wird energetisch verwertet.

Art. 46 - Die folgenden Recyclingquoten müssen erreicht werden:

- 55% ab dem Inkrafttreten des vorliegenden Erlasses;

- 85% ab 2003.

Art. 47 - § 1. Vor dem 31. März eines jeden Jahres und zum ersten Mal vor dem 31. März 2003 übermittelt der Hersteller dem Amt die folgenden Angaben, die sich auf das vorige Kalenderjahr beziehen:

1° die Gesamtmenge und das Gesamtgewicht der Veröffentlichungen, die in der Wallonischen Region in Verkehr gebracht wurden;

2° ein Verzeichnis mit der Gesamtmenge und dem Gesamtgewicht der Papierabfälle, die im Laufe des vorigen Jahres im Rahmen der Rücknahmepflicht gesammelt wurden;

3° die Einrichtung(en), innerhalb deren die Abfälle sowie die Ausschusswaren behandelt werden, und Behandlungsverfahren;

4° das Gewicht der tatsächlich recycelten Papierabfälle, so wie es durch die Bescheinigungen von den unter 3° angegebenen Einrichtungen bestätigt wird;

5° das vorgesehene Gewicht der Veröffentlichungen, die während des laufenden Jahres in der Wallonischen Region in Verkehr gebracht werden.

§ 2. Die statistischen Daten bezüglich § 1, Punkt 1° werden durch einen Betriebsrevisor oder, mangels dessen, durch einen Buchprüfer beglaubigt.

§ 3. Die in § 1 erwähnte jährliche Erklärung wird unter Berücksichtigung der Anweisungen des Amtes vorgelegt.

Art. 48 - Das Amt kann von dem Hersteller oder Importeur jegliche Auskunft verlangen, die es zur Einschätzung der gemäß dem vorliegenden Kapitel bestimmten Ziele als nützlich erachtet.

KAPITEL V — *Altöle außerhalb der Speiseöle*

Art. 49 - Im Sinne des vorliegenden Kapitels gelten folgende Begriffsbestimmungen:

1° **Aufbereitung**: die Aufbereitung im Sinne des Artikels 1, 8°, des Erlasses der Wallonischen Regionalexekutive vom 9. April 1992 über Altöle;

2° **Garagisten**: die Garagisten im Sinne des Artikels 1, 11°, des Erlasses der Wallonischen Regionalexekutive vom 9. April 1992 über Altöle;

Art. 50 - § 1. Die Containerparks müssen jegliches von Privatpersonen vorgelegte Altöl unentgeltlich annehmen.

Der Garagist geht mit dem Altöl, das von seinen Aktivitäten zur Wartung von Kraftfahrzeugen mit Verbrennungsmotor stammt, so um, dass der Hersteller und der Importeur ihre Rücknahmepflicht einhalten können.

§ 2. Der Hersteller oder Importeur ist verpflichtet, die von den für die Haushaltsmüllsammmlung verantwortlichen juristischen Personen öffentlichen Rechts gesammelten, von den Haushalten stammenden Altöle unentgeltlich zurückzunehmen und in einer zur Behandlung dieser Abfälle zugelassenen Einrichtung behandeln zu lassen oder die Sammlung und Behandlung der von den für die Haushaltsmüllsammmlung verantwortlichen juristischen Personen öffentlichen Rechts gesammelten, von den Haushalten stammenden Altöle im Verhältnis zu den Mengen der von ihm auf den Markt gebrachten Öle zu finanzieren.

§ 3. Der Hersteller oder Importeur ist ebenfalls verpflichtet, bei den Garagisten regelmäßig und auf seine eigenen Kosten jegliche Altöle, die aus von diesen ausgeübten Aktivitäten zur Wartung von Kraftfahrzeugen mit Verbrennungsmotor stammen, zurückzunehmen oder zurücknehmen zu lassen.

Der Hersteller oder Importeur ist verpflichtet, auf seine eigenen Kosten alle aufgrund des vorliegenden Absatzes gesammelten Altöle in einer zur Behandlung dieser Abfälle zugelassenen Einrichtung behandeln zu lassen.

Art. 51 - In Abweichung von Artikel 50 § 3, kann ein Behandlungsbeitrag vom Inhaber verlangt werden, wenn die Altöle mit Lösungs-, Reinigungs-, Wasch-, Frostschutzmitteln, PCB/PCT, anderen Brennstoffen oder anderen Substanzen gemischt worden sind. Dieser finanzielle Beitrag wird auf die Verwaltungsmehrkosten begrenzt.

Art. 52 - Der Garagist muss an einem deutlich sichtbaren Platz eine Mitteilung anbringen, in der unter dem Titel "RÜCKNAHMEPFLICHT FÜR ALTÖLE" angegeben wird, wie er den Bestimmungen des vorliegenden Erlasses nachkommt.

Art. 53 - Altöle werden folgendermaßen verwertet:

- durch Aufbereitung oder sonstige Wiederverwendung der Altöle (Brennstoffe nach physikalisch-chemischer Behandlung);

- durch Energieverwertung in einer zur Verwertung von Altöl zugelassenen Einrichtung.

Die zu erreichende Verwertungsquote durch Aufbereitung oder sonstige Wiederverwendung der Altöle beträgt 60% ab dem 1. Januar 2003.

Art. 54 - § 1. Vor dem 31. März eines jeden Jahres und zum ersten Mal vor dem 31. März 2003 übermittelt der Hersteller oder Importeur dem Amt die folgenden Angaben, die sich auf das vorige Kalenderjahr beziehen:

1° die in Kilogramm ausgedrückte Gesamtmenge der Öle, die in der Wallonischen Region zum Verbrauch gebracht wurden;

2° die in Kilogramm ausgedrückte Gesamtmenge der Altöle, die im Rahmen der Rücknahmepflicht gesammelt wurden;

3° die Einrichtung(en), innerhalb deren die Altöle behandelt werden, so wie die Behandlungsverfahren;

4° die in Kilogramm ausgedrückte Menge der verwerteten Altöle, so wie sie durch die Bescheinigungen der unter 3° erwähnten Einrichtungen bestätigt wird;

5° die vorhergesehene, in Kilogramm ausgedrückte Gesamtmenge der Öle, die während des laufenden Jahres in der Wallonischen Region zum Verbrauch gebracht werden.

§ 2. Die statistischen Daten bezüglich § 1, Punkt 1°, werden durch einen Betriebsrevisor oder, mangels dessen, durch einen Buchprüfer beglaubigt.

§ 3. Die in § 1 erwähnte jährliche Erklärung wird unter Berücksichtigung der Anweisungen des Amtes vorgelegt.

Art. 55 - Das Amt kann von dem Garagisten, Vertreter, Hersteller oder Importeur jegliche Auskunft verlangen, die es zur Einschätzung der gemäß dem vorliegenden Kapitel bestimmten Ziele als nützlich erachtet.

KAPITEL VI — *Bleistarterbatterien*

Art. 56 - Im Sinne des vorliegenden Kapitels gelten folgende Begriffsbestimmungen:

1° **Garagisten**: die Garagisten im Sinne des Artikels 1, 11°, des Erlasses der Wallonischen Regionalexekutive vom 9. April 1992 über Altöle;

2° **Sammelquote**: das in Prozenten ausgedrückte Relativgewicht der gesammelten ausgedienten Bleistarterbatterien im Verhältnis zu dem Gesamtgewicht der Bleistarterbatterien, die während des erwähnten Kalenderjahres zum Verbrauch gebracht wurden;

3° **Recyclingquote**: das in Prozenten ausgedrückte Relativgewicht der tatsächlichen recycelten Abfälle im Verhältnis zum Gesamtgewicht der gesammelten Bleistarterbatterien;

4° **Verwertungsquote**: das in Prozenten ausgedrückte Relativgewicht der tatsächlichen verwerteten Abfälle im Verhältnis zum Gesamtgewicht der gesammelten Bleistarterbatterien.

Art. 57 - Die Garagisten müssen jeglichen von Privatpersonen vorgelegten Bleiakкумуляtor unentgeltlich annehmen.

Der Einzelhändler muss jeglichen von den Verbrauchern vorgelegten Bleiakкумуляtor unentgeltlich zurücknehmen.

Der Vertreter ist verpflichtet, bei den Garagisten und Einzelhändlern regelmäßig, an Ort und Stelle und auf seine eigenen Kosten alle, in Anwendung des § 1 in Empfang genommenen Bleistarterbatterien und alle Bleistarterbatterien, die aus von den Garagisten ausgeübten Aktivitäten zur Wartung von Kraftfahrzeugen stammen, zurückzunehmen und sie dem Hersteller oder Importeur zu übergeben.

Der Hersteller oder Importeur ist verpflichtet, bei den Vertreibern oder gegebenenfalls bei den Garagisten oder Vertreibern alle angenommenen Bleistarterbatterien regelmäßig und auf seine eigenen Kosten zu sammeln, und sie in einer zur Behandlung dieser Abfälle zugelassenen Einrichtung behandeln zu lassen.

Der Hersteller oder Importeur ist ebenfalls verpflichtet, die von den für die Haushaltsmüllsammlung verantwortlichen juristischen Personen öffentlichen Rechts gesammelten, von den Haushalten stammenden Bleistarterbatterien unentgeltlich zurückzunehmen und in einer zu diesem Zweck zugelassenen Einrichtung behandeln zu lassen oder die Sammlung und Behandlung der von den für die Haushaltsmüllsammlung verantwortlichen juristischen Personen öffentlichen Rechts gesammelten, von den Haushalten stammenden ausgedienten Bleistarterbatterien im Verhältnis zu den Mengen der von ihm auf den Markt gebrachten Bleistarterbatterien zu finanzieren.

Art. 58 - Es ist verboten, die Säure aus Bleistarterbatterien außerhalb einer zugelassenen Behandlungsanlage zu entleeren.

Art. 59 - Der Garagist bringt an einem deutlich sichtbaren Platz eine Mitteilung an, in der unter dem Titel "RÜCKNAHMEPFLICHT FÜR AUSGEDIENTE BLEISTARTERBATTERIEN" angegeben wird, wie er den Bestimmungen des vorliegenden Erlasses nachkommt.

Art. 60 - Der Hersteller oder Importeur hat ab dem Jahr 2002 eine Sammelquote von 90% und ab dem Jahr 2005 eine Sammelquote von 95% zu erreichen.

Art. 61 - Die Behandlung der ausgedienten Bleistarterbatterien muss eine Recyclingquote von mindestens 95% für Blei und eine Verwertungsquote von 100% für Kunststoffrückstände und für letztere ab dem 1. Januar 2003 eine Recyclingquote von 30% erreichen.

Elektrolyte müssen verwertet oder unschädlich gemacht werden.

Art. 62 - § 1. Vor dem 31. März eines jeden Jahres und zum ersten Mal vor dem 31. März 2003 übermittelt der Hersteller oder Importeur dem Amt die folgenden Angaben, die sich auf das vorige Kalenderjahr beziehen:

1° die in Kilogramm ausgedrückte Gesamtmenge der Bleistarterbatterien, die in der Wallonischen Region zum Verbrauch gebracht wurden;

2° die in Kilogramm ausgedrückte Gesamtmenge der gesammelten ausgedienten Bleistarterbatterien;

3° die Einrichtung(en), innerhalb deren die Bleistarterbatterien behandelt werden, so wie die Behandlungsrückstände und -verfahren;

4° die in Kilogramm ausgedrückte Menge behandelter Abfälle, so wie sie durch die Bescheinigungen von den unter 3° angegebenen Einrichtungen bestätigt wird;

5° die vorhergesehene, in Kilogramm ausgedrückte Gesamtmenge der Bleistarterbatterien, die während des laufenden Jahres in der Wallonischen Region zum Verbrauch gebracht werden.

§ 2. Die statistischen Daten bezüglich § 1, Punkt 1°, werden durch einen Betriebsrevisor oder, mangels dessen, durch einen Buchprüfer beglaubigt.

§ 3. Die in § 1 erwähnte jährliche Erklärung wird unter Berücksichtigung der Anweisungen des Amtes vorgelegt.

Art. 63 - Das Amt kann von dem Einzelhändler, Hersteller oder Importeur jegliche Auskunft verlangen, die es zur Einschätzung der gemäß dem vorliegenden Kapitel bestimmten Ziele als nützlich erachtet.

KAPITEL VII — *Abfälle aus elektrischen und elektronischen Geräten.*

Art. 64 - Im Sinne des vorliegenden Kapitels gelten folgende Begriffsbestimmungen:

1° gefährlicher Bestandteil: jeglicher Bestandteil, der einen oder mehrere gefährliche Stoffe im Sinne der Richtlinie 67/548/EWG enthält, oder der Stoffe enthält, die sich zu gefährlichen Abfällen im Sinne von Art. 3 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 10. Juli 1997 zur Festlegung eines Abfallkatalogs entwickeln könnten, oder jeglicher Bestandteil, der einen oder mehrere Stoffe, die im Montrealer Protokoll angegeben sind, oder FKW, PFKW, SF₆, enthält;

2° Wiederverwendung: jegliche Maßnahme, bei der elektrische und elektronische Geräte oder deren Bestandteile zu dem gleichen Zweck verwendet werden, für den sie hergestellt wurden;

3° Wiederverwendungs- und Recyclingquote: das für einen gegebenen Stoff in Prozenten ausgedrückte Relativgewicht dieser Bestandteile in den Abfällen aus wiederverwendeten oder recycelten elektrischen oder elektronischen Geräten im Verhältnis zum Gesamtgewicht dieses Stoffs in den gesammelten elektrischen oder elektronischen Geräten.

Art. 65 - § 1. Der Einzelhändler ist verpflichtet, jeglichen vom Verbraucher vorgelegten Abfall aus elektrischen oder elektronischen Geräten unentgeltlich zurückzunehmen, sofern dieser Abfall einem Gerät entspricht, das dieselben Funktionen wie das vom Verbraucher gekaufte Gerät erfüllt.

Der Vertreter ist verpflichtet, bei den Einzelhändlern regelmäßig, an Ort und Stelle und auf seine eigenen Kosten alle in Anwendung des § 1 in Empfang genommenen Abfälle aus elektrischen und elektronischen Geräten zurückzunehmen und sie dem Hersteller oder Importeur zu übergeben.

Der Hersteller oder Importeur ist verpflichtet, regelmäßig und auf seine eigenen Kosten insbesondere alle bei den Vertreibern, oder in Ermangelung dessen, bei den Einzelhändlern angenommenen Abfälle aus elektrischen und elektronischen Geräten zu sammeln und in einer zur Behandlung dieser Abfälle zugelassenen Einrichtung behandeln zu lassen. Der Hersteller oder Importeur muss die besten Transport- und Lagerungsbedingungen gewährleisten, um eine Wiederverwendung zu ermöglichen.

Der Hersteller oder Importeur ist verpflichtet, die von den für die Haushaltsmüllsammlung verantwortlichen juristischen Personen öffentlichen Rechts gesammelten, von den Haushalten stammenden Abfälle aus elektrischen und elektronischen Geräten auf seine eigenen Kosten zurückzunehmen und in einer zur Behandlung dieser Abfälle zugelassenen Einrichtung behandeln zu lassen.

§ 2. Die Abfälle aus elektrischen und elektronischen Geräten, für welche der Hersteller oder der Importeur nicht bekannt ist, werden von den gesamten Herstellern oder Importeuren übernommen, im Verhältnis zu den von ihnen auf den Markt gebrachten Mengen.

Art. 66 - Der Einzelhändler bringt in jeder seiner Verkaufsstellen an einem deutlich sichtbaren Platz eine Mitteilung an, in der unter dem Titel "RÜCKNAHMEPFLICHT FÜR ABFÄLLE AUS ELEKTRISCHEN UND ELEKTRONISCHEN GERÄTEN" angegeben wird, wie er den Bestimmungen des vorliegenden Erlasses nachkommt.

Art. 67 - § 1. Die Abfälle aus elektrischen und elektronischen Geräten werden in mehrere Fraktionen sortiert und abgebaut:

- Ausstattungen und Bauteile, die zur Wiederverwendung bestimmt sind;
- gefährliche Bauteile und Stoffe, so wie PCB-haltige Kondensatoren, Quecksilberunterbrecher, Batterien, Elektronenstrahlröhren, Stoffe, die im Montrealer Protokoll angegeben sind, oder FKW, PFKW, SF₆ und gegebenenfalls andere Bestandteile, die gefährliche Stoffe enthalten;
- Bauteile und Stoffe, die zum Recycling bestimmt sind;
- nicht wiederverwendbare und nicht recyclingfähige Bauteile und Stoffe;

§ 2. Die Behandlung der Abfälle aus elektrischen und elektronischen Geräten muss die folgenden kumulierten Wiederverwendungs- und Recyclingquoten erreichen:

- für Eisenmetalle 95%;
- für Nichteisenmetalle 95%;
- für Kunststoff 20%.

Insgesamt muss die Wiederverwendungs- und Recyclingquote für Abfälle aus elektrischen und elektronischen Geräten der Art "große weiße Ware" 90% erreichen. Für sonstige Geräte muss diese Quote 70% erreichen.

§ 3. Nicht recyclingfähige Kunststoffrückstände müssen energetisch verwertet werden.

§ 4. Batterien und Akkumulatoren werden gemäß Kapitel II behandelt.

Art. 68 - § 1. Vor dem 31. März eines jeden Jahres und zum ersten Mal vor dem 31. März 2003 übermittelt der Hersteller oder Importeur dem Amt die folgenden Angaben, die sich auf das vorige Kalenderjahr beziehen:

1° die in Kilogramm ausgedrückte Gesamtmenge der elektrischen und elektronischen Geräte, die in der Wallonischen Region zum Verbrauch gebracht wurden, nach Art des Materials;

2° die in Kilogramm ausgedrückte Gesamtmenge der elektrischen und elektronischen Abfälle, die im Rahmen der Rücknahmepflicht gesammelt wurden;

3° die Einrichtung(en), innerhalb deren die elektrischen und elektronischen Abfälle behandelt werden, so wie die Behandlungsrückstände und angewandten Behandlungsverfahren;

4° die in Kilogramm ausgedrückte Menge der global und nach Art des Materials recycelten elektrischen und elektronischen Abfälle und die in Kilogramm ausgedrückte Menge der wiederverwendeten Abfälle, so wie sie durch die Bescheinigungen der unter 3° erwähnten Einrichtungen bestätigt werden;

5° Die getroffenen Vorbeugungsmaßnahmen zur:

- Verbesserung der Recyclingfähigkeit der auf den Markt gebrachten Waren;
- Verringerung der Benutzung von Materialien, die gefährliche Stoffe enthalten;
- Verwendung von Herstellungstechniken, die am wenigsten umweltschädlich sind;
- Förderung von Energieeinsparungen sowohl bei der Herstellung als auch bei der Benutzung der Geräte;

6° die vorgesehene, in Kilogramm ausgedrückte Menge der elektrischen und elektronischen Geräte, die während des laufenden Jahres in der Wallonischen Region zum Verbrauch gebracht werden, nach Art des Materials.

§ 2. Die statistischen Daten bezüglich § 1, Punkt 1°, werden durch einen Betriebsrevisor oder, mangels dessen, durch einen Buchprüfer beglaubigt.

§ 3. Die in § 1 erwähnte jährliche Erklärung wird unter Berücksichtigung der Anweisungen des Amtes vorgelegt.

Art. 69 - Das Amt kann von dem Einzelhändler, Hersteller oder Importeur jegliche Auskunft verlangen, die es zur Einschätzung der gemäß dem vorliegenden Kapitel bestimmten Ziele als nützlich erachtet.

KAPITEL VIII — *Verfallene Arzneimittel*

Art. 70 - Der Einzelhändler ist verpflichtet, von den Verbrauchern jegliches vorgelegte verfallene Arzneimittel zurückzunehmen, auch wenn sich diese Verbraucher keine Arzneimittel besorgen.

Der Vertreter ist verpflichtet, bei den Einzelhändlern regelmäßig, an Ort und Stelle und auf seine eigenen Kosten alle, in Anwendung von Absatz 1 in Empfang genommenen verfallenen Arzneimittel zurückzunehmen und sie dem Hersteller oder Importeur zu übergeben.

Der Hersteller oder Importeur ist verpflichtet, alle angenommenen verfallenen Arzneimittel regelmäßig und auf seine eigenen Kosten bei den Vertreibern oder gegebenenfalls bei den Einzelhändlern zu sammeln, und sie in einer zur Behandlung dieser Abfälle zugelassenen Einrichtung behandeln zu lassen.

Art. 71 - Der Einzelhändler bringt in jeder seiner Verkaufsstellen an einem deutlich sichtbaren Platz eine Mitteilung an, in der unter dem Titel "RÜCKNAHMEPFLICHT FÜR VERFALLENE ARZNEIMITTEL" angegeben wird, wie er den Bestimmungen des vorliegenden Erlasses nachkommt.

Art. 72 - Verfallene Arzneimittel werden verbrannt.

Art. 73 - § 1. Vor dem 31. März eines jeden Jahres und zum ersten Mal vor dem 31. März 2003 übermittelt der Hersteller oder Importeur dem Amt die folgenden Angaben, die sich auf das vorige Kalenderjahr beziehen:

1° die in Kilogramm ausgedrückte Gesamtmenge der verfallenen Arzneimittel, die im Rahmen der Rücknahmepflicht gesammelt wurden;

2° die Einrichtung(en), innerhalb deren die verfallenen Arzneimittel behandelt werden;

3° die in Kilogramm ausgedrückte Menge verbrannter Abfälle, so wie sie durch die Bescheinigungen von den unter 2° angegebenen Einrichtungen bestätigt wird;

§ 2. Die in § 1 erwähnte jährliche Erklärung wird unter Berücksichtigung der Anweisungen des Amtes vorgelegt.

Art. 74 - Das Amt kann von dem Einzelhändler, Vertreiber, Hersteller oder Importeur jegliche Auskunft verlangen, die es zur Einschätzung der gemäß dem vorliegenden Kapitel bestimmten Ziele als nützlich erachtet.

KAPITEL IX — *Landwirtschaftliche Kunststoffe*

Art. 75 - Im Sinne des vorliegenden Kapitels gelten folgende Begriffsbestimmungen:

1° Recyclingquote: das in Prozenten ausgedrückte Relativgewicht der tatsächlichen recycelten Abfälle aus landwirtschaftlichen Kunststoffen im Verhältnis zum Gesamtgewicht der gesammelten Abfälle aus landwirtschaftlichen Kunststoffen;

Art. 76 - Der Einzelhändler ist verpflichtet, jeglichen von den Verbrauchern vorgelegten ausgedienten landwirtschaftlichen Kunststoff unentgeltlich zurückzunehmen, auch wenn sich diese Verbraucher keine gleichwertigen Waren besorgen.

Der Vertreiber ist verpflichtet, bei den Einzelhändlern regelmäßig, an Ort und Stelle und auf seine eigenen Kosten alle in Anwendung des § 1 in Empfang genommenen landwirtschaftlichen Kunststoffe zurückzunehmen und sie dem Hersteller oder Importeur zu übergeben.

Der Hersteller oder Importeur ist verpflichtet, bei den Vertreibern oder gegebenenfalls bei den Einzelhändlern alle angenommenen landwirtschaftlichen Kunststoffe regelmäßig und auf seine eigenen Kosten zu sammeln, und sie in einer zur Behandlung dieser Abfälle zugelassenen Einrichtung behandeln zu lassen.

Der Hersteller oder Importeur ist ebenfalls dazu verpflichtet:

- entweder die von den juristischen Personen öffentlichen Rechts gesammelten Abfälle aus landwirtschaftlichen Kunststoffen unentgeltlich zurückzunehmen und in einer zur Behandlung dieser Abfälle zugelassenen Einrichtung behandeln zu lassen;

- oder die Sammlung und Behandlung der von den juristischen Personen öffentlichen Rechts gesammelten Abfälle aus landwirtschaftlichen Kunststoffen im Verhältnis zu den Mengen der von ihm auf den Markt gebrachten landwirtschaftlichen Kunststoffen zu finanzieren.

Art. 77 - Der Einzelhändler bringt in jeder seiner Verkaufsstellen an einem deutlich sichtbaren Platz eine Mitteilung an, in der unter dem Titel "RÜCKNAHMEPFLICHT FÜR LANDWIRTSCHAFTLICHE KUNSTSTOFFE" angegeben wird, wie er den Bestimmungen des vorliegenden Erlasses nachkommt.

Art. 78 - § 1. Die Behandlung der landwirtschaftlichen Kunststoffe muss ab dem Jahr 2003 eine Recyclingquote von 20% und ab dem Jahr 2005 eine Recyclingquote von 50% erreichen.

§ 2. Die nicht recycelten landwirtschaftlichen Kunststoffe werden energetisch verwertet.

Art. 79 - § 1. Vor dem 31. März eines jeden Jahres und zum ersten Mal vor dem 31. März 2003 übermittelt der Hersteller oder Importeur dem Amt die folgenden Angaben, die sich auf das vorige Kalenderjahr beziehen:

1° die in Kilogramm ausgedrückte Gesamtmenge der Abfälle aus ausgedienten landwirtschaftlichen Kunststoffen, die im Rahmen der Rücknahmepflicht gesammelt wurden;

2° die Einrichtung(en), innerhalb deren die ausgedienten landwirtschaftlichen Kunststoffe behandelt werden, so wie die Behandlungsverfahren;

3° die in Kilogramm ausgedrückte jeweilige Menge der recycelten Abfälle aus landwirtschaftlichen Kunststoffen und der energetisch verwerteten Abfälle aus landwirtschaftlichen Kunststoffen, so wie sie durch die Bescheinigungen der unter 2° erwähnten Einrichtungen bestätigt wird;

§ 2. Die in § 1 erwähnte jährliche Erklärung wird unter Berücksichtigung der Anweisungen des Amtes vorgelegt.

Art. 80 - Das Amt kann von dem Einzelhändler, Vertreiber, Hersteller oder Importeur jegliche Auskunft verlangen, die es zur Einschätzung der gemäß dem vorliegenden Kapitel bestimmten Ziele als nützlich erachtet.

KAPITEL X — *Altfahrzeuge*

Art. 81 - Im Sinne des vorliegenden Kapitels gelten folgende Begriffsbestimmungen:

1° gefährlicher Bestandteil: jeglicher Bestandteil, der einen oder mehrere gefährliche Stoffe im Sinne der Richtlinie 67/548/EWG enthält, oder der Stoffe enthält, die sich zu gefährlichen Abfällen im Sinne von Art. 3 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 10. Juli 1997 zur Festlegung eines Abfallkatalogs entwickeln könnten, oder jeglicher Bestandteil, der einen oder mehrere Stoffe, die im Montrealer Protokoll angegeben sind, oder FKW, PFKW, SF₆, enthält;

2° Wiederverwendung: jegliche Maßnahme, bei der Altfahrzeugbauteile zu dem gleichen Zweck verwendet werden, für den sie hergestellt wurden;

3° Wiederverwendungs- und Recyclingquote: das in Prozenten ausgedrückte Relativgewicht der wiederverwendeten und recycelten Bauteile der Altfahrzeuge im Verhältnis zum Gesamtgewicht der gesammelten Altfahrzeuge;

4° Wiederverwendungs- und Verwertungsquote: das in Prozenten ausgedrückte Relativgewicht der wiederverwendeten und verwerteten Bauteile der Altfahrzeuge im Verhältnis zum Gesamtgewicht der gesammelten Altfahrzeuge;

Art. 82 - § 1. Der Einzelhändler ist verpflichtet, von den Verbrauchern jegliches verbrauchte Altfahrzeug, das sie bei dem Ankauf eines Ersatzfahrzeugs vorlegen, unentgeltlich zurückzunehmen. Der Einzelhändler stellt für das ihm übergebene Altfahrzeug eine Annahmebescheinigung aus.

Der Vertreter ist verpflichtet, bei den Einzelhändlern regelmäßig und auf seine eigenen Kosten alle in Anwendung von Absatz 1 in Empfang genommenen Altfahrzeuge zurückzunehmen und sie dem Hersteller oder Importeur zu übergeben.

Der Hersteller oder Importeur ist verpflichtet, bei den Vertreibern, oder in Ermangelung dessen, bei den Einzelhändlern regelmäßig und auf seine eigenen Kosten alle in Empfang genommenen Altfahrzeuge zu sammeln und sie innerhalb von sechs Monaten nach deren Rücknahme in Anwendung von Absatz 1 in einer zur Behandlung dieser Abfälle zugelassenen Einrichtung behandeln zu lassen.

§ 2. Ab dem 1. Juli 2002 ist der Hersteller oder Importeur verpflichtet, auf seine eigenen Kosten jegliches Altfahrzeug zurückzunehmen, das nach dem 30. Juni 2002 als Neufahrzeug auf den Markt gebracht wurde, und ihm von dem Verbraucher übergeben wird, ohne dass dieser sich ein Ersatzfahrzeug besorgt, und es auf seine eigenen Kosten innerhalb von sechs Monaten nach seiner Rücknahme in einer zugelassenen und anerkannten Einrichtung behandeln zu lassen.

§ 3. Ab dem 1. Juli 2006 ist der Hersteller oder Importeur verpflichtet, auf seine eigenen Kosten von dem Verbraucher jegliches Altfahrzeug zurückzunehmen, das von einer Marke stammt, die er herstellt oder vermarktet, auch wenn sich der Verbraucher kein Ersatzfahrzeug besorgt, und es auf seine eigenen Kosten innerhalb von sechs Monaten nach seiner Rücknahme in einer zugelassenen und anerkannten Einrichtung behandeln zu lassen, unter der Voraussetzung, dass ein Plan zur schrittweisen Bewirtschaftung dieser Altfahrzeuge von dem Hersteller oder Importeur vor dem 1. Januar 2004 vorgelegt und von dem Minister vor dem 1. Juli 2004 genehmigt worden ist.

Mangels der Vorlage und Genehmigung dieses Plans innerhalb der vorgeschriebenen Fristen ist der Hersteller oder Importeur verpflichtet, die im vorigen Absatz auferlegte Rücknahmepflicht ab dem 1. Juli 2004 einzuhalten.

§ 4. Innerhalb von zwei Jahren ab dem Inkrafttreten des vorliegenden Erlasses übermitteln die in Artikel 2 der Richtlinie 2000/53/EG über Altfahrzeuge erwähnten Wirtschaftsbeteiligten dem Minister einen Plan zur Bewirtschaftung der Abfall-Altteile aus Reparaturen von Personenkraftwagen, damit Artikel 5, 1. Punkt, der vorgenannten Richtlinie eingehalten wird.

Art. 83 - Der Einzelhändler bringt in jeder seiner Verkaufsstellen an einem deutlich sichtbaren Platz eine Mitteilung an, in der unter dem Titel "RÜCKNAHMEPFLICHT FÜR ALTFahrzeuge" angegeben wird, wie er den Bestimmungen des vorliegenden Erlasses nachkommt.

Art. 84 - Die Rücknahme eines Altfahrzeugs in Anwendung des Artikels 82, § 1 und § 4, erfolgt ohne Kosten für den Besitzer und/oder Eigentümer des Fahrzeugs, unter der Voraussetzung, dass die sämtlichen nachstehenden Bedingungen eingehalten werden:

- das Altfahrzeug enthält alle für die Funktion eines Fahrzeuges erforderlichen Bauteile;
- das Altfahrzeug enthält keine ihm fremden Abfälle;
- das Altfahrzeug ist in Belgien eingetragen oder wurde vor mindestens 6 Monaten von seinem letzten Eigentümer in Belgien eingetragen;
- das Altfahrzeug ist mit folgenden Unterlagen versehen: Fahrzeugschein, Übereinstimmungsbescheinigung, Kennzeichen und gegebenenfalls Bescheinigung der letzten technischen Kontrolle;
- das Fahrzeug muss an den vom Einzelhändler, Hersteller oder Importeur angegebenen Ort für die Rücknahme gestellt werden. Das Netz der Rücknahmeorte muss ausreichend und auf dem Gebiet der Wallonischen Region vom geographischen Standpunkt ausgeglichen sein.

Wenn die unter Strich 1, 2, 4 oder 5 angegebenen Bedingungen nicht erfüllt sind, so müssen die berechneten Entnahmekosten im Verhältnis zu dem Mangel stehen.

Art. 85 - Es ist verboten, Altfahrzeuge oder Teile davon ohne vorherige Behandlung zu deren Entschmutzung und vollständigen oder teilweisen Verwertung zu beseitigen.

Art. 86 - § 1. Die Altfahrzeuge werden derartig entschmutzt, dass die gefährlichen Bestandteile sowie die gesamten Flüssigkeiten selektiv entfernt, abgesondert und behandelt werden.

§ 2. Die entschmutzten Altfahrzeuge werden so zerlegt, dass die verwertbaren Bestandteile, einschließlich der Ersatzteile selektiv entfernt und abgesondert werden.

Es werden zumindest folgende Bestandteile selektiv entfernt: Katalysatoren; kupfer-, aluminium- und magnesiumhaltige Metallbauteile, wenn die entsprechenden Metalle nicht beim Schreddern getrennt werden; Reifen; Glas; große und leichte demontierbare Kunststoffbauteile wie z.B. Stoßfänger, Armaturenbrett, Flüssigkeitsbehälter, Schaum der Sitze, Batterien und Akkus wenn diese Materialien nicht beim Schreddern getrennt werden um als Materialien recycelt zu werden.

Die Batterien und Akkus werden gemäß Kapitel II behandelt.

Die Reifen werden gemäß Kapitel III behandelt.

Die Altöle werden gemäß Kapitel V behandelt.

§ 3. Die Lagerung ist so durchzuführen, dass die Bauteile, die Flüssigkeiten enthalten, die verwertbaren Bauteile und die Ersatzteile nicht beschädigt werden.

§ 4. Der Entschmutzung und Zerlegung folgt ein Schreddern im Hinblick auf das Recycling, die Verwertung oder die Beseitigung dieser Materialien.

§ 5. Spätestens am 1. Januar 2006 muss die Behandlung der Altfahrzeuge folgende Quoten erreichen:

- eine Wiederverwendungs- und Verwertungsquote von 85%;
- eine Wiederverwendungs- und Recyclingquote von 80%.

§ 6. Spätestens am 1. Januar 2015 muss die Behandlung der Altfahrzeuge eine Wiederverwendungs- und Verwertungsquote von 95% erreichen.

§ 7. Die Entschmutzungs-/Zerlegungsanlagen erstellen eine Vernichtungsbescheinigung.

Art. 87 - § 1. Vor dem 31. März eines jeden Jahres und zum ersten Mal vor dem 31. März 2003 übermittelt der Hersteller oder Importeur dem Amt folgende Angaben über das vorige Kalenderjahr:

1° die in Kilogramm und in Anzahl ausgedrückte Menge der Altfahrzeuge oder als solche betrachteten Fahrzeuge, die im Rahmen der Rücknahmepflicht gesammelt wurden;

2° die Einrichtung(en), innerhalb deren die Altfahrzeuge oder als solche betrachteten Fahrzeuge behandelt werden, so wie die Behandlungsrückstände und -verfahren;

3° die in Kilogramm ausgedrückten jeweiligen Mengen der wiederverwendeten, recycelten, verwerteten und beseitigten Abfälle, so wie sie durch die Bescheinigungen der unter 2° erwähnten Einrichtungen bestätigt werden.

§ 2. Die in § 1 erwähnte jährliche Erklärung wird unter Berücksichtigung der Anweisungen des Amtes vorgelegt.

Art. 88 - Das Amt kann von dem Einzelhändler, Vertreter, Hersteller oder Importeur jegliche Auskunft verlangen, die es zur Einschätzung der gemäß dem vorliegenden Kapitel bestimmten Ziele als nützlich erachtet.

KAPITEL XI — *Speiseöle und -fette, die zum Frittieren von Lebensmitteln benutzt werden können*

Art. 89 - Im Sinne des vorliegenden Kapitels versteht man unter Sammelquote das in Prozenten ausgedrückte Relativgewicht der gesammelten Altfrittieröle und -fette im Verhältnis zum Gesamtgewicht der während des betroffenen Kalenderjahres zum Verbrauch gebrachten Speiseöle und -fette, die zum Frittieren von Lebensmitteln benutzt werden können.

Art. 90 - Der Vertreter ist verpflichtet, alle Altfrittieröle und -fette aus dem Hotel- und Gaststättengewerbe und den Gemeinschaftsverpflegungsdiensten auf seine eigenen Kosten zurückzunehmen.

Der Hersteller oder Importeur ist verpflichtet, alle Altfrittieröle und -fette, die bei den Vertreibern oder industriellen und gewerblichen Einrichtungen, welche die von ihm importierten Öle benutzen, gesammelt werden, regelmäßig und auf seine eigenen Kosten zu sammeln und in einer zur Behandlung dieser Abfälle zugelassenen Einrichtung behandeln zu lassen.

Der Hersteller oder Importeur ist ebenfalls verpflichtet, die von den für die Haushaltsmüllsammlung verantwortlichen juristischen Personen öffentlichen Rechts gesammelten, von den Haushalten stammenden Altfrittieröle und -fette unentgeltlich zurückzunehmen, oder die Sammlung und Behandlung der von den für die Haushaltsmüllsammlung verantwortlichen juristischen Personen öffentlichen Rechts gesammelten, von den Haushalten stammenden Altfrittieröle und -fette im Verhältnis zur Menge der von ihm auf den Markt gebrachten Mengen Frittieröle und -fette zu finanzieren.

Art. 91 - Der Hersteller oder Importeur hat ab dem Jahr 2003 eine Sammelquote von 30% und ab dem Jahr 2005 eine Sammelquote von 40% zu erreichen.

Nach einer Abstimmung mit den Sektoren und wenn die Umstände es rechtfertigen, kann der Minister innerhalb von zwei Jahren ab dem Inkrafttreten der Rücknahmepflicht gegebenenfalls die Sammelquoten neu bestimmen.

Art. 92 - Die gesammelten Altfrittieröle und -fette werden vollständig recycelt, aufbereitet oder verwertet.

Der Gebrauch von Altfrittierölen und -fetten für die Ernährung von Tieren ist untersagt.

Der Minister kann Zielsetzungen hinsichtlich des Recyclings oder der Materialverwertung auferlegen.

Art. 93 - § 1. Vor dem 31. März eines jeden Jahres und zum ersten Mal vor dem 31. März 2003 übermittelt der Hersteller oder Importeur dem Amt die folgenden Angaben, die sich auf das vorige Kalenderjahr beziehen:

1° die in Kilogramm ausgedrückte Gesamtmenge der Frittieröle und -fette, die in der Wallonischen Region zum Verbrauch gebracht wurden;

2° die in Kilogramm ausgedrückte Gesamtmenge der Altfrittieröle und -fette, die im Rahmen der Rücknahmepflicht gesammelt wurden;

3° die Einrichtung(en), innerhalb deren die Frittieröle und -fette behandelt werden, so wie die Behandlungsverfahren;

4° die in Kilogramm ausgedrückte jeweilige Menge der recycelten und verwerteten Abfälle, so wie sie durch die Bescheinigungen der unter 3° erwähnten Einrichtungen bestätigt wird;

5° die in Kilogramm ausgedrückte, vorgesehene Gesamtmenge der Frittieröle und Fette, die während des laufenden Jahres in der Wallonischen Region zum Verbrauch gebracht werden.

§ 2. Die statistischen Daten bezüglich § 1, Punkt 1°, werden durch einen Betriebsrevisor oder, mangels dessen, durch einen Buchprüfer beglaubigt.

§ 3. Die in § 1 erwähnte jährliche Erklärung wird unter Berücksichtigung der Anweisungen des Amtes vorgelegt.

Art. 94 - Das Amt kann von dem Einzelhändler, Hersteller oder Importeur jegliche Auskunft verlangen, die es zur Einschätzung der gemäß dem vorliegenden Kapitel bestimmten Ziele als nützlich erachtet.

KAPITEL XII — *Fotoabfälle*

Art. 95 - Im Sinne des vorliegenden Kapitels versteht man unter Sammelquote das in Prozenten ausgedrückte Relativgewicht der gesammelten Fotoabfälle im Verhältnis zum Gesamtgewicht der während des betreffenden Kalenderjahres zum Verbrauch gebrachten fotografischen Produkte.

Art. 96 - Der Einzelhändler ist verpflichtet, von den Verbrauchern jeglichen verbrauchten fotografischen Abfall, den sie vorlegen, unentgeltlich zurückzunehmen, wenn diese Verbraucher sich gleichwertige Produkte besorgen.

Der Vertreter ist verpflichtet, bei den Einzelhändlern regelmäßig, an Ort und Stelle und auf seine eigenen Kosten, jegliche Fotoabfälle, die in Anwendung von Absatz 1 in Empfang genommen worden sind, zurückzunehmen oder zurücknehmen zu lassen, und sie dem Hersteller oder Importeur zu übergeben.

Der Hersteller oder Importeur ist verpflichtet, bei den Vertreibern oder gegebenenfalls bei den Einzelhändlern alle angenommenen Fotoabfälle regelmäßig und auf seine eigenen Kosten zu sammeln und in einer zur Behandlung dieser Abfälle zugelassenen Einrichtung behandeln zu lassen.

Der Hersteller oder Importeur ist ebenfalls verpflichtet, die von den für die Haushaltsmüllsammlung verantwortlichen juristischen Personen öffentlichen Rechts gesammelten, von den Haushalten stammenden Fotoabfälle unentgeltlich zurückzunehmen oder die Sammlung und Behandlung der von den für die Haushaltsmüllsammlung verantwortlichen juristischen Personen öffentlichen Rechts gesammelten, von den Haushalten stammenden verbrauchten Fotoabfälle im Verhältnis zu den Mengen der von ihm auf den Markt gebrachten fotografischen Produkte zu finanzieren.

Art. 97 - Der Einzelhändler bringt in jeder seiner Verkaufsstellen an einem deutlich sichtbaren Platz eine Mitteilung an, in der unter dem Titel "RÜCKNAHMEPFLICHT FÜR FOTOABFÄLLE" angegeben wird, wie er den Bestimmungen des vorliegenden Erlasses nachkommt.

Art. 98 - Der Hersteller oder Importeur hat ab dem Jahr 2004 eine Sammelquote von 75% und ab dem Jahr 2005 eine Sammelquote von 95% zu erreichen.

Nach einer Abstimmung mit dem Sektor und wenn die Umstände es rechtfertigen, kann der Minister gegebenenfalls die im vorigen Absatz angegebenen Sammelquoten neu bestimmen.

Art. 99 - Die Beseitigung von Fotoabfällen ohne vorherige Behandlung zwecks deren vollständigen oder teilweisen Recyclings ist untersagt.

Art. 100 - Die Behandlung der Fotoabfälle zielt darauf ab, das Silber, das sie enthalten, optimal zu verwerten.

Art. 101 - § 1. Vor dem 31. März eines jeden Jahres und zum ersten Mal vor dem 31. März 2003 übermittelt der Hersteller oder Importeur dem Amt die folgenden Angaben, die sich auf das vorige Kalenderjahr beziehen:

1° die in Kilogramm ausgedrückte Gesamtmenge der fotografischen Produkte, die in der Wallonischen Region zum Verbrauch gebracht wurden;

2° die in Kilogramm ausgedrückte Gesamtmenge der Fotoabfälle, die im Rahmen der Rücknahmepflicht nach der Aufteilung gemäß Punkt 1 gesammelt wurde;

3° die Einrichtung(en), innerhalb deren die Fotoabfälle behandelt werden, so wie die Behandlungsrückstände und -verfahren;

4° die in Kilogramm ausgedrückte Menge recycelter Abfälle, so wie sie von den unter 3° angegebenen Einrichtungen bestätigt wird;

5° die in Kilogramm ausgedrückte, vorgesehene Gesamtmenge der fotografischen Produkte, die während des laufenden Jahres in der Wallonischen Region zum Verbrauch gebracht werden.

§ 2. Die statistischen Daten bezüglich § 1, Punkt 1°, werden durch einen Betriebsrevisor oder, mangels dessen, durch einen Buchprüfer beglaubigt.

§ 3. Die in § 1 erwähnte jährliche Erklärung wird unter Berücksichtigung der Anweisungen des Amtes vorgelegt.

Art. 102. Das Amt kann von dem Einzelhändler, Vertreter, Hersteller oder Importeur jegliche Auskunft verlangen, die es zur Einschätzung der gemäß dem vorliegenden Kapitel bestimmten Ziele als nützlich erachtet.

KAPITEL XIII — Aufhebungs-, Übergangs- und Schlussbestimmungen

Art. 103 - In Art. 4 des Erlasses der Wallonischen Regionalexekutive vom 9. April 1992 über Altöle wird der Wortlaut "Garagisten übergeben werden oder" gestrichen.

Art. 104 - Die Umweltvereinbarungen, die in der nachstehenden Tabelle aufgelistet sind, bleiben bis zu ihrem Ablaufdatum und höchstens noch fünf Jahre nach dem Inkrafttreten des Dekrets vom 20. Dezember 2001 über die Umweltvereinbarungen anwendbar.

Sie setzen die Beachtung der Rücknahmepflicht im Sinne des vorliegenden Erlasses voraus.

Umweltvereinbarung	Ablaufdatum
Vereinbarung vom 19. April 1997 über die selektive Sammlung von verfallenen Arzneimitteln	fünf Jahre nach dem Inkrafttreten des Dekrets vom 20. Dezember 2001 über die Umweltvereinbarungen
Verpflichtungsprotokoll vom 17. Juni 1997 bezüglich der selektiven Sammlung und der Behandlung von gebrauchten Batterien, durch den Nachtrag vom 7. März 2001 abgeändert	31. Dezember 2002
Rahmenabkommen vom 9. Februar 1998 zwischen den öffentlichen Behörden und dem Sektor über die Sammlung und die Behandlung von Altreifen	fünf Jahre nach dem Inkrafttreten des Dekrets vom 20. Dezember 2001 über die Umweltvereinbarungen
Vereinbarung vom 30. März 1999 über die Verwaltung von Altfahrzeugen	30. Juni 2004
Rahmenabkommen über die Verwaltung der Papierabfälle in der Wallonischen Region	31. Dezember 2002
Vereinbarung vom 19. Februar 2001 über die Rücknahmepflicht von Abfällen aus elektrischen und elektronischen (Haushalts-) Geräten	18. Februar 2006

Art. 105 - Der Hersteller oder Importeur, der keine zugelassene Einrichtung heranzieht oder keine Umweltvereinbarung abgeschlossen hat, ist verpflichtet, innerhalb von sechs Monaten nach dem Inkrafttreten der Rücknahmepflicht, der er in Folge von Art. 3 unterliegt, einen Plan für die Bewirtschaftung der Abfälle, die der Rücknahmepflicht unterliegen, einzuführen.

Art. 106 - Der vorliegende Erlass tritt am Tag seiner Veröffentlichung im *Belgischen Staatsblatt* in Kraft.

Art. 107 - Der Minister der Umwelt wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 25. April 2002

Der Minister-Präsident,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Der Minister der Raumordnung, des Städtebaus und der Umwelt,
M. FORET

Anlage 1

Liste der elektrischen oder elektronischen Geräte, die in den Anwendungsbereich des vorliegenden Erlasses fallen:

1. Kühl- und Tiefkühlgeräte: Kühlschränke, Gefrierschränke/-truhen und Klimaanlage, Kühl-/Gefrierkombinationen, Luftentfeuchter;
 2. Große Haushaltselektrogeräte: Herde, Waschmaschinen, Geschirrspüler, Wäscheschleuder, Wäschetrockner, Warmwasserbereiter, Bügelmaschinen, Waschtrockner, Deckensolarien und Sonnenliegen;
 3. Kleine Haushaltselektrogeräte: Öfen und Grillgeräte, Dunstabzugshauben, Mikrowellen- und sonstige Öfen, Heizplatten, einfache oder mehrfache Kochplatten, Combi-Backöfen (mit Mikrowellenöfen, Grillgeräten);
 4. Braune Ware: Fernseher, Radios, Verstärker, Tuner, Cassettenleser, Schallplattenspieler, CD-Leser, Videorecorder, Camcorder, Lautsprecher;
 5. Kleine Haushaltsgeräte: elektrische Wasserkocher, Friteusen, Brotröster, Mix- und Rührgeräte, Gartenwerkzeuge, Staubsauger, Nähmaschinen, Bügeleisen, Haartrockner, elektrische Rasierapparate, motorisierte Abzugshauben, Bartschneider, elektrische Bettwärmer, Mischgeräte, Büchsenöffner, Plattenwärmer, Brotbackautomaten, Fruchtpressen, Croque-Monsieur-Apparate, Tauchsieder, Eierkocher, elektrische Decken, elektrische Messer, elektrische Barbecue-Grills, elektrische Woks, Haarschneidemaschinen, für den Gebrauch im häuslichen Bereich konzipierte Espresso-Maschinen, Babyflaschenwärmer, Fondue-Sets, kombinierte Büchsenöffner /Messerschärfer, kombinierte Hydropulser/Zahnbürsten, Gesichtssolarien, Gesichtsmassagegeräte, Gourmet-Sets, Grills, Trockenhauben, Brennscheren, Brushing-Geräte, Hackmaschinen, Eismaschinen, persönliche Uhren, persönliche Ventilatoren, Infrarotlampen, Käsegeräte, Frisiersets, Küchenroboter (Foodprocessors), Küchenwaagen, Kaffeefiltriermaschinen, Kaffeemühlen, Heizplatten oder einfache Plattenwärmer, Handstaubsauger, elektrische Dauerwellengeräte, Ladyshaves, elektrische Fiebertester, Luftbefeuchter, Luftreiniger, Massagegeräte, Messerschärfer, Milkshaker, Mixer, Hydropulser für die Zahnhygiene, Nasenrasierer, Raclette-Geräte, Personenwaagen, Reiskocher, Zentrifugen, elektrische Rasiergeräte, Plattenwärmer, Schnellkocher, Schneidegeräte, Verschweißgeräte, Mixer, Party-Grillsteine, Staubsauger mit eingebautem Motor, Dampfkocher, Dampfreiniger, elektrische Zahnbürsten, elektrische Teekannen, Heizkissen, Warmhaltetische auf Rollen, Fleischhackmaschinen, Bohnermaschinen, Fußsohlenmassage-Geräte, Waffeleisen, Wasserfilter, Wasserkessel, Wecker, Joghurtgeräte.
 6. Büro- und EDV-Anlagen:
 - IT-Ausrüstungen: PC (einschließlich des Bildschirms), "Laptop"-Geräte, Notebooks, Drucker, Photokopiergeräte, elektrische Schreibmaschinen, Taschen- oder Tischrechner;
 - Telekommunikationsgeräte: Faxgeräte, Telefone, drahtlose Telefone, Handys, Anrufbeantworter.
 7. Gartengeräte:
 - a) kleine Geräte;
 - b) große Geräte
- Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 25. April 2002 zur Einführung einer Pflicht zur Rücknahme bestimmter Abfälle im Hinblick auf deren Verwertung oder Bewirtschaftung als Anlage beigefügt zu werden

Namur, den 25. April 2002

Der Minister-Präsident,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE
Der Minister der Raumordnung, des Städtebaus und der Umwelt,
M. FORET

Anlage 2

Liste der Verbrauchsgüter, die aus dem Anwendungsbereich des vorliegenden Erlasses ausgeschlossen sind:

- Toner;
- Tintenpatronen.

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 25. April 2002 zur Einführung einer Pflicht zur Rücknahme bestimmter Abfälle im Hinblick auf deren Verwertung oder Bewirtschaftung als Anlage beigefügt zu werden

Namur, den 25. April 2002

Der Minister-Präsident,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE
Der Minister der Raumordnung, des Städtebaus und der Umwelt,
M. FORET

VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 2002 — 2081

[C — 2002/27550]

25 APRIL 2002. — Besluit van de Waalse Regering tot invoering van een terugnameplicht voor bepaalde afvalstoffen met het oog op de valorisatie of het beheer ervan

De Waalse Regering,

Gelet op Richtlijn 75/439/EEG van de Raad van de Europese Gemeenschappen van 16 juni 1975 inzake de verwijdering van afgewerkte olie, gewijzigd bij Richtlijn 87/101/EEG van 22 december 1986 en Richtlijn 91/692/EEG van 23 december 1991;

Gelet op Richtlijn 75/442/EEG van de Raad van de Europese Gemeenschappen van 15 juli 1975 betreffende afvalstoffen, gewijzigd bij Richtlijn 91/156/EEG van 18 maart 1991 en bij Richtlijn 91/692/EEG van 23 december 1991;

Gelet op Richtlijn 91/157/EEG van de Raad van de Europese Gemeenschappen van 18 maart 1991 inzake batterijen en accu's die gevaarlijke stoffen bevatten, gewijzigd bij Richtlijn 93/86/EEG van 4 oktober 1993 en bij Richtlijn 98/101/EG van 22 december 1998;

Gelet op Beschikking 94/3/EG van de Commissie van 20 december 1993 houdende vaststelling van een lijst van afvalstoffen overeenkomstig artikel 1, a, van Richtlijn 75/442/EEG van de Raad betreffende afvalstoffen;

Gelet op Verordening 3093/94 van de Raad van 15 december 1994 betreffende stoffen die de ozonlaag afbreken;

Gelet op Beschikking 96/350/EG van de Commissie van 24 mei 1996 houdende aanpassing van de bijlagen IIA en IIB bij Richtlijn 75/442/EEG van de Raad betreffende afvalstoffen;

Gelet op Richtlijn 2000/53/EG van het Europees Parlement en de Raad van 18 september 2000 betreffende autowrakken;

Gelet op het decreet van 27 juni 1996 betreffende de afvalstoffen, zoals gewijzigd bij het programmadecreet van 19 december 1996 houdende verschillende maatregelen inzake financiën, tewerkstelling, milieu, gesubsidieerde werken, huisvesting en sociale actie, bij het decreet van 27 november 1997 tot wijziging van het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Patrimonium, bij het programmadecreet van 17 december 1997 houdende verschillende maatregelen inzake belastingen, taksen en retributies, huisvesting, onderzoek, milieu, plaatselijke besturen en vervoer, bij het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning, bij het decreet van 15 februari 2001 houdende wijziging van het decreet van 27 juni 1996 betreffende de afvalstoffen en het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning en bij het decreet van 20 december 2001, gedeeltelijk vernietigd door het arrest nr. 81/97 van het Arbitragehof van 17 december 1997, inzonderheid op artikel 8, 2°;

Gelet op het decreet van 20 december 2001 betreffende de milieuovereenkomsten;

Gelet op het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 9 april 1992 betreffende de afgewerkte oliën;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 24 januari 2002 tot vaststelling van een afvalcatalogus;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 15 januari 1998 tot goedkeuring van het Waalse afvalplan "Horizon 2010";

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 25 maart 1999 betreffende de verwijdering van polychloorbifenylen en polychloorterfenylen, gewijzigd bij de besluiten van de Waalse Regering van 13 april 2000 en 13 december 2001;

Gelet op de algemene doelstellingen van het milieuplan voor de duurzame ontwikkeling, op de algemene doelstellingen van het Waalse afvalplan "Horizon 2010", meer bepaald die betreffende het kwantitatieve en kwalitatieve beheer, en op de doelstellingen inzake recycling;

Overwegende dat de sectoren die afval voortbrengen geleidelijk geresponsabiliseerd moeten worden en dat moet worden gepleit voor de preventie, recycling en valorisatie van afval en voor de drastische beperking van het storten ervan in centra voor technische ondergraving;

Overwegende dat het beginsel 'de vervuiler betaalt' o.a. inhoudt dat de kosten van het afvalbeheer worden gedragen door de vroegere houders en de producenten van het afvalstoffen voortbrengende product, als bedoeld in Richtlijn 75/442/EEG van 15 juli 1975 betreffende afvalstoffen, zoals gewijzigd;

Gelet op het Protocol van Montreal betreffende stoffen die de ozonlaag afbreken;

Gelet op het Protocol van Kyoto bij het Raamverdrag van de Verenigde Naties inzake klimaatverandering;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 27 februari 2002;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 28 februari 2002;

Gelet op het advies van de Afvalstoffencommissie, gegeven op 12 maart 2001;

Gelet op het advies van de "Conseil supérieur des villes, communes et provinces de la Région wallonne" (Hoge raad voor steden, gemeenten en provincies van het Waalse Gewest);

Gelet op de dringende noodzakelijkheid, speciaal gemotiveerd door het feit dat de Europese Richtlijn 2000/53/EG betreffende autowrakken, die uiterlijk 21 april 2002 omgezet moet worden, in sommige bepalingen van het besluit zijn omgezet; gelet op de dringende noodzakelijkheid, speciaal gemotiveerd door het feit dat een bepaling van het besluit een foutieve omzetting uit de Europese richtlijn betreffende de afgewerkte oliën rechtzet aangezien ze de prioriteit geeft aan regeneratie terwijl het Waalse recht de keuze liet aan de actoren;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid, speciaal gemotiveerd door het feit dat de krachtens dit besluit opgelegde terugnameplicht beantwoordt aan de nodige intergewestelijke harmonisatie van het afvalbeheer om aanzienlijke concurrentievervalsingen tussen Gewesten te voorkomen en omdat de inwerkingtreding van drie verschillende wetgevingen onvermijdelijk zal leiden tot ernstige problemen; dat het besluit van het Brussels Hoofdsteljk Gewest zeer binnenkort wordt goedgekeurd terwijl in de Vlaamse wetgeving reeds verschillende terugnameplichten van kracht zijn;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid, speciaal gemotiveerd door de nood aan een spoedige inwerkingtreding van de basiswetteksten voor bepaalde terugnameplichten die de meeste actoren reeds via milieuovereenkomsten toepassen om concurrentievervalsing te voorkomen, met name voor afval van elektrische en elektronische apparatuur;

Gelet op artikel 84, eerste lid, 2°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;
Gelet op het advies van de Raad van State, gegeven op 8 maart 2002;
Op de voordracht van de Minister van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Leefmilieu;
Na beraadslaging,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — *Algemeen*
Afdeling 1. — Algemene bepalingen

Artikel 1. In de zin van dit besluit wordt verstaan onder :

- 1° decreet : het decreet van 27 juni 1996 betreffende de afvalstoffen;
- 2° afval : afval bedoeld in het decreet;
- 3° producent : elke natuurlijke of rechtspersoon die een product vervaardigt en op de markt brengt in het Waalse Gewest;
- 4° invoerder : elke natuurlijke of rechtspersoon, die geen producent is en een product invoert en op de markt brengt in het Waalse Gewest. De persoon die eetbare oliën en vetten invoert en voor eigen gebruik aanwendt binnen zijn industriële of commerciële inrichting(en), wordt ook als invoerder beschouwd;
- 5° verdeler : elke natuurlijke of rechtspersoon die aan één of meer detailhandelaars in het Waalse Gewest een product levert voor rekening van één of meer producenten of invoerders;
- 6° detailhandelaar : elke natuurlijke of rechtspersoon die in het Waalse Gewest een product aan de consument verkoopt;
- 7° het op de markt brengen : terbeschikkingstelling, al dan niet tegen betaling, van een product vervaardigd of in het vrije verkeer gebracht in de Europese Gemeenschap, behalve als het bestemd is voor uitvoer;
- 8° batterij of accu : bron van door rechtstreekse omzetting van chemische energie verkregen elektrische energie, bestaande uit één of meer primaire (niet-oplaadbare) of secundaire (oplaadbare) cellen;
- 9° gebruikte batterij of accu : batterij of accu waarvan de houder zich ontdoet, zich wil of zich moet ontdoen;
- 10° loodstartbatterijen : bron van door rechtstreekse omzetting van chemische energie verkregen elektrische energie bestaande uit één of meer loodplaatjes gedompeld in een elektrolytische oplossing, die bestemd is voor het opstarten van een explosiemotor;
- 11° band : rubberband van voertuigen, caravans, aanhangwagens, autobussen, vrachtwagens, bestelwagens, motorrijwielen, landbouwtractoren, landbouwmachines en machines voor openbare werken;
- 12° versleten band : band die niet of niet meer kan worden gebruikt overeenkomstig de oorspronkelijke bestemming ervan en waarvan de houder zich ontdoet, zich wil of zich moet ontdoen;
- 13° kosteloos informatieblad : alle kosteloze publicaties die met een bepaalde regelmaat verschijnen, behalve die uitgegeven door een adverteerder of een groep adverteerders die zich met dat doel verenigd hebben, en die op jaarbasis ten minste 30 % artikelen met algemene informatie bevatten;
- 14° reclaimedrukwerken : kosteloze publicaties met een handelsoogmerk die niet opgenomen zijn onder punt 13°, ongeacht de wijze waarop ze verspreid worden;
- 15° telefoongids : lijst van telefoonabonnees die in de vorm van één of meer gedrukte banden ter beschikking wordt gesteld van het publiek om abonneenummers te kunnen opzoeken;
- 16° papierafval : dagbladen, weekbladen, maandbladen, tijdschriften, periodieken, kosteloze informatiebladen, reclaimedrukwerken, telefoongidsen, faxgidsen waarvan de houder zich ontdoet, zich wil of zich moet ontdoen;
- 17° elektrische of elektronische apparatuur : al dan niet beroepshalve gebruikte toestellen die d.m.v. elektrische stromen of elektromagnetische velden functioneren, alsmede toestellen die die stromen en velden produceren, overdragen en meten; ze zijn ingedeeld in de categorieën bedoeld in bijlage I en ontworpen om gebruikt te worden onder 1 000 volt wisselstroom en 1 500 volt gelijkstroom, met uitzondering van die welke noodzakelijk deel uitmaken van een uitrusting voor beroepsgebruik die als een geheel op de markt wordt gebracht en waarvan de bestanddelen nooit afzonderlijk aan een gezin geleverd mogen worden en met uitzondering van de verbruiksgoederen bedoeld in bijlage II;
- 18° afval van elektrische of elektronische toestellen : elektrische of elektronische apparatuur waarvan de houder zich ontdoet, zich wil of zich moet ontdoen;
- 19° verlopen geneesmiddel : elke stof of samenstelling met curatieve of preventieve eigenschappen t.o.z. menselijke of dierlijke ziekten, van tevoren bereid en op de markt gebracht in een speciale verpakking, onder een speciale benaming of een internationaal gemeenschappelijke benaming, waarvan de houder zich ontdoet, zich wil of zich moet ontdoen;
- 20° voertuig : elk voertuig ingedeeld in categorie M1 of N1 bedoeld in bijlage II, deel A, bij Richtlijn 70/156/EEG, alsmede de driewielers omschreven in Richtlijn 92/61/EEG, met uitzondering van de driewielers met motor;
- 21° autowrak : elk voertuig dat als afval wordt beschouwd in de zin van het decreet, meer bepaald elk voertuig dat niet meer gebruikt wordt of mag worden overeenkomstig de oorspronkelijke bestemming ervan en waarvan de houder zich ontdoet, zich wil of zich moet ontdoen;
- 22° afgewerkte oliën : afgewerkte oliën in de zin van artikel 1, 1°, van het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 9 april 1992 betreffende de afgewerkte oliën;
- 23° kunststofafval uit de landbouw : plastic materiaal gebruikt voor landbouw-, tuinbouw- of teeltactiviteiten, met uitzondering van de verpakkingen in de zin van het decreet van 16 januari 1997 houdende goedkeuring van het samenwerkingsakkoord betreffende de preventie en het beheer van verpakkingsafval waarvan de houder zich ontdoet, zich wil of zich moet ontdoen;

24° fotoafval : vloeibaar afval van foto-ontwikkelingen en -afdrukken, met inbegrip van de producten voor ontwikkelaars, fixeerbaden en activatoren;

25° stof bedoeld in het Protocol van Montreal : elke stof bedoeld in de bijlage A, B, C, en E bij het Protocol van Montreal betreffende stoffen, die afzonderlijk of gemengd schadelijk is voor de ozonlaag;

26° HFC, PFC, SF6 : hydro-fluor koolstoffen, gefluoreerde koolwaterstoffen en zwavelhexafluoriden, zoals bedoeld in het Protocol van Kyoto bij het Raamverdrag van de Verenigde Naties inzake klimaatverandering, en de mengsels die o.a. uit die stoffen samengesteld zijn;

27° beheer : beheer in de zin van artikel 2, 8°, van het decreet;

28° verwijdering : verwijdering in de zin van artikel 2, 9°, van het decreet;

29° valorisatie : valorisatie in de zin van artikel 2, 10°, van het decreet;

30° recycling : recycling in de zin van artikel 2, 11°, van het decreet;

31° codes : de afvalcodes zoals bedoeld in het besluit van de Waalse Regering van 10 juli 1997 tot vaststelling van een afvalcatalogus;

32° Dienst : de Dienst zoals bedoeld in artikel 2, 24°, van het decreet;

33° Minister : De Minister van Leefmilieu.

Art. 2. Dit besluit doet geen afbreuk aan de gemeentelijke bevoegdheden inzake openbare gezondheid en veiligheid.

Afdeling 2. — Afval dat onder de terugnameplicht valt

Art. 3. § 1. Zodra dit besluit in werking treedt, vallen de personen die voor afval verantwoordelijk zijn door het feit dat ze beroepshalve goederen, grondstoffen of producten op de markt brengen via de productie, invoering of commercialisatie ervan, onder de terugnameplicht voor de volgende afvalstoffen :

1° gebruikte batterijen en accu's, behalve loodstartbatterijen;

2° versleten banden;

3° papierafval;

4° verlopen geneesmiddelen;

5° autowrakken;

6° afval van elektrische en elektronische toestellen.

§ 2. Op 1 juli 2002 vallen de personen die voor afval verantwoordelijk zijn door het feit dat ze beroepshalve goederen, grondstoffen of producten op de markt brengen via de productie, invoering of commercialisatie ervan, onder de terugnameplicht voor de volgende afvalstoffen :

1° afgewerkte oliën;

2° kunststofafval uit de landbouw;

3° verlichtingstoestellen, elektrisch en elektronisch gereedschap, speelgoed en controle- en meetinstrumenten;

4° loodbatterijen.

§ 3. Op 1 januari 2003 vallen de personen die voor afval verantwoordelijk zijn door het feit dat ze beroepshalve goederen, grondstoffen of producten op de markt brengen via de productie, invoering of commercialisatie ervan, en de personen die eetbare oliën en vetten voor eigen gebruik aanwenden binnen hun industriële of commerciële bedrijf, onder de terugnameplicht voor de volgende afvalstoffen :

1° fotoafval;

2° eetbare oliën en vetten die kunnen worden gebruikt om eetwaren te bakken.

Art. 4. Om de terugnameplicht na te komen kunnen de producenten of invoerders :

- ofwel een beheersplan opmaken;

- ofwel een beroep doen op een erkende instelling om de terugnameplicht na te komen;

- ofwel met het Waalse Gewest een milieuvereenkomst sluiten waarin bijzondere modaliteiten voor de uitvoering en tenuitvoerlegging van hun verplichtingen vastliggen.

Afdeling 3. — Instellingen erkend om de terugnameplicht na te komen

Art. 5. De instelling waarop producenten of invoerders een beroep doen om de in artikel 3 bedoelde verplichtingen na te komen, kan pas erkend worden als ze de volgende voorwaarden vervult :

1° ze is opgericht als een vereniging zonder winstoogmerk overeenkomstig de wet van 27 juni 1921 waarbij aan de verenigingen zonder winstgevend doel en aan de instellingen van openbaar nut rechtspersoonlijkheid wordt verleend;

2° haar enig statutair doel is voor rekening van haar contractanten te voldoen aan de terugnameplicht opgelegd krachtens artikel 3;

3° de bestuurders of de personen die de vennootschap mogen binden, beschikken over hun politieke en burgerlijke rechten;

4° de bestuurders of de personen die de vennootschap mogen binden, zijn niet veroordeeld bij een beslissing die in kracht van gewijsde is getreden wegens een overtreding van titel 1 van het algemeen reglement van de arbeidsbescherming, van de wet van 22 juli 1974 op de giftige afval, de wet van 9 juli 1984 betreffende de invoer, de uitvoer en de doorvoer van afvalstoffen, het decreet van 5 juli 1985 betreffende de afvalstoffen, het decreet van 25 juli 1991 betreffende de belasting op afvalstoffen in het Waalse Gewest, Verordening 259/93/EEG van de Raad van 1 februari 1993 met betrekking tot de overbrenging van afvalstoffen bij de invoer in, de uitvoer uit en binnen de Europese Gemeenschap, het decreet van 27 juni 1996 betreffende de afvalstoffen, het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning, de toepassingsbesluiten ervan of iedere andere gelijkaardige wetgeving van een lidstaat van de Europese Gemeenschap;

5° ze beschikt over de nodige middelen om de terugnameplicht na te komen;

6° haar boekhouding voldoet aan de bepalingen van de wet van 17 juli 1975 met betrekking tot de boekhouding van ondernemingen;

7° ze laat haar exploitatierekeningen door een bedrijfsrevisor onderzoeken.

Art. 6. § 1. De erkenningsaanvraag wordt bij aangetekend schrijven naar de Dienst gestuurd of bij de Dienst tegen ontvangstbewijs afgegeven.

§ 2. De aanvraag gaat vergezeld van de volgende gegevens en stukken :

1° een afschrift van de oprichtingsakte, van de statuten en eventuele wijzigingen hiervan, zoals bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad*;

2° de naamlijst van de bestuurders en personen die de vennootschap kunnen binden;

3° een bewijs van goed zedelijk gedrag van de bestuurders of personen die de vennootschap mogen binden;

4° het soort afvalstoffen waarvoor de erkenning wordt aangevraagd;

5° een financiële raming en een begroting voor de duur van de aangevraagde erkenning met, op zijn minst, de volgende gegevens :

a) de modaliteiten voor de berekening en de raming van de bijdragen van de producenten en invoerders;

b) de bestemming van eventuele saldi voor de werking van het systeem;

c) de voorwaarden en modaliteiten voor de herziening van de bijdragen;

d) de raming van de uitgaven;

e) de financiering van eventuele verliezen;

6° per type afval, een eenvormig ontwerp van overeenkomst die de erkende instelling moet sluiten met de producenten, invoerders, verdelers en detailhandelaars om hun terugnameplicht over te nemen;

7° de modaliteiten voor de nakoming van de in artikel 3 bedoelde terugnameplicht, rekening houdende met de specifieke voorschriften van de hoofdstukken II tot XII die van toepassing zijn op die afvalstoffen en waarbij een maximale terugname wordt gewaarborgd;

8° een beschrijving van de wijze waarop de aanvrager zal voldoen aan de doelstellingen bepaald in het kader van de in dit besluit bedoelde terugnameplicht.

§ 3. Binnen tien dagen na ontvangst van de aanvraag stuurt de Dienst een bericht van ontvangst naar de aanvrager.

Binnen dertig dagen na ontvangst van de aanvraag gaat hij na of ze de in § 2 bedoelde gegevens en stukken bevat.

Als het dossier onvolledig is, verwittigt hij de aanvrager binnen de in het tweede lid bedoelde termijn en wijst hij hem op de stukken of bijkomende gegevens die hij moet verstrekken.

Als het dossier volledig is, verklaart de Dienst de aanvraag als ontvankelijk en geeft hij de aanvrager binnen de in § 2 bedoelde termijn bij aangetekend schrijven kennis van zijn beslissing; de in § 5 bedoelde termijn begint te lopen vanaf de datum van die kennisgeving.

§ 4. De Dienst mag elk bijkomend stuk eisen waaruit blijkt dat de aanvrager voldoende financiële garanties biedt en dat hij beschikt of zich ertoe verbindt te beschikken over de nodige technische en menselijke middelen.

§ 5. De Minister beslist over de erkenningsaanvraag en legt de vereiste bijzondere voorwaarden op. De beslissing wordt genomen binnen een termijn van honderd vijftig dagen, te rekenen vanaf de kennisgeving van de ontvankelijkheid van de aanvraag.

Art. 7. De aanvrager wordt bij aangetekend schrijven in kennis gesteld van de beslissing. Elk besluit tot erkenning wordt in het *Belgisch Staatsblad* bekendgemaakt.

Art. 8. De erkenning wordt verleend voor een periode die de Minister bepaalt en die niet langer mag zijn dan vijf jaar.

Art. 9. § 1. De erkenning van de instelling voor de terugname van de afval houdt het stellen van een zekerheid in waarvan het bedrag, dat door de Dienst wordt bepaald, gelijk is aan het bedrag van de kosten die het Gewest zou moeten dragen gedurende zes maanden van de terugnameplicht.

§ 2. De zekerheid wordt ten belope van het in de vergunning bepaalde bedrag gesteld d.m.v. een deposito bij de Deposito- en Consignatiekas, een onafhankelijke bankgarantie of elke andere vorm van zekerheid die de Regering bepaalt, naar keuze van de aanvrager. De zekerheid mag namens de erkende instelling geheel of gedeeltelijk door derden worden gesteld.

Als de zekerheid gesteld wordt d.m.v. een storting in contanten, moet de erkende instelling de zekerheid jaarlijks verhogen ten belope van de gedurende het vorige jaar opgebrachte interesten.

Als de zekerheid gesteld wordt d.m.v. een onafhankelijke bankgarantie, moet deze laatste uitgegeven worden door een kredietinstelling die erkend is door de Commissie voor het Bank- en Financiewezen of door een overheid van een Lidstaat van de Europese Unie die gemachtigd is om kredietinstellingen te controleren.

§ 3. De erkenning van de instelling voor de terugname van afval is pas uitvoerbaar als de Dienst bevestigt dat de zekerheid gesteld is.

§ 4. Als de erkende instelling de verplichtingen niet of slechts gedeeltelijk nakomt, hetzij wegens een nalatigheid hetzij ingevolge een administratieve sanctie, vraagt de Dienst om de gehele of gedeeltelijke storting van de zekerheid opdat de kosten gebonden aan de uitvoering van de verplichtingen die op de erkende instelling rusten gedekt kunnen worden.

§ 5. De zekerheid wordt terugbetaald nadat de Dienst behoorlijk heeft vastgesteld dat de erkende instelling na de verstrijksdatum van de erkenning niet om haar hernieuwing heeft verzocht.

De Dienst beslist binnen zes maanden na de verstrijksdatum van de erkenning over de terugbetaling van de zekerheid bedoeld in § 1. Hij houdt daarbij rekening met het feit dat de erkende instelling voldoet aan de verplichtingen bedoeld in artikel 10.

Hij geeft kennis van zijn beslissing aan de Deposito- en Consignatiekas of aan de bankinstelling die de zekerheid heeft gesteld, alsmede aan de erkende instelling.

Afdeling 4. — Verplichtingen van de instelling die erkend is om de terugnameplicht na te komen

Art. 10. Elke instelling erkend voor de terugname van afval moet :

- 1° voldoen aan de voorwaarden die in de erkenning vastliggen;
- 2° voor het geheel van de producenten en invoerders die met haar een overeenkomst hebben gesloten, binnen de opgelegde termijnen voldoen aan de ophaal- en beheersverplichtingen waarin voorzien wordt in de hoofdstukken II tot XII;
- 3° een verzekeringscontract sluiten om de schade te dekken die haar activiteit zou kunnen veroorzaken;
- 4° op niet-discriminerende wijze bij haar contractanten de bijdragen innen die dienen voor de dekking van de kosten inherent aan de gezamenlijke verplichtingen waaraan ze moet voldoen;
- 5° de ophaling van de afvalstoffen die onder de terugnameplicht vallen op homogene wijze organiseren over het hele grondgebied van het Waalse Gewest;
- 6° overeenkomstig artikel 9 een waarborg stellen;
- 7° bereid zijn met elke persoon die onder de terugnameplicht valt waarvoor de erkenning wordt aangevraagd, een overeenkomst te sluiten die conform is met die waarin artikel 6, § 2, 6°, voorziet, eventueel gewijzigd op grond van de opmerkingen van de Dienst of van de Minister;
- 8° jaarlijks haar balansen en resultatenrekeningen van het afgelopen jaar voorleggen aan de Dienst, na voorafgaand onderzoek door een bedrijfsrevisor;
- 9° banen met een maatschappelijk doel bevorderen of binnen sociaalgerichte verenigingen en vennootschappen die het ophalen, sorteren, recycleren en valoriseren van afval tot doel hebben;
- 10° binnen een jaar, met ingang van de datum waarop de erkenning wordt verleend, een preventieplan aan de Dienst voorleggen.

Afdeling 5. — Wijziging van de voorwaarden voor de verlening, opschorting of intrekking van de erkenning

Art. 11. De Minister mag de erkenning opschorten als de in artikel 10 bedoelde voorschriften niet in acht worden genomen of als de voorwaarden bedoeld in de hoofdstukken II tot XII niet zijn vervuld, voorzover de houder in staat is gesteld zijn verweermiddelen te laten gelden en zijn toestand binnen een bepaalde termijn te regulariseren.

Art. 12. De Minister mag elk ogenblik nieuwe verplichtingen opleggen, de erkenning opschorten of intrekken in geval van ernstig gevaar voor de gezondheid van de mens of voor het milieu.

Art. 13. De erkenning kan onmiddellijk en zonder de houder te horen opgeschort of ingetrokken worden op grond van een proces-verbaal tot vaststelling van een overtreding van titel I van het Algemeen reglement voor de arbeidsbescherming, van de wet van 22 juli 1974 op de giftige afval, van het decreet van 25 juli 1991 betreffende de belasting op afvalstoffen in het Waalse Gewest, van Verordening 259/93/EEG van de Raad van 1 februari 1993 met betrekking tot de overbrenging van afvalstoffen bij de invoer in, de uitvoer uit en binnen de Europese Gemeenschap, van het decreet van 27 juni 1996 betreffende de afvalstoffen, van het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning, van de uitvoeringsbesluiten daarvan of van elke andere gelijkaardige wetgeving van een lidstaat van de Europese Unie, of van de erkenningsvoorwaarden, voorzover de houder de mogelijkheid krijgt om zijn verweermiddelen te laten gelden en de toestand binnen een bepaalde termijn te regulariseren, in geval van speciaal gemotiveerde dringende noodzakelijkheid en voorzover het verhoor van de houder nadelige gevolgen zou kunnen hebben voor de openbare veiligheid.

Art. 14. Betrokkene wordt in kennis gesteld van elke beslissing genomen krachtens de artikelen 11, 12 en 13.

Afdeling 6. — Beheersplan voor afval dat onder de terugnameplicht valt

Art. 15. § 1. Het in artikel 4 bedoelde plan voor afvalbeheer bevat de volgende gegevens en verbintenissen :

- 1° identificatie :
 - a) naam, juridische vorm, zetel en handelsregisternummer of soortgelijke registratie en BTW-nummer van de producent of invoerder die onder de terugnameplicht valt;
 - b) woonplaats en adres van de producent of invoerder en, in voorkomend geval, van de maatschappelijke, administratieve en exploitatiezetel;
 - c) telefoon- en faxnummer van de woonplaats of van de zetel waar contact met de producent of de invoerder kan worden opgenomen;
 - d) naam en functie van de ondertekenaar van het beheersplan.
- 2° doel :
 - a) soort afval dat onder het beheersplan valt;
 - b) raming van de hoeveelheid afval dat onder de terugnameplicht valt;
 - c) modaliteiten voor de vrijstelling van de terugnameplicht bedoeld in artikel 3, rekening houdende met de specifieke voorschriften van de hoofdstukken II tot XII die voorzien in een maximale terugname van de afval;
 - d) geldigheidsduur van het beheersplan.

3° de geschreven verbintenis, gedateerd en getekend door de producent of de invoerder of, in voorkomend geval, door een natuurlijke persoon die de vennootschap mag verbinden, waarbij hij bevestigt dat hij de onder het beheersplan vallende afvalstoffen die hem krachtens dit besluit geleverd worden door derden, meer bepaald kleinhandelaars en verdelers, gratis zal overnemen en overeenkomstig de bepalingen van dit besluit zal behandelen;

4° één of meer adressen in het Waalse Gewest waar die afvalstoffen kosteloos kunnen worden geleverd door derden.

§ 2. Het beheersplan voorziet voorzover mogelijk in de nodige maatregelen om het scheppen van banen met een maatschappelijk doel te bevorderen in verenigingen en vennootschappen betrokken bij het ophalen, sorteren, recycleren en valoriseren van afval.

Het beheersplan voorziet ook in een specifiek hoofdstuk met maatregelen voor afvalpreventie, meer bepaald voor de bevordering van afvalhergebruik.

Art. 16. § 1. Het plan voor afvalbeheer wordt bij aangetekend schrijven aan de Dienst gericht of tegen ontvangstbewijs bij de Dienst afgegeven.

§ 2. Binnen tien dagen na ontvangst van het ontwerp van beheersplan stuurt de Dienst een bericht van ontvangst naar de aanvrager.

Binnen dertig dagen na ontvangst van de aanvraag gaat hij na of het dossier de in artikel 15 bedoelde gegevens en stukken bevat.

Als het dossier onvolledig is, wordt de aanvrager binnen de in het tweede lid bedoelde termijn door de Dienst verwittigd en attent gemaakt op de ontbrekende stukken of gegevens die hij moet verstrekken.

Als het dossier volledig is, verklaart de Dienst de aanvraag ontvankelijk en wordt de aanvrager binnen de in het tweede lid bedoelde termijn bij aangetekend schrijven in kennis gesteld van zijn beslissing. De termijn bedoeld in § 5 begint te lopen vanaf die kennisgeving.

§ 3. De Dienst mag elk bijkomend stuk eisen dat het nuttig acht voor de behandeling van de aanvraag.

§ 4. De Dienst maakt een verslag op en stuurt het naar de Minister uiterlijk binnen zestig dagen vóór het verstrijken van de termijn bedoeld in § 5.

§ 5. De Minister beslist over het ontwerp van beheersplan en legt de nodige bijzondere voorwaarden op. De beslissing wordt genomen binnen een termijn van honderd vijftig dagen, te rekenen van de kennisgeving van de ontvankelijkheid van de aanvraag.

Art. 17. De aanvrager wordt bij aangetekend schrijven in kennis gesteld van de beslissing.

Art. 18. Het beheersplan voor afval dat onder de terugnameplicht valt, geldt voor een periode die door de Minister wordt bepaald en niet langer duurt dan vijf jaar.

Afdeling 7. — Milieuovereenkomst

Art. 19. Door de milieuovereenkomst aan te gaan drukken de in artikel 3 bedoelde afvalverantwoordelijken de wens uit om hun terugnameplicht na te komen volgens de modaliteiten die ze het meest geschikt achten gezien de specificiteit van de afvalstoffen.

Art. 20. De milieuovereenkomst streeft dezelfde doelstellingen na als die omschreven in de artikelen betreffende de afval bedoeld in de hoofdstukken II tot XII. De specifieke bepalingen die in die hoofdstukken opgenomen zijn en die betrekking hebben op de organisatie van de terugnameplicht tussen de kleinhandelaar, de verdeler, de producent, de invoerder en de overheid kunnen bij de milieuovereenkomst aangepast worden.

Art. 21. De milieuovereenkomst bevat de nodige bepalingen voor de bevordering van afvalpreventie en, in voorkomend geval, afvalhergebruik.

Art. 22. De milieuovereenkomst wordt gesloten voor de duur die erin bepaald staat en mag niet langer lopen dan vijf jaar.

Art. 23. De in artikel 3 bedoelde verantwoordelijken die de milieuovereenkomst willen opzeggen, moeten de nodige maatregelen treffen om met ingang van de dag na de opzegdatum te voldoen aan de bepalingen van afdeling 2 of 3. Ze moeten de Minister daarvan op de hoogte brengen.

Art. 24. De milieuovereenkomst wordt goedgekeurd door één of meer verenigingen die de producenten, invoerders, verdelers of kleinhandelaars vertegenwoordigen en betrokken zijn bij het op de markt brengen van bedoelde goederen, grondstoffen of producten.

Art. 25. De milieuovereenkomst voorziet in de oprichting van een vereniging zonder winstoogmerk met het oog op haar sturing en coördinatie.

Die vereniging kan belast worden met de volgende opdrachten :

- de Dienst een beheersplan voorleggen zoals omschreven in afdeling 6 en waarin wordt aangegeven in hoeverre de producenten, invoerders, verdelers of kleinhandelaars voldoen aan de terugnameplicht i.v.m. bedoelde afvalstoffen;

- de rapportageplicht t.o.v. de Dienst nakomen en zorgen voor de statistische opvolging van het beheer van bedoelde afvalstoffen;

- samen met het Gewest de erkenningscriteria bepalen die in acht genomen moeten worden door elke bedrijfsexploitant van de sector enerzijds en bij de exploitatie van elke installatie die deelneemt in de valorisatieketen anderzijds;

- samen met het Gewest de frequentie van de audits bepalen die nodig zijn om erkend te worden en om het door de v.z.w. bepaalde logo te mogen gebruiken en behouden;

- één of meer van de door de federale Minister van Economische Zaken erkende organismen kiezen om bovenbedoelde audits gedurende een bepaalde periode voor rekening van de v.z.w. uit te voeren;

- een erkenning verlenen aan de personen of vennootschappen die gemachtigd zijn om de afvalophaling te organiseren;
- een erkenning verlenen aan de centra die gemachtigd zijn om bedoelde afvalstoffen te verwerken en te valoriseren;
- regelmatig informatievergaderingen organiseren voor het grote publiek en de vakmensen uit de sector;
- databanken oprichten om te zorgen voor de monitoring van de keten;
- wat ophaling, recyclage, valorisatie en verwijdering betreft, de resultaten van de leden van de v.z.w. jaarlijks aan de Dienst voorleggen, per soort afval en in ton uitgedrukt;
- technologieën bevorderen met het oog op de optimale valorisatie van de teruggewonnen materialen en bijkomende stoffen;
- de v.z.w. belast met de sturing ziet erop toe dat vertegenwoordigers van de Dienst alle vergaderingen van de raad van bestuur en algemene vergaderingen als uitgenodigde waarnemers bijwonen.

§ 2. De in artikel 3 bedoelde personen die de milieuovereenkomst rechtstreeks sluiten, of via hun federatie of elke andere instantie die hen gezamenlijk vertegenwoordigt om de overeenkomst te bespreken of te tekenen, mogen beslissen hun terugnameplicht over te dragen aan de v.z.w. die voor de sturing en het beheer instaat.

In dat geval moet de v.z.w. alle verplichtingen nakomen die overeenkomstig afdeling 4 op een erkende instelling rusten. Ze wordt geacht erkend te zijn voor de duur van de overeenkomst zodra het Waalse Gewest ze heeft ondertekend.

De erkenning van de v.z.w. kan opgeschort of ingetrokken worden op dezelfde wijze en volgens dezelfde procedure als de erkenning van de instelling bedoeld in afdeling 4 zonder dat de overeenkomst moet worden opgezegd.

Om de overeenkomst te begeleiden kan de milieuovereenkomst voorzien in de oprichting van een comité bestaande uit een meerderheid vertegenwoordigers van de openbare sector. Dat comité treedt op als bemiddelaar bij conflicten die zouden kunnen rijzen tijdens de looptijd van de overeenkomst.

§ 4. De milieuovereenkomst kan voorzien in het stellen van een zekerheid die de inachtneming van de terugnameplicht garandeert.

Art. 26. De milieuovereenkomst houdt in dat de verplichtingen die onder de hoofdstukken II tot XII vallen, nagekomen moeten worden door de contracterende partijen en de leden van de contracterende instellingen die afvalverantwoordelijken vertegenwoordigen tijdens de geldigheidsperiode van de overeenkomst.

HOOFDSTUK II. — *Batterijen en accu's, behalve loodstartbatterijen*

Art. 27. In de zin van dit hoofdstuk wordt verstaan onder :

1° inzamelpercentage : het in percent uitgedrukte relatieve gewicht van de ingezamelde gebruikte vervangingsbatterijen en -accu's, met uitzondering van loodstartbatterijen, ten opzichte van het totaalgewicht van de vervangingsbatterijen en -accu's, met uitzondering van loodstartbatterijen, die tijdens het bedoelde kalenderjaar op de markt zijn gebracht;

2° recyclagepercentage : het in percent uitgedrukte relatieve gewicht van het werkelijk gerecycleerde afval ten opzichte van het totaalgewicht van de ingezamelde batterijen en accu's, met uitzondering van loodstartbatterijen.

Art. 28. De detailhandelaar moet elke gebruikte batterij of accu gratis terugnemen, ook wanneer de consument geen gelijkwaardig product koopt.

De verdeler moet alle in § 1 bedoelde batterijen en accu's op eigen kosten, regelmatig en ter plaatse bij de detailhandelaars terugnemen en bij de producent of invoerder inleveren.

De producent of invoerder moet alle aangenomen batterijen en accu's op eigen kosten en regelmatig bij de verdelers of detailhandelaars inzamelen en in een daartoe vergunde inrichting laten verwerken.

De producent of invoerder moet ook de door gezinnen gebruikte batterijen en accu's, ingezameld door publiekrechtelijke rechtspersonen die voor de inzameling van huisafval instaan, gratis terugnemen en in een daartoe vergunde inrichting laten verwerken of de inzameling en verwerking ervan financieren naar verhouding van de hoeveelheden batterijen die hij op de markt brengt.

Art. 29. In elk van zijn verkooppunten brengt de detailhandelaar op een duidelijk zichtbare plaats een bericht aan waarin onder de aanduiding « VERPLICHTE TERUGNAME VAN GEBRUIKTE BATTERIJEN » wordt aangegeven op welke wijze hij voldoet aan de bepalingen van dit besluit.

Art. 30. De producent of invoerder moet een inzamelpercentage van minstens 75 % halen voor afzonderlijk gebruikte batterijen en accu's die niet deel uitmaken van de één of andere elektrische of elektronische apparatuur.

De producent of invoerder moet ook alle gebruikte batterijen en accu's afkomstig van installaties voor de ontmanteling en zuivering van afval van elektrische of elektronische apparatuur en autowrakken terugnemen, behalve loodstartbatterijen.

Art. 31. Gebruikte batterijen of accu's mogen niet verwijderd worden zonder voorafgaandelijke behandeling met het oog op de gehele of gedeeltelijke recyclage ervan.

Art. 32. De behandeling van de batterijen en accu's moet resulteren in een recyclagepercentage van minstens 65 %.

Vóór elke andere recyclage van kwikoxydebatterijen moet het kwik van de andere bestanddelen gescheiden worden.

Voor zinkcarbonaatbatterijen en alkali-batterijen worden de zink- en mangaanhoudende fracties van de batterijen gerecycleerd in de vorm van oxyden, zouten of hydroxiden.

Papier-, karton- en kunststofafval dat niet gerecycleerd kan worden omdat het besmet is, wordt energetisch gevaloriseerd.

Anorganisch afval dat na behandeling niet recycleerbaar is, wordt gestabiliseerd vooraleer het in een centrum voor technische ondergraving wordt gestort.

Art. 33. § 1. De producent of invoerder verstrekt de Dienst jaarlijks uiterlijk 31 maart en voor het eerst uiterlijk 31 maart 2003 de volgende gegevens over het voorgaande kalenderjaar :

1° de in kilogram uitgedrukte totale hoeveelheid accu's en batterijen gebruikt in het Waalse Gewest, behalve loodstartbatterijen, opgedeeld als volgt :

- kwikoxydebatterijen;
- alkali- en zoutbatterijen;
- andere batterijen;
- nikkel-cadmiumaccu's;
- andere accu's;

2° de in kilogram uitgedrukte totale hoeveelheid gebruikte batterijen en accu's ingezameld in het kader van de terugnameplicht, opgedeeld zoals sub 1°;

3° de inrichting(en) waar de batterijen en accu's worden verwerkt, alsmede de afval na verwerking en de verwerkingswijze;

4° de in kilogram uitgedrukte hoeveelheid gerecycleerd afval, aangetoond aan de hand van een bewijsstuk van de inrichting bedoeld in 3°;

5° een raming van de in kilogram uitgedrukte totale hoeveelheid batterijen en accu's gebruikt tijdens het lopende jaar in het Waalse Gewest, met uitzondering van loodstartbatterijen.

§ 2. De statistieken betreffende § 1, 1°, worden voor echt verklaard door een bedrijfsrevisor of een accountant.

§ 3. De jaarlijkse verklaring bedoeld in § 1 wordt ingediend volgens de voorschriften van de Dienst.

Art. 34. De Dienst mag de detailhandelaar, verdeler, producent of invoerder verzoeken om elk gegeven dat hij nuttig acht voor de evaluatie van de doelstellingen bepaald overeenkomstig dit hoofdstuk.

HOOFDSTUK III. — *Versleten banden*

Art. 35. In de zin van dit hoofdstuk wordt verstaan onder :

1° inzamelpercentage : het in percent uitgedrukte relatieve gewicht van de ingezamelde versleten banden ten opzichte van het totaalgewicht van de tijdens het bedoelde kalenderjaar gebruikte banden;

2° recyclagepercentage : het in percent uitgedrukte relatieve gewicht van de werkelijk gerecycleerde versleten banden ten opzichte van het totaalgewicht van de ingezamelde banden.

Art. 36. De detailhandelaar moet elke versleten band gratis terugnemen bij de aankoop van een band van hetzelfde type.

Particulieren die zich willen ontdoen van een beperkt aantal versleten banden, behalve die bedoeld in het eerste lid, mogen ze inleveren bij door publiekrechtelijke rechtspersonen aangeduide containerparken, onder de voorwaarden en met inachtneming van de beperkingen opgelegd door diezelfde rechtspersonen.

De verdeler moet alle in § 1 bedoelde banden op eigen kosten, regelmatig en ter plaaste terugnemen bij de detailhandelaars en inleveren bij de producent of invoerder.

De producent of invoerder moet alle aangenomen versleten banden op eigen kosten en regelmatig inzamelen bij de verdelers of detailhandelaars en laten verwerken in een daartoe gemachigde inrichting.

De producent of invoerder moet ook de versleten banden afkomstig van gezinnen en ingezameld door publiekrechtelijke rechtspersonen die instaan voor de inzameling van huisafval, gratis terugnemen en laten verwerken in een daartoe vergunde inrichting of de inzameling en verwerking ervan financieren naar verhouding van de hoeveelheden banden die hij op de markt brengt.

Art. 37. In elk van zijn verkooppunten brengt de detailhandelaar op een duidelijk zichtbare plaats een bericht aan waarin onder de aanduiding « VERPLICHTE TERUGNAME VAN VERSLETEN BANDEN » wordt aangegeven op welke wijze hij voldoet aan de bepalingen van dit besluit.

Art. 38. De producent of invoerder moet een inzamelpercentage van ongeveer 100 % halen.

Art. 39. De ingezamelde versleten banden worden gesorteerd en het loopvlak ervan wordt vernieuwd voorzover de loopvlakvernieuwing technisch uitvoerbaar is; 25 % van de ingezamelde banden komt in aanmerking voor een loopvlakvernieuwing.

De banden waarvan het loopvlak niet vernieuwbaar is, worden bij voorkeur voor de recyclageketens bestemd. Op 1 januari 2005 moet een recyclagepercentage van 25 % gehaald worden. Het saldo wordt energetisch gevaloriseerd.

Art. 40. § 1. De producent of invoerder verstrekt de Dienst jaarlijks uiterlijk 31 maart en voor het eerst uiterlijk 31 maart 2003 de volgende gegevens over het voorgaande kalenderjaar :

- 1° de in kilogram uitgedrukte totale hoeveelheid banden die op de markt is gebracht in het Waalse Gewest;
- 2° de in kilogram uitgedrukte totale hoeveelheid versleten banden ingezameld in het kader van de terugnameplicht;
- 3° de inrichting(en) waar de versleten banden worden verwerkt en de verwerkingswijze;
- 4° de in kilogram uitgedrukte hoeveelheid banden met een nieuw loopvlak, die gerecycleerd en energetisch gevaloriseerd zijn, aangetoond aan de hand van bewijsstukken van de inrichtingen bedoeld in 3°;
- 5° een raming van de in kilogram uitgedrukte totale hoeveelheid banden die tijdens het lopende jaar op de markt zijn gebracht in het Waalse Gewest.

§ 2. De statistieken betreffende § 1, 1°, worden voor echt verklaard door een bedrijfsrevisor of een accountant.

§ 3. De jaarlijkse verklaring bedoeld in § 1 wordt ingediend volgens de voorschriften van de Dienst.

Art. 41. De Dienst mag de detailhandelaar, verdeler, producent of invoerder verzoeken om elk gegeven dat hij nuttig acht voor de evaluatie van de doelstellingen bepaald overeenkomstig dit hoofdstuk.

HOOFDSTUK IV. — *Papierafval*

Art. 42. In de zin van dit hoofdstuk wordt verstaan onder :

- 1° uitgever : natuurlijke of rechtspersoon die een publicatie laat drukken en daardoor verantwoordelijk is voor de keuze, de vormgeving en de inhoud ervan;
- 2° producent : uitgever die dagbladen, weekbladen, maandbladen, tijdschriften, periodieken, gratis informatiebladen, reclamedrukwerk, telefoongidsen, faxgidsen op de markt brengt in het Waalse Gewest.
- 3° invoerder : natuurlijke of rechtspersoon die voor rekening van een uitgever die niet in het Waalse Gewest is gevestigd, dagbladen, weekbladen, maandbladen, tijdschriften, periodieken, gratis informatiebladen, reclamedrukwerken, telefoongidsen, faxgidsen op de markt brengt in het Waalse Gewest;
- 4° recyclagepercentage : het in percent uitgedrukte relatieve gewicht van in het Waalse Gewest ingezameld en werkelijk gerecycleerd papierafval ten opzichte van de totale hoeveelheid papier die er op de markt wordt gebracht.

Art. 43. De bepalingen van dit hoofdstuk zijn niet van toepassing op papierafval afkomstig van het gebruik of verbruik van :

- 1° publicaties zonder reclame, reclameadvertentie of reclametekst;
- 2° publicaties die jaarlijks goed zijn voor minstens 3 ton papier in het Waalse Gewest.

Art. 44. Elke papierproducent of -invoerder financiert de maandelijkse ophaling van papierafval bij gezinnen en scholen volgens de modaliteiten die de Minister van Leefmilieu bepaalt. De ophaling, georganiseerd door publiekrechtelijke rechtspersonen die instaan voor de inzameling van huisafval, wordt gefinancierd naar rata van de niet gedekte kosten voor het beheer van gebruikt verpakkingspapier of gebruikte telefoon- en faxgidsen. Al het ingezameld papierafval wordt gerecycleerd, behalve het sorteerafval, dat energetisch gevaloriseerd wordt.

Art. 45. Elke erkende producent of invoerder van telefoon- of faxgidsen moet :

- ofwel de gebruikte gidsen systematisch terugnemen bij de verdeling van de nieuwe gidsen;
- ofwel zorgen voor de jaarlijkse financiering van de publiekrechtelijke rechtspersonen die instaan voor de inzameling van huisafval en gebruikte gidsen die samen met ander papierafval aan huis worden opgehaald. De financiering wordt verricht naar rata van de in ton uitgedrukte totale hoeveelheid gidsen verdeeld tijdens het referentiejaar ten opzichte van de in ton uitgedrukte hoeveelheid papierafval opgehaald door de publiekrechtelijke rechtspersoon die voor de inzameling van huisafval instaat.

Alle ingezamelde gebruikte gidsen worden recycleerd, behalve het sorteerafval, dat energetisch gevaloriseerd wordt.

Art. 46. De volgende recyclagepercentages moeten gehaald worden :

- 55 % vanaf de inwerkingtreding van dit besluit;
- 85 % vanaf 2003.

Art. 47. § 1. De producent of invoerder verstrekt de Dienst jaarlijks uiterlijk 31 maart en voor het eerst uiterlijk 31 maart 2003 de volgende gegevens over het voorgaande kalenderjaar :

- 1° de globale hoeveelheid en het totaalgewicht van de publicaties op de markt gebracht in het Waalse Gewest;
- 2° de globale hoeveelheid en het totaalgewicht van het papierafval dat tijdens het vorige jaar is ingezameld in het kader van de terugnameplicht;
- 3° de inrichting(en) waar afval en sorteerafval worden verwerkt, alsmede de verwerkingswijze;
- 4° het gewicht van het werkelijk gerecycleerde papierafval, aangetoond aan de hand van bewijsstukken van de inrichtingen bedoeld in 3°;
- 5° een raming van het gewicht van de publicaties die tijdens het lopende jaar op de markt worden gebracht in het Waalse Gewest.

§ 2. De statistieken betreffende § 1, 1°, worden voor echt verklaard door een bedrijfsrevisor of een accountant.

§ 3. De jaarlijkse verklaring bedoeld in § 1 wordt ingediend volgens de voorschriften van de Dienst.

Art. 48. De Dienst mag de producent of invoerder verzoeken om elk gegeven dat hij nuttig acht voor de evaluatie van de doelstellingen bepaald overeenkomstig dit hoofdstuk.

HOOFDSTUK V. — *Afgewerkte oliën die niet voor voeding worden gebruikt*

Art. 49. In de zin van dit hoofdstuk wordt verstaan onder :

1° regeneratie : regeneratie zoals bedoeld in artikel 1, 8°, van het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 9 april 1992 betreffende afgewerkte oliën;

2° garagisten : garagisten zoals bedoeld in artikel 1, 11°, van het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 9 april 1992 betreffende afgewerkte oliën.

Art. 50. § 1. Containerparken zijn verplicht alle afgewerkte oliën van particulieren gratis aan te nemen.

Na onderhoud van verbrandingsmotoren beheren garagisten hun afgewerkte oliën om de producent en invoerder in staat te stellen de terugnameplicht na te komen.

§ 2. De producent of invoerder moet de afgewerkte oliën van gezinnen, ingezameld door publiekrechtelijke rechtspersonen die instaan voor de inzameling van huisafval, gratis terugnemen en laten verwerken in een daartoe vergunde inrichting of de inzameling en verwerking ervan financieren naar verhouding van de hoeveelheden oliën die hij op de markt brengt.

§ 3. De producent of invoerder moet ook alle afgewerkte oliën afkomstig van het door garagisten verrichte onderhoud van verbrandingsmotoren op eigen kosten en regelmatig terugnemen of laten terugnemen.

De producent of invoerder moet alle krachtens deze paragraaf ingezamelde afgewerkte oliën op eigen kosten laten verwerken in een daartoe vergunde inrichting.

Art. 51. In afwijking van artikel 50, § 3, kan een verwerkingsbijdrage van de houder verlangd worden als de afgewerkte oliën gemengd zijn met oplosmiddelen, schoonmaakmiddelen, detergenten, antivriesmiddelen, PCB/PCT's, andere brandstoffen of materies. De bijdrage blijft beperkt tot de meerkosten van het beheer.

Art. 52. De garagist brengt op een duidelijk zichtbare plaats in elk van zijn verkooppunten een bericht aan waarin onder de aanduiding « VERPLICHTE TERUGNAME VAN AFGEWERKTE OLIËN » wordt aangegeven op welke wijze hij voldoet aan de bepalingen van dit besluit.

Art. 53. De afgewerkte oliën worden gevaloriseerd :

- door regeneratie of andere technieken voor hergebruik (brandstoffen na fysisch-chemische behandeling);
- door energetische valorisatie in een daartoe vergunde inrichting. Het valorisatiepercentage moet 60 % bedragen vanaf 1 januari 2003.

Art. 54. § 1. De producent of invoerder verstrekt de Dienst jaarlijks uiterlijk 31 maart en voor het eerst uiterlijk 31 maart 2003 de volgende gegevens over het voorgaande kalenderjaar :

- 1° de in kilogram uitgedrukte totale hoeveelheid afgewerkte oliën op de markt gebracht in het Waalse Gewest;
- 2° de in kilogram uitgedrukte totale hoeveelheid afgewerkte oliën ingezameld in het kader van de terugnameplicht;
- 3° de inrichting(en) waar de afgewerkte oliën worden verwerkt en de verwerkingwijze;
- 4° de in kilogram uitgedrukte hoeveelheid gevaloriseerde afgewerkte oliën, aangetoond aan de hand van bewijsstukken van de inrichtingen bedoeld in 3°;
- 5° een raming van de in kilogram uitgedrukte totale hoeveelheid afgewerkte oliën die tijdens het lopende jaar op de markt is gebracht in het Waalse Gewest.

§ 2. De statistieken betreffende § 1, 1°, worden voor echt verklaard door een bedrijfsrevisor of een accountant.

§ 3. De jaarlijkse verklaring bedoeld in § 1 wordt ingediend volgens de voorschriften van de Dienst.

Art. 55. De Dienst mag de garagist, verdeler, producent of invoerder verzoeken om elk gegeven dat hij nuttig acht voor de evaluatie van de doelstellingen bepaald overeenkomstig dit hoofdstuk.

HOOFDSTUK VI. — *Loodstartbatterijen*

Art. 56. In de zin van dit hoofdstuk wordt verstaan onder :

1° garagist : garagist zoals bedoeld in artikel 1, 11°, van het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 9 april 1992 betreffende afgewerkte oliën;

2° inzamelpercentage : het in percent uitgedrukte relatieve gewicht van de ingezamelde gebruikte loodstartbatterijen ten opzichte van het totaalgewicht van de loodstartbatterijen die tijdens het bedoelde kalenderjaar op de markt worden gebracht;

3° recyclagepercentage : het in percent uitgedrukte relatieve gewicht van het werkelijk gerecycleerd afval ten opzichte van het totaalgewicht van de ingezamelde loodstartbatterijen;

4° valorisatiepercentage : het in percent uitgedrukte relatieve gewicht van het werkelijk gevaloriseerde afval ten opzichte van het in percent uitgedrukte totaalgewicht van de ingezamelde loodstartbatterijen.

Art. 57. De garagist moet al de door particulieren ingeleverde loodaccumulatoren gratis terugnemen.

De detailhandelaar moet al de door consumenten ingeleverde loodaccumulatoren gratis terugnemen.

De verdeler moet alle overeenkomstig § 1 in ontvangst genomen loodstartbatterijen en alle gebruikte loodstartbatterijen afkomstig van het onderhoud van voertuigen op eigen kosten, regelmatig en ter plaaste terugnemen bij de garagisten en detailhandelaars en bij de producent of invoerder inleveren.

De producent of invoerder moet alle aangenomen loodstartbatterijen op eigen kosten en regelmatig inzamelen bij de verdelers of garagisten of detailhandelaars en ze laten verwerken in een daartoe vergunde inrichting.

De producent of invoerder moet ook de loodstartbatterijen van gezinnen, ingezameld door publiekrechtelijke rechtspersonen die instaan voor de inzameling van huisafval, gratis terugnemen en in een daartoe vergunde inrichting laten verwerken of de inzameling en de verwerking ervan financieren naar verhouding van de hoeveelheden batterijen die hij op de markt brengt.

Art. 58. Het zuur van loodstartbatterijen mag slechts in een vergunde verwerkingsinstallatie verwijderd worden.

Art. 59. De garagist brengt op een duidelijk zichtbare plaats in elk van zijn verkooppunten een bericht aan waarin onder de aanduiding « VERPLICHTE TERUGNAME VAN GEBRUIKTE LOODSTARTBATTERIJEN » wordt aangegeven op welke wijze hij voldoet aan de bepalingen van dit besluit.

Art. 60. De producent of invoerder haalt een inzamelpercentage van 90 % vanaf 2002 en van 95 % vanaf 2005.

Art. 61. De behandeling van gebruikte loodstartbatterijen resulteert in een recyclagepercentage van minstens 95 % voor lood en in een valorisatiepercentage van 100 % voor kunststofafval, alsmede in een recyclagepercentage van 30 % vanaf 1 januari 2003.

De elektrolyten worden gevaloriseerd of geneutraliseerd.

Art. 62. § 1. De producent of invoerder verstrekt de Dienst jaarlijks uiterlijk 31 maart en voor het eerst uiterlijk 31 maart 2003 de volgende gegevens over het voorgaande kalenderjaar :

1° de in kilogram uitgedrukte totale hoeveelheid loodstartbatterijen op de markt gebracht in het Waalse Gewest;

2° de in kilogram uitgedrukte totale hoeveelheid gebruikte loodstartbatterijen en accu's die is ingezameld;

3° de inrichting(en) waar loodstartbatterijen worden verwerkt, de afval na verwerking en de verwerkingswijze;

4° de in kilogram uitgedrukte hoeveelheid gerecycleerd afval, aangetoond aan de hand van bewijsstukken van de inrichtingen bedoeld in 3°;

5° een raming van de in kilogram uitgedrukte totale hoeveelheid loodstartbatterijen die tijdens het lopende jaar op de markt worden gebracht in het Waalse Gewest.

§ 2. De statistieken betreffende § 1, 1°, worden voor echt verklaard door een bedrijfsrevisor of een accountant.

§ 3. De jaarlijkse verklaring bedoeld in § 1 wordt ingediend volgens de voorschriften van de Dienst.

Art. 63. De Dienst mag de verdeler, producent of invoerder verzoeken om elk gegeven dat hij nuttig acht voor de evaluatie van de doelstellingen bepaald overeenkomstig dit hoofdstuk.

HOOFDSTUK VII. — *Afval van elektrische of elektronische toestellen*

Art. 64. In de zin van dit hoofdstuk wordt verstaan onder :

1° gevaarlijke componenten : elke component bevattende één of meer gevaarlijke stoffen luidens Richtlijn 67/548/EEG of stoffen die gevaarlijke afval zouden kunnen worden in de zin van artikel 3 van het besluit van de Waalse Regering van 10 juli 1997 tot vaststelling van een afvalcatalogus, of elk bestanddeel bevattende één of meer stoffen bedoeld in het Protocol van Montreal of HFC's, PFC's, SF6;

2° hergebruik : elke handeling waarna elektrische of elektronische toestellen of de componenten ervan overeenkomstig hun oorspronkelijke bestemming kunnen worden gebruikt;

3° hergebruiks- of recyclagepercentage : het relatieve gewicht van de componenten van een bepaald materiaal in het hergebruikte of gerecycleerde afval ten opzichte van het totaalgewicht van dat materiaal in het ingezamelde afval van elektrische of elektronische apparatuur, uitgedrukt in percent.

Art. 65. § 1. De detailhandelaar moet al het door de consument ingeleverde afval van elektrische of elektronische toestellen gratis terugnemen, voorzover dat afval gelijk staat met een toestel dat dezelfde functies heeft als het door de consument gekochte toestel.

De verdeler moet alle overeenkomstig § 1 in ontvangst genomen afval van elektrische of elektronische toestellen op eigen kosten, regelmatig en ter plaaste terugnemen bij de detailhandelaars en inleveren bij de producent of invoerder.

De producent of invoerder moet al het aangenomen afval van elektrische of elektronische toestellen op eigen kosten en regelmatig inzamelen bij de verdelers of detailhandelaars en laten verwerken in een daartoe vergunde inrichting. De producent of invoerder zorgt voor optimale vervoers- en opslagvoorwaarden om hergebruik mogelijk te maken.

De producent of invoerder moet het afval van elektrische of elektronische toestellen van gezinnen, ingezameld door publiekrechtelijke rechtspersonen die instaan voor de inzameling van huisafval, op eigen kosten terugnemen.

§ 2. Het afval van elektrische of elektronische apparatuur waarvan de producent of invoerder niet geïdentificeerd kan worden, wordt beheerd door de gezamenlijke producenten of invoerders naar rata van de hoeveelheden die ze op de markt hebben gebracht.

Art. 66. De detailhandelaar brengt op een duidelijk zichtbare plaats in elk van zijn verkooppunten een bericht aan waarin onder de aanduiding « VERPLICHTE TERUGNAME VAN AFVAL VAN ELEKTRISCHE EN ELEKTRONISCHE TOESTELLEN » wordt aangegeven op welke wijze hij voldoet aan de bepalingen van dit besluit.

Art. 67. § 1. Het afval van elektrische of elektronische toestellen wordt gesorteerd en gedemonteerd als volgt :

- herbruikbare toestellen en stukken;
- stukken en gevaarlijke stoffen, zoals PCB-houdende condensatoren, kwikschakelaars, batterijen, kathodestraalbuizen, de stoffen bedoeld in het protocol van Montreal, HFC's, PFC's, SF6 en eventueel andere componenten bevattende gevaarlijke stoffen :
- stukken en materialen die voor recyclage bestemd zijn;
- niet-herbruikbare en niet-recycleerbare stukken en materialen.

§ 2. De verwerking van het afval van elektrische en elektronische toestellen moet resulteren in de volgende hergebruiks- en recyclagepercentages (gecumuleerd) :

- voor ferrometalen : 95 %;
- voor non-ferrometalen : 95 %;
- voor kunststoffen : 20 %.

Voor elektrische en elektronische toestellen van het type « groot witgoed » moet een hergebruiks- en recyclagepercentage van 90 % gehaald worden. Voor de overige toestellen moet 70 % gehaald worden.

§ 3. Het niet recycleerbare kunststofafval wordt energetisch gevaloriseerd.

§ 4. De batterijen en accu's worden overeenkomstig hoofdstuk II gevaloriseerd.

Art. 68. § 1. De producent of invoerder verstrekt de Dienst jaarlijks uiterlijk 31 maart en voor het eerst uiterlijk 31 maart 2003 de volgende gegevens over het voorgaande kalenderjaar :

1° de in kilogram uitgedrukte totale hoeveelheid elektrische en elektronische toestellen op de markt gebracht in het Waalse Gewest;

2° de in kilogram uitgedrukte totale hoeveelheid afval van elektrische en elektronische toestellen ingezameld in het kader van de terugnameplicht;

3° de inrichting(en) waar afval van elektrische en elektronische toestellen en sorteerafval wordt verwerkt, het afval van de verwerking en de verwerkingswijze;

4° de in kilogram uitgedrukte hoeveelheid afval van gerecycleerde elektrische of elektronische toestellen, globaal en per soort materiaal beschouwd, en de in kilogram uitgedrukte hoeveelheid hergebruikt afval van elektrische of elektronische toestellen, aangetoond aan de hand van bewijsstukken van de inrichtingen bedoeld in 3°;

5° de preventiemaatregelen getroffen :

- om de recycleerbaarheid van de op de markt gebrachte producten te verhogen;
- om minder gebruik te maken van materialen die gevaarlijke stoffen bevatten;
- om productietechnieken aan te wenden die zo weinig mogelijk schade toebrengen aan het milieu;
- om aan te zetten tot energiebesparingen, zowel bij de productie als bij het gebruik van de toestellen;

6° per soort materiaal, een raming van de totale hoeveelheid elektrische en elektronische toestellen die tijdens het lopende jaar op de markt worden gebracht in het Waalse Gewest, in kilogram uitgedrukt.

§ 2. De statistieken betreffende § 1, 1° worden voor echt verklaard door een bedrijfsrevisor of een accountant.

§ 3. De jaarlijkse verklaring bedoeld in § 1 wordt ingediend volgens de voorschriften van de Dienst.

Art. 69. De Dienst mag de verdeler, producent of invoerder verzoeken om elk gegeven dat hij nuttig acht voor de evaluatie van de doelstellingen bepaald overeenkomstig dit hoofdstuk.

HOOFDSTUK III. — *Verlopen geneesmiddelen*

Art. 70. De detailhandelaar moet alle door de consument ingeleverde verlopen geneesmiddelen gratis terugnemen.

De verdeler moet alle overeenkomstig § 1 in ontvangst genomen verlopen geneesmiddelen op eigen kosten, regelmatig en ter plaaste terugnemen bij de detailhandelaars en inleveren bij de producent of invoerder.

De producent of invoerder moet alle aangenomen verlopen geneesmiddelen op eigen kosten en regelmatig bij de verdelers of detailhandelaars inzamelen en in een daartoe vergunde inrichting laten verwerken.

Art. 71. De detailhandelaar brengt op een duidelijk zichtbare plaats in elk van zijn verkooppunten een bericht aan waarin onder de aanduiding « VERPLICHTE TERUGNAME VAN VERLOPEN GENEESMIDDELEN » wordt aangegeven op welke wijze hij voldoet aan de bepalingen van dit besluit.

Art. 72. Verlopen geneesmiddelen worden verbrand.

Art. 73. § 1. De producent of invoerder verstrekt de Dienst jaarlijks uiterlijk 31 maart en voor het eerst uiterlijk 31 maart 2003 de volgende gegevens over het voorgaande kalenderjaar :

1° de in kilogram uitgedrukte totale hoeveelheid verlopen geneesmiddelen ingezameld in het kader van de terugnameplicht;

2° de inrichting(en) waar de verlopen geneesmiddelen worden verwerkt;

3° de in kilogram uitgedrukte hoeveelheid verbrand afval, aangetoond aan de hand van bewijsstukken van de inrichtingen bedoeld in 2°.

§ 2. De jaarlijkse verklaring bedoeld in § 1 wordt ingediend volgens de voorschriften van de Dienst.

Art. 74. De Dienst mag de detailhandelaar, verdeler, producent of invoerder verzoeken om elk gegeven dat hij nuttig acht voor de evaluatie van de doelstellingen bepaald overeenkomstig dit hoofdstuk.

HOOFDSTUK IX. — *Kunststoffen uit de landbouw*

Art. 75. In de zin van dit hoofdstuk wordt verstaan onder :

1° recyclagepercentage : het in percent uitgedrukte relatieve gewicht van werkelijk gerecycleerd kunststofafval uit de landbouw ten opzichte van het in percent uitgedrukte totaalgewicht van het ingezamelde kunststofafval uit de landbouw.

Art. 76. De detailhandelaar moet al het door de consument ingeleverde kunststofafval uit de landbouw gratis terugnemen, ook wanneer de consument geen gelijkwaardige producten koopt.

De verdeler moet alle overeenkomstig § 1 in ontvangst genomen kunststoffen uit de landbouw op eigen kosten, regelmatig en ter plaaste bij de detailhandelaars terugnemen en bij de producent of invoerder inleveren.

De producent of invoerder moet alle overeenkomstig § 1 in ontvangst genomen kunststoffen uit de landbouw op eigen kosten en regelmatig inzamelen bij de verdelers of de detailhandelaars en laten verwerken in een daartoe vergunde inrichting.

De producent of invoerder is ook verplicht :

- ofwel het door publiekrechtelijke rechtspersonen ingezamelde kunststofafval uit de landbouw gratis terug te nemen en in een daartoe vergunde inrichting te laten verwerken;

- ofwel de inzameling en de verwerking van het door publiekrechtelijke rechtspersonen ingezamelde afval uit de landbouw te financieren naar verhouding van de hoeveelheden kunststoffen uit de landbouw die hij op de markt brengt.

Art. 77. De detailhandelaar brengt op een duidelijk zichtbare plaats in elk van zijn verkooppunten een bericht aan waarin onder de aanduiding « VERPLICHTE TERUGNAME VAN KUNSTSTOFFEN UIT DE LANDBOUW » wordt aangegeven op welke wijze hij voldoet aan de bepalingen van dit besluit.

Art. 78. § 1. De behandeling van kunststoffen uit de landbouw moet resulteren in een recyclagepercentage van minstens 20 % vanaf 2003 en 50 % vanaf 2005.

§ 2. Niet-gerecycleerde kunststoffen uit de landbouw worden energetisch gevaloriseerd.

Art. 79. § 1. De producent of invoerder verstrekt de Dienst jaarlijks uiterlijk 31 maart en voor het eerst uiterlijk 31 maart 2003 de volgende gegevens over het voorgaande kalenderjaar :

1° de in kilogram uitgedrukte totale hoeveelheid kunststofafval uit de landbouw ingezameld in het kader van de terugnameplicht;

2° de inrichting(en) waar kunststofafval uit de landbouw is verwerkt en de verwerkingswijze;

3° de in kilogram uitgedrukte hoeveelheid gerecycleerd kunststofafval uit de landbouw en de hoeveelheid energetisch gevaloriseerd kunststofafval uit de landbouw, aangetoond aan de hand van bewijsstukken van de inrichtingen bedoeld in 2°.

§ 2. De jaarlijkse verklaring bedoeld in § 1 wordt ingediend volgens de voorschriften van de Dienst.

Art. 80. De Dienst mag de detailhandelaar, verdeler, producent of invoerder verzoeken om elk gegeven dat hij nuttig acht voor de evaluatie van de doelstellingen bepaald overeenkomstig dit hoofdstuk.

HOOFDSTUK X. — *Autowrakken*

Art. 81. In de zin van dit hoofdstuk wordt verstaan onder :

1° gevaarlijke component : elke component bevattende één of meer gevaarlijke stoffen luidens Richtlijn 67/548/EEG of stoffen die gevaarlijk afval zouden kunnen worden in de zin van artikel 3 van het besluit van de Waalse Regering van 10 juli 1997 tot vaststelling van een afvalcatalogus, of elk bestanddeel bevattende één of meer stoffen bedoeld in het Protocol van Montreal of HFC's, PFC's, SF₆;

2° hergebruik : elke handeling waarna de componenten van autowrakken gebruikt kunnen worden overeenkomstig hun oorspronkelijke bestemming;

3° hergebruiks- en recyclagepercentage : het in percent uitgedrukte relatieve gewicht van de componenten van hergebruikte of gerecycleerde autowrakken ten opzichte van het totaalgewicht van de ingezamelde autowrakken;

4° hergebruiks- en valorisatiepercentage : het in percent uitgedrukte relatieve gewicht van de hergebruikte en gevaloriseerde componenten van autowrakken ten opzichte van het totaalgewicht van de ingezamelde autowrakken.

Art. 82. § 1. De detailhandelaar moet elk autowrak dat de consument bij de aankoop van een vervangvoertuig inlevert, gratis terugnemen. De detailhandelaar geeft een bewijsstuk af waarbij bevestigd wordt dat hij het ingeleverde autowrak in ontvangst heeft genomen.

De verdeler moet alle overeenkomstig § 1 in ontvangst genomen autowrakken op eigen kosten, regelmatig en ter plaaste terugnemen bij de detailhandelaars en bij de producent of invoerder inleveren.

De producent of invoerder moet alle aangenomen autowrakken op eigen kosten en regelmatig inzamelen bij de verdelers of detailhandelaars en in een daartoe vergunde inrichting laten verwerken binnen zes maanden na de terugname ervan overeenkomstig het eerste lid.

§ 2. Vanaf 1 juli 2002 moet de producent of invoerder elk autowrak dat als nieuw voertuig na 30 juni 2002 op de markt is gebracht en dat ingeleverd wordt zonder aankoop van een vervangingsvoertuig, op eigen kosten terugnemen en binnen zes maanden na de terugname ervan laten verwerken in een daartoe vergunde inrichting.

§ 3. Vanaf 1 januari 2006 moet de producent of invoerder elk ingeleverd autowrak van een door hem geproduceerd of op de markt gebracht merk op eigen kosten terugnemen, ook wanneer de consument geen vervangvoertuig koopt, en binnen zes maanden na de terugname in een daartoe vergunde inrichting laten verwerken, voorzover hij vóór 1 januari 2004 een plan voor het progressieve beheer van autowrakken indient dat vóór 1 juli 2004 door de Minister wordt goedgekeurd.

Als die termijnen niet in acht worden genomen, moet de producent of invoerder zich vanaf 1 juli 2004 houden aan terugnameplicht bedoeld in het vorige lid.

§ 4. De economische operatoren bedoeld in artikel 2 van Richtlijn 2000/53/EG betreffende autowrakken leggen binnen twee jaar na de inwerkingtreding van dit besluit een beheersplan aan de Minister voor wat betreft de gebruikte onderdelen die als afval worden beschouwd en uit auto's worden verwijderd wanneer deze hersteld worden met inachtneming van artikel 5.1. van bovenbedoelde Richtlijn.

Art. 83. De detailhandelaar brengt op een duidelijk zichtbare plaats in elk van zijn verkooppunten een bericht aan waarin onder de aanduiding « VERPLICHTE TERUGNAME VAN AUTOWRAKKEN » wordt aangegeven op welke wijze hij voldoet aan de bepalingen van dit besluit.

Art. 84. De terugname van een autowrak zoals bedoeld in artikel 82, §§ 1 en 4, is gratis voor de houder en/of de eigenaar van het voertuig voorzover de volgende voorwaarden (cumulatief) worden vervuld :

1° het autowrak bevat alle onderdelen die nodig zijn voor de werking van een voertuig;

2° het autowrak bevat geen afval dat hem niet eigen is;

3° het autowrak is sedert minstens zes maanden in België ingeschreven door de laatste eigenaar;

4° het autowrak gaat vergezeld van het inschrijvingsattest, het gelijkvormigheidsattest, de identificatieplaat en, desgevallend, het laatste attest van de technische controle;

5° het autowrak wordt ingeleverd op de plaatsen aangeduid door de detailhandelaar, producent of invoerder. Er zijn voldoende inleveringspunten en ze zijn gelijkmatig verspreid over het Waalse Gewest. Indien de voorwaarden sub 1, 2, 4 of 5 niet vervuld zijn, worden de opgeëiste verwijderingskosten berekend naar evenredigheid van het gebrek.

Art. 85. Het is verboden autowrakken of gedeelten ervan te verwijderen zonder voorafgaande behandeling met het oog op de ontsmetting en gehele of gedeeltelijke valorisatie ervan.

Art. 86. § 1. De autowrakken worden zodanig ontmanteld dat de gevaarlijke componenten alsmede alle vloeistoffen worden verwijderd, geïsoleerd en selectief verwerkt.

§ 2. De ontsmette autowrakken worden zodanig ontmanteld dat de herbruikbare componenten, ook de wisselstukken, worden verwijderd en selectief verwerkt.

De volgende elementen worden op selectieve wijze verwijderd : katalysatoren, metallische onderdelen bevattende koper, aluminium en magnesium indien die metalen niet afgescheiden worden tijdens het vermalen, banden, glas, omvangrijke plastic onderdelen zoals schokdempers, instrumentenborden, recipiënten voor vloeistoffen, zetelschuim, batterijen en accu's indien die materialen niet bij het vermalen worden afgescheiden om als materialen te worden gerecycleerd.

De batterijen en accu's worden overeenkomstig hoofdstuk II verwerkt.

De banden worden overeenkomstig hoofdstuk III verwerkt.

De afgewerkte oliën worden overeenkomstig hoofdstuk V verwerkt.

§ 3. Bij de opslaghandelingen wordt ervoor gezorgd dat geen schade wordt toegebracht aan de onderdelen die vloeistoffen bevatten, de valoriseerbare onderdelen en de wisselstukken.

§ 4. Na de ontsmetting en ontmanteling wordt het afval vermalen met het oog op de recyclage, valorisatie of verwijdering van de materialen.

§ 5. Uiterlijk 1 januari 2006 moet de verwerking van de autowrakken resulteren in de volgende percentages :

- 85 % voor hergebruik en valorisatie;

- 80 % voor hergebruik en recyclage.

§ 6. Uiterlijk 1 januari 2015 moeten 95 % van de autowrakken hergebruikt en gevaloriseerd zijn.

§ 7. De ontsmettings- en ontmantelingsinstallaties leveren een afbraakattest af.

Art. 87. § 1. De producent of invoerder verstrekt de Dienst jaarlijks uiterlijk 31 maart en voor het eerst uiterlijk 31 maart 2003 de volgende gegevens over het voorgaande kalenderjaar :

1° de in kilogram en aantal uitgedrukte totale hoeveelheid autowrakken of de als dusdanig beschouwde voertuigen ingezameld in het kader van de terugnameplicht;

2° de inrichting(en) waar de autowrakken of de als dusdanig beschouwde voertuigen worden verwerkt, alsmede de afval van de verwerking en de verwerkingswijze;

3° de in kilogram uitgedrukte hoeveelheden afval respectievelijk hergebruikt, gerecycleerd, gevaloriseerd en verwijderd, aangetoond aan de hand van bewijsstukken van de inrichtingen bedoeld in 2°.

§ 2. De jaarlijkse verklaring bedoeld in § 1 wordt ingediend volgens de voorschriften van de Dienst.

Art. 88. De Dienst mag de detailhandelaar, verdeler, producent of invoerder verzoeken om elk gegeven dat hij nuttig acht voor de evaluatie van de doelstellingen bepaald overeenkomstig dit hoofdstuk.

HOOFDSTUK XI. — *Oliën en vetten die mogen worden gebruikt om eetwaren te bakken*

Art. 89. In de zin van dit hoofdstuk wordt verstaan onder inzamelpercentage, het in percent uitgedrukte relatieve gewicht van de ingezamelde afgewerkte frituurvetten en -oliën ten opzichte van het totaalgewicht van de oliën en vetten die kunnen worden gebruikt om eetwaren te bakken en die gedurende het bedoelde kalenderjaar op de markt worden gebracht.

Art. 90. De verdeler moet de afgewerkte frituurvetten en -oliën van de horecasector en van restauratiediensten van gemeenschappen op eigen kosten terugnemen.

De producent of invoerder moet alle ingezamelde afgewerkte frituurvetten en -oliën op eigen kosten en regelmatig inzamelen bij de verdelers of industriële en commerciële inrichtingen die de door hem ingevoerde oliën gebruiken, en in een daartoe vergunde inrichting laten verwerken.

De producent of invoerder moet de afgewerkte frituuroliën en -vetten afkomstig van gezinnen en ingezameld door publiekrechtelijke rechtspersonen die instaan voor de inzameling van huisafval, gratis terugnemen of de inzameling en de verwerking ervan financieren naar verhouding van de hoeveelheden frituurvetten en -oliën die hij op de markt brengt.

Art. 91. De producent of invoerder moet een inzamelpercentage van 30 % halen vanaf 2003 en van 40 % vanaf 2005.

Na overleg met de sectoren en als de omstandigheden het rechtvaardigen, kan de Minister de inzamelpercentages herzien binnen twee jaar na de inwerkingtreding van de terugnameplicht.

Art. 92. De ingezamelde afgewerkte frituuroliën en -vetten worden volledig gerecycleerd, geregenereerd of gevaloriseerd.

Het is verboden afgewerkte frituuroliën en -vetten als diervoedsel te gebruiken.

De Minister kan doelstellingen inzake recyclage of valorisatie opleggen.

Art. 93. § 1. De producent of invoerder verstrekt de Dienst jaarlijks uiterlijk 31 maart en voor het eerst uiterlijk 31 maart 2003 de volgende gegevens over het voorgaande kalenderjaar :

1° de in kilogram uitgedrukte totale hoeveelheid frituurvetten en -oliën op de markt gebracht in het Waalse Gewest;

2° de in kilogram uitgedrukte totale hoeveelheid afgewerkte frituurvetten en -oliën ingezameld in het kader van de terugnameplicht;

3° de inrichting(en) waar de frituurvetten en -oliën worden verwerkt en de verwerkingswijze;

4° de in kilogram uitgedrukte hoeveelheid gerecycleerde en gevaloriseerde afval, aangetoond aan de hand van bewijsstukken van de inrichtingen bedoeld in 3°;

5° een raming van de in kilogram uitgedrukte totale hoeveelheid frituurvetten en -oliën die tijdens het lopende jaar op de markt zijn gebracht in het Waalse Gewest.

§ 2. De statistieken betreffende § 1, 1°, worden voor echt verklaard door een bedrijfsrevisor of een accountant.

§ 3. De jaarlijkse verklaring bedoeld in § 1 wordt ingediend volgens de voorschriften van de Dienst.

Art. 94. De Dienst mag de detailhandelaar, verdeler, producent of invoerder verzoeken om elk gegeven dat hij nuttig acht voor de evaluatie van de doelstellingen bepaald overeenkomstig dit hoofdstuk.

HOOFDSTUK XII. — *Fotoafval*

Art. 95. In de zin van dit hoofdstuk wordt verstaan onder inzamelpercentage het in percent uitgedrukte relatieve gewicht van het ingezamelde fotoafval ten opzichte van het totaalgewicht van de fotoproducten die tijdens het bedoelde kalenderjaar op de markt zijn gebracht.

Art. 96. De detailhandelaar moet alle ingeleverde fotoafval gratis terugnemen wanneer de consument gelijkwaardige producten koopt.

De verdeler moet alle overeenkomstig het eerste lid in ontvangst genomen fotoafval op eigen kosten, regelmatig en ter plaaste terugnemen bij de detailhandelaars en bij de producent of invoerder inleveren.

De producent of invoerder moet al het aangenomen fotoafval op eigen kosten en regelmatig inzamelen bij de verdelers of detailhandelaars en laten verwerken in een daartoe vergunde inrichting.

De producent of invoerder moet ook het fotoafval van gezinnen, ingezameld door publiekrechtelijke rechtspersonen die instaan voor de inzameling van huisafval, gratis terugnemen of de inzameling en verwerking ervan financieren naar verhouding van de hoeveelheden fotoproducten die hij op de markt brengt.

Art. 97. De detailhandelaar brengt op een duidelijk zichtbare plaats in elk van zijn verkooppunten een bericht aan waarin onder de aanduiding « VERPLICHTE TERUGNAME VAN FOTOAFVAL » wordt aangegeven op welke wijze hij voldoet aan de bepalingen van dit besluit.

Art. 98. De producent of invoerder moet een inzamelpercentage halen van 75 % vanaf 2004 en van 95 % vanaf 2005.

Na overleg met de sector en als de omstandigheden het rechtvaardigen, kan de Minister desnoods het in het vorige lid bedoelde inzamelpercentage herzien.

Art. 99. Het is verboden fotoafval te verwijderen zonder voorafgaande verwerking met het oog op de gehele of gedeeltelijke recyclage ervan.

Art. 100. De verwerking van fotoafval beoogt een optimale valorisering van het zilver dat erin voorkomt.

Art. 101. § 1. De producent of invoerder verstrekt de Dienst jaarlijks uiterlijk 31 maart en voor het eerst uiterlijk 31 maart 2003 de volgende gegevens over het voorgaande kalenderjaar :

1° de in kilogram uitgedrukte totale hoeveelheid fotoproducten op de markt gebracht in het Waalse Gewest;

2° de in kilogram uitgedrukte totale hoeveelheid fotoafval ingezameld in het kader van de terugnameplicht zoals bedoeld in punt 1°;

3° de inrichting(en) waar fotoafval wordt verwerkt, alsmede de afval na verwerking en de verwerkingswijze;

4° de in kilogram uitgedrukte hoeveelheid gerecycleerd afval, aangetoond aan de hand van bewijsstukken van de inrichtingen bedoeld in 3°;

5° een raming van de in kilogram uitgedrukte totale hoeveelheid fotoproducten die tijdens het lopende jaar op de markt zijn gebracht in het Waalse Gewest.

§ 2. De statistieken betreffende § 1, 1°, worden voor echt verklaard door een bedrijfsrevisor of een accountant.

§ 3. De jaarlijkse verklaring bedoeld in § 1 wordt ingediend volgens de voorschriften van de Dienst.

Art. 102. De Dienst mag de detailhandelaar, verdeler, producent of invoerder verzoeken om elk gegeven dat hij nuttig acht voor de evaluatie van de doelstellingen bepaald overeenkomstig dit hoofdstuk.

HOOFDSTUK XIII. — *Opheffings-, overgangs- en slotbepalingen*

Art. 103. In artikel 4 van het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 9 april 1992 betreffende afgewerkte oliën worden de woorden « afgegeven worden hetzij aan een garagehouder, hetzij » geschrapt.

Art. 104. De in onderstaande tabel bedoelde milieuovereenkomsten blijven van toepassing tot de vervaldatum ervan en tot maximum vijf jaar na de inwerkingtreding van het decreet van 20 december 2001 betreffende de milieuovereenkomsten. Ze gelden als inachtneming van de terugnameplicht in de zin van dit besluit.

Milieuovereenkomsten	Vervaldatum
Overeenkomst van 29 april 1997 betreffende de selectieve inzameling van verlopen geneesmiddelen	Vijf jaar na de inwerkingtreding van het decreet van 20 december 2001 betreffende de milieuovereenkomsten
Verbintenisprotocol van 17 juni 1997 betreffende de selectieve inzameling en de verwerking van gebruikte batterijen, gewijzigd bij het aanhangsel van 7 maart 2001	31 december 2002
Kaderovereenkomst van 9 februari 1998 tussen de overheden en de sector over de inzameling en de verwerking van versleten banden	Vijf jaar na de inwerkingtreding van het decreet van 20 december 2001 betreffende de milieuovereenkomsten
Overeenkomst van 30 maart 1999 betreffende het beheer van autowrakken	30 juni 2004
Kaderovereenkomst betreffende het beheer van papierafval in het Waalse Gewest	31 december 2002
Overeenkomst van 19 februari 2001 betreffende de terugnameplicht voor afval van elektrische of elektronische apparatuur (elektrische huishoudapparatuur)	18 februari 2006

Art. 105. De producent of invoerder die geen beroep doet op een erkende instelling of geen milieuovereenkomst heeft gesloten, moet binnen zes maanden na de inwerkingtreding van de terugnameplicht waaraan hij overeenkomstig artikel 3 onderworpen is, een beheersplan indienen voor het afval dat onder de terugnameplicht valt.

Art. 106. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Art. 107. De Minister van Leefmilieu is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 25 april 2002.

De Minister-President,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

De Minister van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Leefmilieu,
M. FORET

Bijlage 1

Lijst van de elektrische of elektronische apparatuur waarop dit besluit van toepassing is :

1. apparaten met koelfunctie en diepvriesfunctie : koelkasten, diepvriezers en airconditioningapparatuur, koel-vries-combinaties, luchtontvochtigers;

2. grote elektrische huishoudapparatuur : kooktoestellen, wasmachines, vaatwasmachines, centrifuges, wasdrogers en heetwatertoestellen, strijkmachines, wasdroger-combinaties, zonnehemels en zonnebanken;

3. kleine elektrische huishoudapparatuur : ovens en grilleerapparaten, afzuigkappen, microgolfovens en andere ovens, fornuizen, één of meerdere kookplaten, ovens-combinaties (magnetrons, grills);

4. bruingoed : televisietoestellen, radiotoestellen, geluidsversterkers, tuners, cassettespelers, platenspelers, cd-spelers, videorecorders, videocamera's, luidsprekers;

5. kleine huishoudelijke apparaten : elektrische waterkokers, frituurpannen, broodroosters, mixers en mengers, tuingereedschappen, stofzuigers, naaimachines, strijkijzers, haardrogers, scheerapparaten, afzuigkappen met ingebouwde motor, baardtrimmers, elektrische warmwaterkruiken, mengapparaten, blikopeners, schotelwarmers, broodmachines, citruspers, "croque-monsieur"-ijzers, elektrische dompelaars, eierkokers, elektrische dekens, elektrische messen, elektrische barbecues, elektrische woks, epileerapparaten, espresso-automaat (huishoudelijk), flessenwarmers, fondueset, messenslijper-blikopener-combinaties, mondbad met tandenborstel, gezichtsbruiner, gezichtsmassage, gezichtsmassage, grills, haardroogkap, haarkrultang, haarstyler, haktoestel, ijsmachine, individuele klokken, individuele ventilator, infraroodlamp, kaasmaker, kappersset, keukenhaktoestel, keukenrobot (Foodprocessor), keukenweegschaal, keukenweegschaal, koffie-apparaat, koffiemolen, kook- of warmhoudplaat (eenvoudig), kruimeldief, krulset, ladyshave, koortsthermometers, luchtbevochtiger, luchtreiniger, massage-apparaat, wetstaal, milkshaker, mixer, monddouche, neustondeuse, personenweegschaal, raclette, rijstkoker, sapcentrifuge, elektrisch scheerapparaat, schotelwarmers, snelkoker, snijmachine, soldeerapparaat, mixers, steengril, stofzuigers met ingebouwde motor, stoomkoker, stoomreiniger, elektrische tandenborstel, thee-apparaat, verwarmingskussen, verwarmingsroltafels, vleesmolen, vloerreiniger, voetmassage-apparaat, wafelijzer, waterfilter, waterkoker, wekker, yoghurtmaker;

6. Toestellen voor documenten en gegevens :

- IT-materiaal : PC's (inclusief monitoren), "laptop" computers, "note-book" computers, printers, personal kopiers, elektrische schrijfmachines, zak- en tafelrekenmachines;

- Telecommunicatietoestellen : fax, telefoon, draadloze telefoon, gsm, antwoordapparaten;

7. tuingereedschappen :

a) kleine toestellen;

b) grote toestellen

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 25 april 2002 tot invoering van een terugnameplicht voor bepaalde afvalstoffen met het oog op de valorisatie of het beheer ervan.

Namen, 25 april 2002.

De Minister-President,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

De Minister van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Leefmilieu,
M. FORET

Bijlage 2

Lijst van de verbruiksgoederen waarop dit besluit niet van toepassing is :

- toners;

- inktpatronen.

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 25 april 2002 tot invoering van een terugnameplicht voor bepaalde afvalstoffen met het oog op de valorisatie of het beheer ervan.

Namen, 25 april 2002.

De Minister-President,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

De Minister van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Leefmilieu,
M. FORET